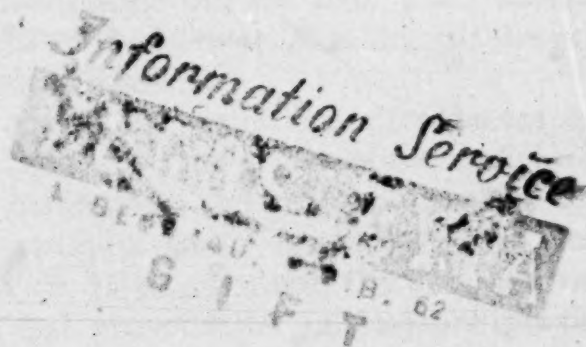


Yugoslavia. Savezno Izvishno  
- Pece

**PLAN SOCIAL  
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE  
DE LA YUGOSLAVIE  
1961—1965**



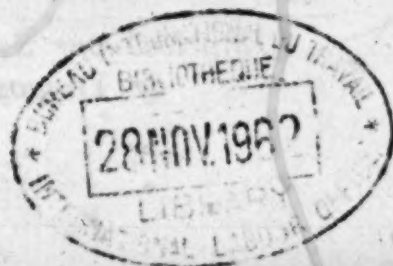
**SECRETARIAT DE L'INFORMATION  
PRES LE CONSEIL EXECUTIF FEDERAL  
BEOGRAD**

1961

338.984(497.1)

A31

Ex. de circ.







## **EXPOSE FAIT PAR AVDO HUMO**

### **MEMBRE DU CONSEIL EXECUTIF FEDERAL\***

Le projet de plan social de développement économique de la Yougoslavie durant la période 1961—1965, qui fait l'objet du débat d'aujourd'hui, part, en ce qui concerne la base économique-politique, des postulats — et de la politique — qui ont été définis au cinquième Congrès de l'Alliance socialiste du peuple travailleur de Yougoslavie. Ce Congrès, et notamment le rapport du camarade Tito et la discussion ont fourni l'occasion d'apprécier les résultats obtenus, ainsi que la ligne fondamentale de notre développement socio-économique continu. C'est en se basant sur cette ligne-là qu'à la suite du cinquième Congrès on a poursuivi une activité intense de détermination des éléments du plan; on a élaboré de nombreuses études, monographies et analyses; d'amples discussions et consultations ont eu lieu. Tout cela a contribué à cristalliser les opinions et à éclairer plus complètement les problèmes de notre développement continu.

Il va de soi qu'en cours de travail des positions divergentes se sont manifestées; la discussion a montré qu'un grand nombre d'entre elles constituaient des solutions meilleures de certains problèmes, et que quelques-unes étaient inacceptables parce que s'écartant des postulats généraux de la conception de développement. On s'est heurté, de même, à de grosses difficultés qui provenaient en majeure partie d'un système économique — et d'une méthodologie de la planification — non encore entièrement au point (ce qui explique, entre parenthèses, que certains problèmes n'aient pu être contemplés sous toutes leurs faces). En ce qui concerne ces problèmes-là, on a laissé aux plans annuels le soin de les vérifier à l'épreuve et de les contempler de façon concrète, en relation avec la mise au point du système économique. Il convient de souligner tout particulièrement que d'importants problèmes de méthodologie se sont posés au cours de l'élaboration du plan, qui n'ont pu être réglés intégralement (bien que l'on ait

---

<sup>1</sup> Exposé fait par Avdo Humo, membre du Conseil exécutif fédéral, à la séance commune du Conseil fédéral et du Conseil des producteurs de l'Assemblée populaire fédérale (26 décembre 1960).

entrevu les voies de leur règlement). Il s'agissait, en l'occurrence, de problèmes méthodologiques liés au développement des rapports socialistes chez nous. Le niveau de notre production matérielle en est arrivé au stade où le rythme de croissance de la production matérielle aussi bien que celui de la démocratie socialiste dépendent du développement continu des rapports de production. A l'heure actuelle, la production matérielle est caractérisée par la dynamique de développement sans doute, mais aussi par le fait qu'elle est devenue plus complexe dans ses rapports, qu'elle dépend davantage de nombreux facteurs qui doivent agir de concert sur son évolution.

Le stade qui a été atteint dans le développement des rapports matériels de production manifeste de plus en plus la tendance au développement accéléré des forces de production. L'adaptation de la production matérielle au système de répartition du revenu entre la société et les organisations économiques aussi bien qu'au sein de l'organisation économique elle-même, où l'on appliquera plus fidèlement que par le passé le principe de la rémunération d'après l'effet du travail (au moyen de critères relatifs à la valeur de la quantité de travail individuel et collectif dépensé, qui auront été élaborés par les collectifs de travail eux-mêmes), ce ne seront pas seulement des conditions socio-économiques plus favorables, suscitées en vue d'un rapport plus harmonieux entre titulaires de la production matérielle et leur participation davantage adéquate à la répartition du revenu créé; ce sera l'unique voie ouverte au développement de la démocratie socialiste, la voie qui nous permettra de maintenir notre production à un niveau élevé et de rendre notre activité économique encore plus efficace. La mise au point de ces rapports, qui équivaut au développement continu des forces de production, entraîne logiquement la nécessité d'une mise au point de nos méthodes de planification, en d'autres termes de l'introduction d'éléments essentiellement nouveaux dans notre système de planification actuel. Or, dans nos conditions socio-économiques, l'effort à accomplir en vue de mettre sur pied des méthodes de planification mieux adaptées, cet effort exige que l'on agisse également d'autre part, que l'on enrichisse les dites méthodes de réalisations scientifiques modernes dans les domaines des mathématiques, de la statistique, de l'économétrie, etc. L'un et l'autre de ces deux aspects sont également importants dans le développement des bases nouvelles, développement qui doit permettre d'éviter le conservatisme et la technocratie bureaucratique, et d'échapper à la pauvreté des méthodes économiques, susceptibles l'un et l'autre d'entraver — au stade de développement actuel — le développement continu et accéléré. Si nous ne nous rendons pas compte de ces faits-là, nous nous priverons de méthodes d'approche nombreuses et néces-



saires, méthodes destinées à nous permettre de mieux apercevoir l'interdépendance des faits économiques, de même que les lois qui régissent une économie d'un niveau supérieur. Il faut donc chercher à résoudre les deux problèmes parallèlement et en même temps, en l'occurrence les problèmes méthodologiques liés à notre système socio-économique aussi bien que ceux-là qui se rattachent aux réalisations scientifiques contemporaines, car il s'agit là en fait de deux aspects d'un seul et même problème.

La question qui se pose alors, c'est de savoir si l'on a basé ce plan sur des bases anciennes ou bien sur les principes d'une méthodologie nouvelle. La tâche qui nous attend, c'est le développement et la mise au point continus de principes méthodologiques nouveaux, de principes engendrés par un système socio-économique meilleur; toutefois, le plan nouveau est basé — et développé — avec davantage d'éléments méthodologiques, de tous les éléments qui seront nouveaux dans le système économique futur, et notamment des éléments nouveaux dans la répartition du revenu, du nouveau système de crédit, de la réforme du régime de devises, etc. Il n'importait pas essentiellement, pour ses rapports globaux et le sens fondamental de son développement, d'en déduire définitivement tous les rapports quantitatifs. Car, avec le développement et la mise au point ininterrompus du système économique, qui par définition ne saurait jamais être définitivement au point, les sources matérielles aussi bien que de nombreux éléments stimulatifs de la production se modifieront. L'essentiel à noter, c'est que le plan a présumé tous les nouveaux éléments du système, et qu'il en a précisément tenu compte — dans l'accomplissement des tâches — comme de l'une des pré-conditions essentielles de son exécution. Il a prévu, dans ses réserves matérielles, assez de possibilités pour que ce qui n'avait pu être perçu définitivement à l'époque de son élaboration, à cause de l'action du système économique futur, fût adapté au cours de l'exécution du plan, afin que les tâches et objectifs fondamentaux du plan fussent entièrement exécutés. Le plan de perspective, qui a compté avec tous ces faits-là aussi bien qu'avec l'expérience actuelle, qui a analysé tous les facteurs déterminants du développement économique, formule avec réalisme les tâches que nous devons accomplir au cours de la période qui s'ouvre devant nous.

En plus des éléments dont il vient d'être question, l'élaboration d'un programme de développement économique échelonné sur vingt ans a été d'un très grand secours aux organes de planification chargés d'élaborer le Plan quinquennal. Ce programme de base a permis d'éclairer bien plus nettement que jusqu'à présent de nombreux problèmes à long terme; il a attiré l'attention sur de nombreuses



tâches prioritaires, mettant l'accent sur telle ou telle tâche à accomplir au cours de telle ou telle période quinquennale, ce qui était impossible à percevoir dans le cadre d'une seule période quinquennale. Sans doute ce programme de vingt ans est-il encore à l'état de documentation interne: son élaboration continue dans le sens de la création d'une perspective de programme n'en contribuera pas moins à ce que les plans quinquennaux qui suivront établissent avec encore plus de réalisme les tâches à accomplir.

C'est le stade de développement des forces de production matérielles, ainsi que des rapports sociaux socialistes, qui a servi de point de départ à la définition du développement économique à venir. Le camarade Tito a traité en détail de ces problèmes dans son rapport au cinquième Congrès de l'Alliance socialiste du peuple travailleur de Yougoslavie, ce pourquoi il n'est pas nécessaire que je m'attarde longuement là-dessus. Je me vois, toutefois, contraint de vous exposer succinctement quelques-uns au moins des résultats obtenus dans l'application de la politique économique actuelle, non pas certes pour grossir nos succès, mais bien parce que ces succès ont servi en grande partie à l'établissement des tâches du plan nouveau.

## **1. LE NIVEAU DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ACTUELLEMENT ATTEINT**

Notre développement d'après-guerre est caractérisé, d'une manière générale, par des taux de croissance économique extrêmement élevés, qui sont le résultat d'une politique mûrement réfléchie de développement accéléré des forces de production, ce qui explique qu'en treize ans le niveau du revenu national et de la production s'est accru de plus de 2,5 fois par rapport à 1939. A cet égard, il convient de mettre en évidence toute particulière la période des huit dernières années (de 1953 à 1960), au cours de laquelle l'économie entra dans sa phase de consolidation et obtint des résultats considérables dans tous les secteurs. Comme on sait, le revenu national augmenta durant cette période au taux annuel moyen de 11%, la production industrielle au taux de 13%, et la production agricole au taux de 7%. On sait que ces taux de croissance du revenu national et de la production industrielle comptent parmi les plus élevés qui aient été réalisés dans les différents pays durant cette période.

Grâce à l'accroissement accéléré de sa production, la Yougoslavie a réussi à atteindre un revenu national réel par tête de 350 dollars (contre 130 à 140 dollars avant la guerre). Un tel revenu par tête montre que la Yougoslavie est sortie des limites conventionnelles qui marquent le domaine des pays et régions sous-développés. A quoi il convient d'ajouter que, par suite du niveau de développement qu'elle

a atteint, l'industrie est devenue la branche décisive dans la formation du produit social et du revenu national, et que cette place qu'elle a prise dans l'économie du pays a entraîné des changements considérables dans la structure de la population: la population agricole est tombée à 50% de la population globale, contre 75% avant la guerre.

Le développement de la production industrielle et agricole, ainsi que des autres secteurs économiques, a été particulièrement remarquable durant les quatre dernières années. Le volume physique de la production industrielle a augmenté, entre 1957 et 1960, au taux annuel moyen de 14%, et celui de la production agricole de 10%. Au cours de cette période, on a vu se produire un développement synchronisé de la production industrielle et agricole, ainsi qu'une utilisation plus totale des potentiels de production du pays. C'est pourquoi cette période a été caractérisée par un développement plus harmonieux des forces de production, de même que par l'élimination des disproportions qui avaient été constatées (retard de l'agriculture et de l'industrie de transformation notamment). Le processus de modernisation et de reconstruction de notre agriculture a été inauguré. Une base matérielle et technique plus étendue a été procurée à l'agriculture, qui est désormais en mesure de satisfaire les besoins locaux et de fournir des surplus à l'exportation.

Les taux de croissance élevés qui sont enregistrés, depuis quelque temps, dans les différents secteurs économiques disent que les efforts accomplis durant les années précédentes n'ont pas été vains, et que ces taux de croissance sont devenus le trait caractéristique durable de notre développement socialiste, le résultat de nos rapports socialistes ainsi que de l'utilisation optimale des forces disponibles.

Il va de soi que les taux de croissance très élevés n'ont pu être réalisés que grâce à des investissements intensifs dans l'économie. Mais il convient, à cet égard, de souligner deux faits. C'est, tout d'abord, que ces investissements intensifs ont été accompagnés d'une amélioration permanente de l'efficacité des investissements, ce qui ressort du rapport entre ressources investies et accroissement du produit social enregistré. Au cours de la période 1948—1952, il fallait investir une dizaine de dinars pour obtenir un dinar d'accroissement du produit social; en 1952—1956, il n'en fallait plus que quatre dinars; en 1957—1960, enfin, il en a fallu moins de trois dinars. L'autre fait d'importance à noter, c'est que la politique d'investissements intensifs a été également accompagnée d'une élévation parallèle du standard de vie de la population: de 1953 à 1960, et malgré une participation brute des investissements économiques au produit social de l'ordre de 28%, la consommation personnelle a augmenté au taux annuel moyen de 7% et le standard social au taux de 19%. Cette dernière donnée indi-



que, elle aussi, qui l'économie yougoslave a atteint un niveau qui lui permet d'enregistrer des taux de croissance du standard social et des taux d'accroissement des investissements également élevés, en d'autres termes de les enregistrer sans avoir à consentir les sacrifices — et les efforts — qui étaient nécessaires durant la première période de l'édification d'après-guerre.

Les succès obtenus sont indéniablement le résultat de notre politique économique, dont l'objectif a consisté à modifier la structure des investissements et à susciter ainsi les conditions qui permettront un développement plus rapide et plus harmonieux, de même qu'un mode d'activité économique plus efficace, qui permettront aussi, et parallèlement à l'augmentation de la productivité du travail, d'élever plus intensément le standard de vie. Mais ces succès sont également le résultat des nouveaux rapports sociaux, des rapports sociaux socialistes, l'action indépendante des producteurs directs devenant de plus en plus considérable dans le règlement des problèmes économiques. Un système basé sur l'élargissement continu de la base matérielle de l'autogestion ouvrière et du système communal, de même que sur l'intéressement et l'initiative des différents titulaires de l'activité économique, explique que les moyens sociaux soient désormais utilisés plus économiquement et plus rationnellement. Ce système a démontré sa force vitale en pratique, et l'on peut espérer légitimement qu'il influencera plus favorablement encore le développement économique au cours de la période à venir.

En soulignant les résultats du développement actuel, on n'a pas songé à sous-estimer l'importance des problèmes qu'il pose. On est tenté de dire qu'il appartient à chaque étape du développement de régler des tâches déterminées, mais que le développement dynamique pose en même temps des problèmes nouveaux qu'il s'agit de régler. C'est dans cette relève permanente des problèmes les uns par les autres que se manifeste la dynamique du développement, ainsi que la singularité des tâches qu'il faut régler à chaque étape du développement. Mais, en plus de ce trait caractéristique, de la relève permanente des problèmes les uns par les autres, que l'on a pu apercevoir dans le développement actuel, il y en a d'autres, et qu'il convient de souligner.

Tout d'abord, dans un développement économique dynamique, il y a des branches essentielles qu'il faut développer à long terme et au niveau le plus élevé. Là encore, on peut ralentir le rythme au cours de telle ou telle période; mais il n'est pas possible d'effectuer des ralentissements qui aboutiraient à de bas taux d'accroissement de la production, ne fût-ce que passagèrement. C'est surtout vrai de la production sidérurgique, de l'électricité, des matériaux de construction

fondamentaux, etc. En outre, nous entrons d'ores et déjà dans une période de mouvements économiques complexes, où les inter-déterminations s'enchevêtrent à un tel point qu'il est désormais impossible, dans une production plus fine et plus complexe, de refouler une production — ou une consommation — pour en avantager une autre. A l'avenir, on verra se manifester de plus en plus la nécessité de mouvements stables dans les rapports entre la production des moyens de production et celle des moyens de consommation, la nécessité aussi de mouvements stables entre la production de matériaux de reproduction et celle des produits finis. Cela ne se manifestait pas aussi puissamment alors que le niveau de production était encore bas, car toutes les grandeurs étaient réduites. La structure de notre population était essentiellement agraire; les revenus des travailleurs peu élevés; les services du standard social peu développés; les entreprises à production diversifiée en nombre très réduit. Demain, ce sera plus difficile, et du point de vue du développement des rapports socio-économiques dans l'économie, où le revenu du producteur est lié à la productivité du travail, et de celui des conséquences plus graves pour l'économie, en raison du trop grand nombre d'organisations économiques, de la diversité des initiatives et activités économiques. Les grandeurs avec lesquelles nous devrons compter à l'avenir sont tout autres. Il s'agit, qualitativement parlant, de nouveaux bonds dans l'économie entre les grandeurs actuelles et celles de demain. De 1939 à 1960, il nous a fallu vingt ans (en comptant, il est vrai, là-dedans la guerre et les dévastations qu'elle a entraînées) pour accroître le revenu national d'un peu plus de 200 dollars par tête. Or, nous sommes actuellement à même de prévoir qu'au cours des cinq prochaines années nous augmenterons le revenu national par tête de près de 250 dollars. Nous devrons, durant la période à venir, accroître la production d'acier presque autant que nous l'avons augmentée au cours des quinze dernières années, etc. Dans de tels rapports, il y aura indéniablement des problèmes qui se poseront, mais l'on devra s'efforcer d'empêcher que se produisent des faits susceptibles d'entraver le développement de rapports harmonieux dans l'économie. C'est ce qui explique qu'à un stade de développement supérieur le problème de l'harmonisation entre le développement des rapports de production et celui de la production matérielle se pose avec une acuité plus grande que par le passé. A ce propos, il convient de souligner quelques-uns des problèmes d'importance que l'actuel développement a posés et dont l'acuité exige qu'au cours des prochaines années nous nous engagions dans une pleine mesure, à leur règlement.

Le premier de ces problèmes relève du domaine du développement et de l'achèvement de l'édification du système économique. Le



problème de la situation des organisations économiques et de quelques-uns des secteurs économiques sur le marché, et par suite celui de leur gestion économique, sont devenus les problèmes-clés de notre production matérielle. A ce propos, ce que l'on met au premier rang comme une nécessité si l'on veut susciter des conditions favorables à une gestion économique, c'est l'élimination des nombreuses disparités de prix, ainsi que l'accélération du processus de formation des prix économiques en ce qui concerne plusieurs produits essentiels. Ce n'est que sur cette base-là que la politique de libération de nombreux prix des vestiges de mesures administratives et non-économiques pourra aboutir à une formation plus juste des revenus dans l'économie. Il va de soi qu'un tel processus modifiera la place, ainsi que le mode de formation de l'accumulation, qui, loin de se concentrer pour la plus grande part dans l'industrie, s'accomplira désormais également — et dans une mesure bien plus grande que par le passé — dans d'autres secteurs économiques. Parallèlement, le processus de formation du revenu se fondera sur de nouveaux éléments, mais non plus en tant que résultat de rapports modifiés dans les prix des produits (bien que ces changements agiront dans le sens de la lutte pour une productivité du travail accrue, ainsi que dans celui d'un développement continu de rapports socialistes); ce sera, au contraire, le résultat de changements qualitatifs, d'un prix plus élevé du travail vivant aussi bien que de celui écoulé, ainsi que de meilleurs rapports entre les deux, qui doivent permettre de mieux utiliser la main d'oeuvre aussi bien que le capital social. De cette façon, le revenu qui résultera des dits rapports stimulera encore davantage la production. La répartition pourra devenir la source de tous les stimulants d'une productivité du travail accrue, car les entreprises disposeront librement de leurs ressources avec la répartition nouvelle. Ce fait accélérera indiscutablement le développement continu des rapports socialistes aussi bien que celui des forces de production matérielles de la société.

L'autre problème apparaît dans le domaine des mouvements de structure de l'économie. Les investissements intensifs, accomplis ces quatre dernières années aux fins d'un développement accéléré de l'agriculture et des branches transformatrices de l'industrie, n'ont pas permis de développer parallèlement et dans une mesure adéquate la production de matières premières et de matériaux de reproduction fondamentaux. Si bien qu'à l'heure actuelle il y a, dans la production industrielle, désharmonie entre usines de base et usines de transformation. C'est cette désharmonie qui a, parmi d'autres facteurs, entravé le règlement du déficit du commerce extérieur, parce que ce retard imposait la nécessité d'accroître sensiblement l'importation de matières premières et de matériaux de reproduction. Le retard de l'industrie de base a revêtu un tel caractère que son élimination ré-

clamera plus de temps, les investissements nécessaires au développement de cette production-là étant intensifs et à long terme. Les proportions entre usines de base et usines de transformation seront donc bien plus difficiles à faire disparaître que celles nées dans les conditions du retard antérieur de la production des biens de consommation. Mais, quelle que soit la gravité de ce problème, nous devons régler rapidement ce problème-clé car, si la désharmonie actuelle n'est pas réglée à temps, il en résultera inévitablement un ralentissement du rythme général du développement économique.

Un autre problème sur lequel on doit attirer l'attention, c'est celui de la production agricole. Malgré les résultats indéniables qui ont été enregistrés durant les dernières années dans cette production, il y a toute une série de problèmes en suspens, soit dans l'agriculture elle-même soit dans des activités qui lui sont directement rattachées : ces problèmes entravent dès aujourd'hui son développement efficace. Dans l'agriculture elle-même, il s'agit des problèmes qui découlent de sa situation économique défavorable, conséquence de frais de production élevés, de rapports de prix disparitaires et d'une édification insuffisante des domaines agricoles socialistes. Par ailleurs, l'insuffisance des entrepôts, ainsi que des moyens de transport et de transformation, l'organisation inadéquate du commerce, etc., voilà encore des faits qui barrent la route à un développement accéléré de la production agricole.

Nous devons constater, de même, que le niveau technique de notre Bâtiment est tel qu'il constitue, dans une certaine mesure, le goulot d'étranglement de notre économie toute entière, ce qui se reflète tout particulièrement dans le secteur de notre construction d'équipement. Le retard en question se manifeste dans deux sens bien différents. Il s'agit, tout d'abord, d'un équipement technique insuffisant du Bâtiment, ainsi que de l'absence de méthodes de construction modernes et efficaces. La faiblesse du Bâtiment se manifeste également en ceci qu'il s'appuie sur une production sous-développée et retardataire des matériaux et éléments de construction, qui entrave l'adoption de méthodes de construction rationnelles. C'est ce qui explique que notre construction soit toujours chère et lente, ce qui influe pour une bonne part sur le niveau des frais d'investissements, ainsi que sur l'efficacité des investissements, eu égard à la part considérable des travaux de construction dans la structure générale des investissements.

Les investissements au poste de travail, et par suite l'équipement technique du travail, ont sans doute augmenté sensiblement durant les dernières années. Il n'en est pas moins vrai que, dans plusieurs branches et activités très importantes, nous rencontrons toujours une base technique peu élevée, sous-développée, ainsi qu'une



application relativement lente des techniques contemporaines. C'est ce qui explique le bas niveau de la productivité du travail dans ces branches-là, qui se répercute tout naturellement sur le taux de productivité général. A cet équipement technique peu élevé il convient d'ajouter, dans de nombreux secteurs économiques, une structure de qualifications de la main d'oeuvre qui est défavorable, une expérience de production réduits, etc.

## 2. DYNAMIQUE ET STRUCTURE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE A VENIR

### a) *L'orientation économique fondamentale*

L'appréciation du développement actuel, ainsi que l'analyse détaillée des possibilités, montrent indéniablement qu'au cours de la période à venir aussi la Yougoslavie pourra poursuivre son intense rythme actuel de développement économique et social. Il va de soi que, dans la détermination d'une ligne de développement générale, le nouveau plan de développement a dû partir de la nécessité du règlement des problèmes fondamentaux dont il a été question plus haut. A la base de cette ligne-là, il y a la politique de développement harmonieux de tous les secteurs économiques et, dans ce cadre-là, l'élimination des disproportions qui ont été observées durant les dernières années. A ce propos, le camarade Tito a noté, au Vème Congrès, que notre développement à venir ne pourra plus se dérouler par le forçage d'un secteur au détriment des autres car, au stade où en est actuellement notre économie, cela pourra entraîner des perturbations et rendre plus difficile le développement économique. Il faudra donc, au cours des années à venir, assurer des rapports de développement plus harmonieux entre les différents secteurs et branches économiques.

L'actuelle force de notre économie nous permet une structure d'investissements telle que nous puissions à la fois investir dans l'économie et développer le standard de vie, et que, dans le cadre général des investissements économiques, nous mettions en oeuvre une répartition des moyens qui nous procure les rapports les meilleurs dans le développement des différents secteurs et branches économiques. Il y a donc, à la base de la ligne générale du Plan quinquennal nouveau, une politique de développement intensif aussi bien qu'une autre, celle du développement harmonieux de tous les secteurs économiques, s'accompagnant d'un accroissement permanent de la consommation personnelle et du standard social.

On ne pourra réaliser un développement économique continu et intensif que s'il est procédé aux changements qualitatifs et structurels qui rapprocheront davantage encore l'économie yougoslave du niveau

— et de la structure — caractéristiques des pays développés. Les dits changements doivent intervenir, tout d'abord, dans la structure de la production industrielle, car un niveau économique élevé et — plus généralement — le développement contemporain exigeront que l'on s'oriente, à un rythme accéléré, vers l'extension intensive de la production des moyens de production, de même que vers une introduction croissante des techniques — et de la technologie — modernes. Il doit s'ensuivre une structure de production plus élevée, ainsi qu'une base matérielle-technique progressive de l'économie considérée dans son ensemble. Les changements interviendront également dans l'agriculture; ils seront orientés vers une intensification croissante, car la production agricole moderne sur les domaines agricoles socialistes est encore et toujours organisée sur des superficies relativement réduites, car elle n'embrasse encore et toujours qu'un nombre insuffisant de produits. C'est pourquoi nos efforts durant la période à venir seront toujours orientés vers le dépassement de la situation actuelle, afin qu'un bond qualitatif puisse être accompli à cet égard. Il y aura, de même, des changements dans d'autres secteurs économiques, en relation notamment avec leur reconstruction technique plus complète. A quoi il convient d'ajouter que, dans les conditions nouvelles, c'est le volume et la structure de notre marché qui seront modifiés, eu égard à l'abondance et à la diversité des biens et services qui seront disponibles; son rôle de stimulant en sera davantage manifesté. Les changements en question équivaldront tous, dans leur essence, à une intégration de l'économie yougoslave, qui influencera puissamment le développement continu des rapports sociaux socialistes.

Le nouveau Plan quinquennal, qui part des conditions données aussi bien que de l'appréciation des facteurs essentiels qui déterminent la dynamique de développement, prévoit qu'au cours de la période à venir l'économie yougoslave se développera au taux annuel moyen de produit social de 11,4%. De cette manière, la valeur de la production 1965 doit augmenter de plus de 70% par rapport à 1960. Cela permettra un accroissement du revenu national par tête, qui fera passer celui-ci des actuels 138.000 dinars à près de 222.000. Un pareil niveau de revenu veut dire qu'en 1965 la Yougoslavie atteindra un revenu réel de près de 600 dollars par tête. Il ne fait pas de doute que ce sera là un bond qualitatif dans le développement de l'économie yougoslave. Un tel niveau de revenu implique également une structure de production plus élevée, une structure plus élevée de l'accumulation, un rôle de l'industrie accru, ainsi que des changements adéquats dans de nombreux autres domaines, tels que ceux de la consommation et du marché intérieurs, du plein emploi, de la structure de la population et de la main d'oeuvre, etc. Un pareil niveau de revenu doit, enfin, entraîner des changements



dans le volume et la structure du commerce extérieur. De cette manière, le niveau de revenu apparaît comme la traduction la plus fidèle des changements qualitatifs et de structure à travers lesquels passera notre économie.

Ce rythme de croissance économique est déterminé, en majeure partie, par le développement de la production industrielle, dont l'accroissement annuel moyen prévu est de 13%, aussi bien que de la production agricole (avec un taux de croissance annuelle moyen de plus de 7%). La part de la production industrielle dans la production globale doit passer de 44% (en 1960) à 47% (en 1965); la part de la production agricole tombera, durant le même temps, de 24% à moins de 20%. Le changement de la structure de production est le résultat nécessaire et logique d'un développement industriel accéléré. De cette manière, au cours d'une période de 13 ans, en d'autres termes de 1953 à 1965, la production industrielle augmentera au taux de 13%, la production agricole au taux de 7%, et le revenu national au taux de 11%.

Du moment qu'il est question du développement à venir de la production industrielle, plusieurs complexes fondamentaux, dont l'importance ressortira tout particulièrement durant la période à venir, doivent se situer au centre de notre attention et de notre politique de production. C'est, en premier lieu, la nécessité d'un accroissement accéléré de la production des matières premières et matériaux de reproduction de base: dans l'ensemble, une place à part reviendra à la production de l'acier et des produits en acier, matériau de reproduction fondamental et le plus massif, celui dont la disponibilité conditionnera l'accomplissement des fins de développement dans les différents secteurs économiques. Etant donné le taux de croissance annuelle moyen de la production industrielle de 13%, la nécessité d'un développement plus intensif de la transformation des métaux et de l'électro-industrie, la croissance du Bâtiment à un taux approximativement le même que celui de l'industrie, et enfin l'ascension économique générale, il est évident que la production de l'acier devra se développer à un rythme également très élevé. La réduction relative de la consommation d'acier au moyen de substitutions ne pourra toujours pas être considérable; il y a, par ailleurs, un obstacle commercial objectif à la réalisation d'un accroissement considérable et permanent de l'importation d'acier. Il faudra donc, au cours de la période à venir, procéder avec plus d'intensité à l'édification continue de la sidérurgie. Tous les bilans indiquent qu'en 1965 la Yougoslavie devra pouvoir produire au moins 2,3 millions de tonnes d'acier brut; malgré cette production, elle devra importer des quantités considérables, et cette importation pourra poser un problème sérieux. C'est pourquoi on devra s'efforcer, pendant l'exécution du

nouveau plan quinquennal, de découvrir les solutions qui permettront d'atteindre — et de dépasser — l'accroissement planifié de la production sidérurgique.

Un autre secteur d'importance, c'est celui de l'industrie chimique, dont la production devra procurer une extension de la base de matières premières naturelle, ainsi que les matériaux de reproduction les plus divers à l'industrie et aux autres secteurs économiques, et de permettre l'introduction d'une technologie hautement productive, l'amélioration de la qualité et l'extension de l'assortiment des produits, un certain degré de substitution des matières premières importées par d'autres locales, etc. Dans ce domaine, c'est l'industrie chimique organique, en d'autres termes la production de masses artificielles et de fibres artificielle, qui est appelée à prendre une importance sans cesse croissante. La nécessité d'un développement accéléré de l'industrie chimique est d'autant plus urgente que la Yougoslavie n'en est qu'au début du développement de cette industrie, et que, dans tous les pays évolués, ses progrès sont plus rapides que la croissance de la production industrielle globale.

Un haut degré de développement économique et la nécessité de l'introduction de la technologie moderne dans la production, ainsi que l'expansion de l'exportation yougoslave, poseront des impératifs exceptionnels au volume — et à la structure — de la production d'équipement. La reconstruction et la modernisation technique de cette production constitueront la condition essentielle de notre développement à venir, du moment que le niveau technique de l'économie yougoslave, le rythme d'introduction de la technique moderne, l'efficacité des investissements et des fonds de production de base, ainsi que la place de la Yougoslavie dans les échanges internationaux, seront subordonnés de plus en plus au développement technique de la construction mécanique. L'expansion de la coopération à la production et de la spécialisation doivent permettre, dans ce secteur industriel très important, l'utilisation maxima des avantages de la production en série, mécanisée et automatisée. Parallèlement à l'équipement, la production moderne des matériaux de construction et éléments de construction modernes constituera, de même, un facteur d'importance, susceptible de contribuer dans une mesure bien plus grande que par le passé à l'efficacité — et à la rationalité — des grands travaux d'outillage national.

Enfin, ce sont les branches industrielles reposant sur une utilisation intensive de la base de matières premières disponible dans l'agriculture et les forêts, dont la transformation mécanique et chimique du bois, l'industrie alimentaire, etc., qui constituent les branches propulsives, du point de vue du développement interne aussi bien que de celui de l'expansion du commerce extérieur yougoslave.



Une place de choix réservée à ces complexes de production fondamentaux, ainsi que l'accent porté sur leur développement accéléré, voilà l'essence — et l'orientation de production fondamentale — de notre politique dans le domaine du développement à venir de la production industrielle. Cette orientation est illustrée par le tableau ci-dessous, qui montre la place — et l'accélération — qu'obtiennent les principaux complexes de la production industrielle:

*Production par complexes de production*

|                                                                       | index<br>1965/1960 | taux de<br>croissance<br>moyen<br>1961—1965 | structure<br>1960 | 1965       |
|-----------------------------------------------------------------------|--------------------|---------------------------------------------|-------------------|------------|
| énergétique                                                           | 173                | 11,6                                        | 15                | 14         |
| production d'équipements<br>et de biens de consom-<br>mation durables | 189                | 13,5                                        | 25                | 26         |
| métaux fondamentaux                                                   | 172                | 11,5                                        | 12                | 11         |
| industrie chimique                                                    | 217                | 16,7                                        | 6                 | 7          |
| transformation industrielle<br>des produits agricoles                 | 188                | 13,4                                        | 9                 | 10         |
| transformation industrielle<br>du bois                                | 205                | 15,4                                        | 8                 | 8          |
| industrie des matériaux<br>de construction et des<br>minéraux         | 200                | 14,9                                        | 6                 | 6          |
| industrie des vêtements<br>et des chaussures                          | 171                | 11,4                                        | 17                | 16         |
| autres industries                                                     | 186                | 13,2                                        | 2                 | 2          |
| <b>totaux</b>                                                         | <b>186</b>         | <b>13,2</b>                                 | <b>100</b>        | <b>100</b> |

Au centre de la politique de production dans l'agriculture on doit placer l'intensification de la production agricole, qui sera orientée vers l'accroissement du rendement à l'unité de superficie aussi bien que vers l'augmentation de la productivité du travail par travailleur employé. L'accent sera mis, de même, sur une plus grande diversification de la production agricole, qui devra pouvoir — bien plus que jusqu'à présent — satisfaire les besoins de la consommation personnelle, fournir des quantités de matières premières accrues à l'industrie de transformation, et procurer une masse beaucoup plus considérable de produits à l'exportation.

Dans le cadre général de cette politique de production-là, nos efforts doivent tendre en premier lieu à un développement accéléré de l'élevage, ainsi que de la base de matières premières destinée à permettre le dit développement (production de plantes fourragères, etc.). En raison des besoins de la consommation nationale aussi bien que de l'exportation, on fera porter l'effort sur l'élevage des bovins; à la base il y aura l'accroissement de la production socialement organisée sur les grands domaines. Cette politique permettra d'augmenter de 60% la production de viande et de lait. La production des autres produits de l'élevage doit s'accroître également.

Une pareille orientation réclamera, entre autres choses, des modifications adéquates dans la structure de la production agricole. Afin de satisfaire les besoins qu'engendre le développement de l'élevage et de permettre à l'exportation de croître, on augmentera sensiblement la production de céréales fourragères, et notamment du maïs dont la production doit passer de 5.850 tonnes (en 1959) à 9.000 tonnes (en 1965). La production des plantes industrielles, singulièrement des oléagineux, de la betterave sucrière et du coton doit, de même, s'accroître considérablement.

L'accroissement de la production agricole et son intensification, on ne pourra les faire passer dans la réalité qu'en développant simultanément, et de façon permanente, la production socialement organisée. C'est pourquoi l'on escompte, au cours de la période à venir, une extension continue des superficies couvertes par les domaines agricoles sociaux, de même qu'un développement intense et continu de la coopération avec les producteurs individuels (des formules de coopération supérieures surtout). Partant de là, on prévoit qu'à la fin du prochain quinquennat la majeure partie de la production agricole sera embrassée par la production socialement organisée. C'est dire que les prochaines années verront s'accélérer le processus de formation de nouveaux rapports sociaux dans l'agriculture, des rapports sociaux socialistes, qui auront pour résultat de donner, là aussi, dans ce secteur si important pour notre développement économique et social continu, la prépondérance aux forces socialistes. Mais, on ne se fera une idée de l'ampleur des tâches qui nous attendent que si l'on considère le fait qu'à la fin de la période quinquennale 70% des surplus disponibles pour le marché nous seront fournis par le secteur socialiste; ce fait réclame une modification de l'économie de cette branche sur le marché. Tout d'abord, et comme on l'a déjà dit antérieurement, le problème qui se pose dans cette branche-là, c'est celui de la modification des prix de certains de ses produits. De plus, l'accumulation dans l'agriculture ne doit pas être telle qu'elle oblige à se poser chaque année la question de savoir s'il y aura accumulation ou non.



L'agriculture, en fait les organisations agricoles socialistes devront posséder à l'avenir leur accumulation propre si elles oeuvrent normalement. Elles ne pourront connaître un développement rationnel et économique si elles n'obtiennent, par le déroulement de leur activité économique, les ressources nécessaires à la reproduction élargie.

Nous pouvons discuter, aujourd'hui, du montant de l'accumulation que l'agriculture devra former sur la base du rapprochement entre prix actuels des produits agricoles et prix économiques, eu égard aux rapports sociaux concrets qui règnent au village. Car, à côté du secteur de production socialiste, il subsiste un secteur individuel puissant, un secteur où il est difficile de saisir la part d'accumulation qui doit provenir des prix surélevés des produits agricoles. C'est ce qui explique qu'il soit impossible de faire des comparaisons entre conditions de formation de l'accumulation dans le cas de l'agriculture et dans celui de l'industrie: la raison bien simple, c'est que les rapports sociaux ne sont pas les mêmes. Aussi longtemps que durera le processus de développement des rapports socialistes au village, les formules indirectes d'assistance au développement de l'agriculture seront possibles. Mais si, à l'heure actuelle, l'agriculture n'est pas en mesure d'accomplir son développement au moyen de l'auto-financement, il faudra que les organisations agricoles socialistes fournissent, un taux d'accumulation, qui sera obtenu notamment par la modification de certains prix. Si cette accumulation ne suffit pas à un stade déterminé du développement de rapports socio-économiques dans l'agriculture, il faudra procurer le développement projeté par le biais des ressources additionnelles à prélever sur les fonds d'investissements généraux. Ce n'est ainsi que l'on pourra procurer une situation normale des organisations agricoles sur le marché et encourager les producteurs directs à lutter pour la réduction des frais de revient, ainsi que pour une plus grande productivité du travail. Le problème essentiel, lorsqu'il s'agit de prix, n'est pas dans des changements de prix; il consiste à modifier bien des points de vue, à modifier notre pratique. Je crois que nous avons laissé derrière nous la phase où nous contentions de solutions technologiques modernes et où nous négligions les problèmes économiques de la production, bien entendu pas toujours, pas dans toutes les organisations agricoles, mais souvent et en de nombreux lieux. Il y a toujours des réserves inutilisées, dans le mode de production aussi bien que dans celui de gestion économique, qui permettent de réduire les frais de production et, partant, d'obtenir des ressources autonomes plus considérables au sein des organisations agricoles. Je crois également qu'il faut se garder de reprendre la pratique des investissements partiels, car une production rentable ne peut s'instaurer qu'au moyen d'investissements complexes. C'est ce

qui fait qu'il y a toujours, chez nous, des domaines socialistes incomplets, qui ne peuvent obtenir un revenu adéquat malgré les solutions technologiques les plus modernes, car de nombreux autres problèmes sont loin d'être résolus. Il est certain qu'on ne saurait épuiser la question avec les seuls investissements. Il y a là encore des problèmes organisationnels et de cadres, ainsi que des vestiges d'idées anciennes, dans les organisations coopératives notamment. Le problème de la répartition du revenu est, ici, aussi aigu que dans l'économie considérée dans son ensemble. L'évolution de la production agricole en ce qui concerne l'accomplissement des fins proposées (qui sont, par ailleurs, entièrement réelles) dépendra de la manière dont se développeront les rapports socialistes dans l'agriculture, en d'autres termes du rythme de la productivité du travail, ainsi que des conditions de l'auto-financement.

Le développement intensif, ainsi que les tâches considérables qui s'imposent dans le domaine des travaux d'outillage national, réclameront de la communauté qu'elle accorde une sollicitude pleine et entière au Bâtiment durant les prochaines années. Ce développement — et ces tâches — imposent au Bâtiment yougoslave le devoir de s'orienter vers une mécanisation — et un équipement technique — fortement accrus, vers des méthodes de construction plus rationnelles, des méthodes industrielles surtout, de même que vers l'emploi de matériaux et de constructions plus économiques et plus modernes. C'est à cet objectif que servira également le développement continu de la production des matériaux de construction les plus divers, qui doit permettre au Bâtiment d'effectuer des opérations rapides et bon marché. Ce n'est que de cette manière que nous pourrions utiliser efficacement les ressources d'investissements, et que nous pourrions mettre en service à temps les usines nouvelles prévues par le Plan.

Parallèlement à l'accroissement de la production, on prévoit aussi le développement de la totalité des branches de transport. La modernisation des moyens de transport d'une part, l'expansion du réseau des transports, d'autre part, voilà les éléments essentiels de ce développement. A cette fin, on prévoit l'achat de nouveaux véhicules modernes, la normalisation et l'électrification des voies, la substitution de la traction Diesel à la traction à vapeur, ainsi que l'adoption d'autres mesures destinées à moderniser les transports. On procédera, de même, à la construction de plusieurs voies ferrées nouvelles et de routes modernes, de même qu'à l'édification de quais, rades, ports et aérodromes. Ces investissements doivent permettre, d'une part, une amélioration de la qualité des transports en ce qui concerne leur vitesse et leur régularité, et, d'autre part, une intégration de l'économie globale.



On prévoit, pour l'accomplissement des objectifs dans le domaine des transports, des ressources bien plus considérables que les années précédentes. La situation économique modifiée des transports, qui interviendra dans les prochaines années, contribuera à ce que les objectifs proposés soient réalisés. C'est dans cette branche-là que la gestion administrative et centralisée s'est conservée le plus longtemps. C'est ce qui explique qu'au sein des entreprises les rapports économiques de répartition du revenu aient revêtu une forme rudimentaire. Les prix des services et les tarifs étaient, de même, basés sur des bases administratives, peu économiques. Les modifications aux tarifs, les prix des services désormais basés sur des critères économiques, le nouveau mode de répartition du revenu ainsi que les changements organisationnels que l'on prévoit, tout cela fera reposer les rapports socio-économiques au sein de l'entreprise sur des rapports socialistes solides, et suscitera les conditions qui stimuleront l'initiative des individus aussi bien que des collectivités. Cela permettra aux entreprises de transports de se créer des fonds — à financement autonome — de modernisation et d'extension des capacités. C'est de cette manière qu'au cours de l'exécution du plan quinquennal on suscitera les conditions nécessaires à l'auto-financement, ainsi qu'à des rapports économiques plus stables: le financement des transports à partir des fonds centraux se réduira, de la sorte, à un financement de la construction des voies ferrées et routes les plus considérables, ainsi qu'à des interventions exceptionnelles dans les domaines de l'achat de moyens de transport, de reconstructions, etc.

Des tâches considérables attendent également le commerce, l'hôtellerie, le tourisme et l'artisanat de services. Elles ont pour origine l'accroissement accéléré des revenus réels de la population, ainsi qu'une structure de consommation plus élevée qui ne manquera pas d'intervenir au cours des prochaines années. Dans ces secteurs-là également, il s'agit d'un agrandissement de la capacité de production sans doute, mais aussi de l'introduction de standards techniques plus modernes. Ce sont précisément un commerce modernement organisé, le développement des services d'hôtellerie et de tourisme, les services d'aide aux ménages en nombre sans cesse croissant qui comptent parmi les objectifs essentiels auxquels nous tendons. C'est pourquoi l'on prévoit l'investissement de ressources considérables dans le développement de ces activités-là, afin qu'elles puissent satisfaire les besoins de plus en plus diversifiés des consommateurs. En outre, une politique de développement intensif du tourisme devra permettre de recueillir des recettes accrues provenant du tourisme étranger.

Cette orientation à imprimer aux différents secteurs et branches économiques, et tout d'abord la structure de la production qui vient

d'être exposée, ce sont les pré-conditions essentielles à la réalisation du taux prévu de croissance économique. En se basant sur une pareille politique, on pourra mettre en oeuvre un développement harmonieux de l'ensemble de l'économie, ainsi que d'autres objectifs du plan, relevant des domaines du commerce extérieur et de la consommation personnelle surtout.

#### b) La politique d'investissements

A cette politique générale est adaptée une politique d'investissements qui n'est que l'autre face de l'organisation de production que l'on vient de retracer. Le développement accéléré de la production et du revenu, ainsi que les changements de structure de la production, réclament notamment des taux d'investissements très élevés. Or, la part des investissements économiques dans le produit social n'est augmentée que de manière insignifiante, passant de 28% à 30%. A ce propos, il convient de souligner que, ce léger accroissement de la participation des investissements étant donné, le volume global des investissements économiques au cours des cinq prochaines années sera supérieur aux investissements effectués durant les dix années qui viennent de s'écouler, ce qui témoigne du potentiel de production — et du volume d'accumulation — bien plus considérables dont on disposera. C'est grâce à ce fait que ce taux d'investissements relativement élevé pourra être mis en oeuvre sans difficultés ni perturbations, et sans aucun détriment pour le développement de la consommation personnelle et sociale générale.

Si l'on considère les tâches qui sont proposées, les investissements annuels bruts et moyens se présentent comme suit (par secteurs économiques):

*en milliards de dinars*

|                                     | 1957—1960 | 1961—1965 | structure |           |
|-------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
|                                     |           |           | 1957—1960 | 1961—1965 |
| industrie                           | 207,9     | 403,0     | 43        | 47        |
| agriculture                         | 87,3      | 136,0     | 18        | 16        |
| exploitation forestière             | 8,4       | 15,0      | 2         | 2         |
| Bâtiment                            | 15,4      | 33,0      | 3         | 4         |
| transports                          | 119,9     | 193,0     | 25        | 22        |
| commerce et hôtellerie              | 32,4      | 58,0      | 7         | 7         |
| investissements économiques globaux | 478,9     | 854,0     | 100       | 100       |

La répartition des ressources entre les secteurs économiques fondamentaux est conçue de manière à permettre une évolution pro-



portionnelle des secteurs fondamentaux de la production ainsi que de la production toute entière. A cet égard, ce sont les investissements dans l'industrie considérée dans son ensemble, et singulièrement dans ces branches-clés telles que l'énergie, la sidérurgie, l'industrie chimique, ainsi que dans le Bâtiment et la production des matériaux de construction, qui seront accrus sensiblement. En ce qui concerne les investissements dans l'agriculture, qui seront très élevés durant les prochaines années, il faudra qu'ils coïncident, chronologiquement parlant, avec les investissements dans d'autres secteurs (transformation des produits agricoles, transports, commerce, etc.), afin de pouvoir procurer une réalisation efficace de la production agricole.

A la base de notre politique d'investissements il y a l'amélioration permanente de l'efficacité des dits investissements, efficacité qui découle du système économique, du développement des rapports de production à éléments stimulatifs de productivité, de l'expérience acquise par les producteurs directs dans la gestion économique, de l'adoption des techniques modernes, et de l'amélioration de la structure de qualifications des travailleurs. Il est, toutefois, normal que la part grandissante des investissements à long terme influencera désavantageusement, dans une certaine mesure tout au moins, l'efficacité générale des investissements. Il faudra, en outre, prendre de nombreuses autres mesures, à la fois organisationnelles, économiques et techniques, qui accéléreront les délais dans lesquels les investissements deviendront actifs et procureront une utilisation plus rationnelle des fonds de production.

Tout en prévoyant, pour la période immédiatement à venir, des investissements intensifs, et même une certaine augmentation de leur participation à la répartition fondamentale du produit social, le nouveau Plan quinquennal a fait effort pour qu'une telle politique ne dérange point la stabilité du marché et, plus généralement, de l'économie. C'est pourquoi l'on a prévu d'amples investissements dans les moyens de roulement, ainsi que la formation de réserves sociales matérielles, et de réserves en produits finis et matières premières aussi bien qu'en ressources de devises. Les dites réserves doivent empêcher les fluctuations de prix, de même que la manifestation d'autres faits négatifs sur le marché.

Si l'on veut que, durant les prochaines années, nous accomplissions avec succès les tâches que nous impose le nouveau Plan quinquennal, il nous faudra tenir compte en premier lieu du niveau — et de la structure — des investissements et veiller à ce que ne soient dérangées les proportions, une fois arrêtées, de la répartition des ressources sociales, et que ne soit dépassé le volume d'investissements planifié. Au Vème Congrès de l'Alliance socialiste du peuple travail-

leur de Yougoslavie, le camarade Tito a souligné toute l'importance de ce problème; il a fait ressortir qu'il serait inadmissible que, sous prétexte d'un volume d'investissements plus considérable, on mit en péril la stabilité du marché ainsi que le rythme d'accroissement de la consommation personnelle et du standard social, qui ont compté parmi les facteurs décisifs des résultats obtenus jusqu'ici dans l'augmentation de la production, du revenu national et, plus généralement, de l'activité économique. Les investissements doivent être adaptés à nos possibilités matérielles, de même qu'aux fins économique-politiques auxquelles seront nécessairement subordonnés les demandes et desiderata individuels.

### c) *Productivité du travail, technique et cadres*

La politique de production ainsi que le rythme de développement qui viennent d'être exposés réclament également un accroissement de la productivité du travail plus rapide que celui qui a été mis en oeuvre jusqu'à présent. On estime que le taux moyen d'accroissement de la productivité du travail, mesuré à l'augmentation du produit social par tête de travailleur employé, sera — dans l'économie de secteur social — de près de 7%, (contre 4,9%, taux d'accroissement moyen durant les sept dernières années).

Il importe de souligner tout particulièrement qu'au cours de la période à venir l'augmentation de la productivité du travail aura, en tant que facteur d'accroissement de la production, le pas sur l'intégration de la main d'oeuvre nouvelle à la production (à la différence de ce qui se passait jusqu'à présent, où l'on avait vu l'augmentation de la production découler en majeure partie d'un emploi accru, et pour une part bien moindre de l'accroissement de la productivité du travail). Ce changement qualitatif, qui doit intervenir au cours de la période à venir, doit marquer le passage à une phase de développement économique supérieure. On en aura une idée en contemplant le tableau ci-dessous, qui montre la part de l'emploi et celle de la productivité du travail dans l'accroissement du produit social à travers les différentes périodes:

| périodes  | part de l'emploi et celle de la productivité<br>du travail dans le produit social |              |
|-----------|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------|
|           | emploi                                                                            | productivité |
| 1954—1956 | 77                                                                                | 23           |
| 1957—1960 | 52                                                                                | 48           |
| 1961—1965 | 48                                                                                | 52           |



Un taux de productivité du travail élevé résultera logiquement d'une application croissante de la technique — et de la technologie — nouvelles, ainsi que d'une organisation moderne de la production. Nos possibilités à cet égard seront, durant les prochaines années, incomparablement supérieures à ce qu'elles étaient dans le passé, eu égard au niveau enregistré par le développement économique (ainsi qu'au volume accru d'investissements). Mais les besoins en réalisations techniques modernes, dans le domaine de l'automation et de l'électronique surtout, vont sans cesse en croissant, à cause du rythme très rapide du progrès technique dans le monde. Marcher de pair avec le progrès, ce n'est pas seulement mettre à profit les expériences étrangères: c'est également, pour nous autres, la nécessité d'édifier notre technique moderne propre, de détecter des solutions technologiques modernes, afin de pouvoir résoudre efficacement les complexes problèmes de la production.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, le volume — et la structure — prévus des investissements permettront un niveau d'équipement technique très supérieur; le montant d'investissements par poste de travail nouveau passera, pour l'ensemble de l'économie, de 3 millions de dinars au cours de la période 1957—1960 à 4,8 millions durant la période quinquennale à venir, soit une augmentation de 60%.

L'accroissement de l'investissement par poste de travail nouveau montre qu'à l'avenir notre développement sera basé de plus en plus sur la technique moderne, qui sera appliquée dans la totalité des branches économiques, et notamment dans la sidérurgie, la construction mécanique, l'industrie chimique et le Bâtiment. Mais, à côté de ce fait, très important pour apprécier l'accroissement de la productivité du travail, du moment que l'on sait que la technique contemporaine a élevé sensiblement la productivité du travail partout où elle a été appliquée, il en est un autre tout aussi important: c'est que les hommes se trouvant dans le processus de production soient stimulés à produire davantage, mieux et plus rationnellement. C'est ce facteur humain dans une économie qui avance par bonds brusques, où le marché croît et s'étend tumultueusement, et qui n'est jamais saturée en raison précisément d'une pareille croissance et d'une croissance adéquate du standard personnel et social, c'est ce facteur humain qui doit jouer le rôle décisif, lié à la technique progressive de l'accroissement de la productivité du travail. Dans quelle mesure utiliserons nous nos usines et comment les utiliserons-nous, voilà qui, dans une économie telle que la nôtre, dépend en premier lieu des hommes, de leur intéressement et de leur conscience socialiste. Or, nous nous trouvons toujours à un tournant: celui de la transformation

d'une économie arriérée en une économie moderne, d'un pays agraire en un pays industriel, d'une production en grande partie artisanale et à séries basses en une production industrielle et à séries élevées. Tout cela réclame des investissements, et pas que dans la production : cela exige également que l'on investisse dans les hommes, au sens le plus large du terme. Mais non pas dans les hommes à l'ancienne manière. Dans les hommes de manière à ce qu'eux-mêmes, tout en produisant et en participant à la répartition du revenu, puissent s'occuper de susciter les conditions les meilleures pour que ce qu'ils fournissent à la production sociale soit affecté — de la manière la plus adéquate possible — à la rémunération suivant le rendement du travail aussi bien qu'aux investissements dans le produit social. Comme il a déjà été dit plus tôt, l'actuelle répartition du revenu est arrivée à son terme : il n'y a plus de réserves qui puissent stimuler à une plus grande productivité du travail. Cela revient à dire que ce n'est que le développement continu des rapports socio-économiques de notre société, dont les derniers vestiges rappelant le salariat sont destinés à disparaître, ce n'est que ce développement-là qui dénouera les noeuds et donnera au travail libéré plus d'élan encore en suscitant les conditions nécessaires pour qu'il devienne beaucoup plus productif que jusqu'ici. Mesurer le rapport de technique par poste de travail et productivité du travail est chose faisable ; mais il est beaucoup plus difficile de mesurer avec précision, et pour une période planifiée plus ou moins longue, l'augmentation de la productivité du travail que est due au développement des rapports entre hommes dans la production. Il est, par ailleurs, indéniable qu'il y a des réserves et que le taux prévu, bien qu'élevé peut être dépassé, eu égard au développement continu des rapports socialistes chez nous.

L'introduction croissante de la technique — et de la technologie — modernes souligne la nécessité d'une extension systématique du réseau des établissements scientifiques et de recherches, qui sont appelés à procurer une application accélérée des réalisations scientifiques. Les prescriptions légales promulguées dans le courant de l'année suscitent des conditions favorables au règlement de nombreux problèmes matériels et d'organisation, qui se rattachent à l'accomplissement de cette tâche. Il reste, toutefois, bien des problèmes à régler, dans le domaine de la politique des cadres — et de l'édification de cadres scientifiques — surtout.

Il ne fait pas de doute que, dans le règlement du problème de la productivité du travail (qui se rattache à celui de l'introduction croissante de la technique moderne), c'est l'habileté que nous manifesterons à régler le problème de la formation de cadres techniques, en synchronisant ce règlement avec le développement des forces de production matérielles, qui jouera le rôle décisif. Le fait qu'il nous



faudra former, au cours des cinq prochaines années, 85.000 personnes à formation supérieure, 170.000 à formation secondaire et plus de 400.000 ouvriers hautement qualifiés et qualifiés, ce fait témoigne à lui seul de la difficulté de la tâche à accomplir. Sans doute l'accomplissement de cette tâche sera-t-il facilité par les mesures d'ores et déjà entreprises dans le domaine de l'éducation. Il n'en est pas moins vrai qu'en raison du temps nécessaire pour former des cadres techniques, il nous faudra consacrer des efforts spéciaux au règlement de ce problème. L'adoption de la Résolution relative à la formation des cadres techniques fournit une orientation fondamentale au règlement du problème. Notre tâche à nous tous est que cette Résolution passe dans la réalité le plus complètement possible. A cet égard, la Loi sur le financement des écoles qui est devant nous contribuera au règlement efficace de ce problème.

Bien entendu, et parallèlement à la technique nouvelle, on verra se dérouler le processus d'intégration de la main d'oeuvre nouvelle à l'économie nationale, en d'autres termes de son transfert de l'agriculture à d'autres secteurs. On estime qu'au cours de la période à venir le contingent annuel moyen de travailleurs nouveaux s'élèvera à 200.000, ce qui dépasse l'accroissement annuel moyen de la population active (près de 130.000). La part de la population agricole tombera de 50% (en 1960) à près de 42% (1965). On jugera de l'ampleur de ce processus, au cours duquel notre société connaîtra des modifications sociales profondes, en considérant le fait qu'il y a vingt ans encore la population agricole constituait en Yougoslavie près des 3/4 de la population globale. Il ne fait pas de doute que c'est dans le processus de liquidation du caractère essentiellement agraire du pays que résident les possibilités virtuelles d'intensification de la production agricole, ainsi que de l'accroissement de la productivité sociale générale du travail.

### 3. LE DEVELOPPEMENT DES REGIONS SOUS-DEVELOPPEES

Notre développement global durant les prochaines années suscitera, de même, des conditions bien plus favorables au développement accéléré et efficace des régions sous-développées. Ces conditions, c'est essentiellement le fait que le potentiel économique de la Yougoslavie sera alors bien plus considérable, ce qui permettra de consacrer des ressources accrues au développement accéléré des régions en question. Il existe, par suite, des possibilités effectives d'édifier un système de mesures qui servira à cette fin.

Au cours de la période antérieure, la communauté sociale consacrait une partie de ses ressources au développement des régions sous-développées de la Yougoslavie. A l'occasion de ce plan-ci, le

problème s'est posé bien plus amplement que par le passé, car la partie sous-développée de notre pays embrasse un territoire plus étendu, ainsi qu'un plus grand nombre d'habitants. Le territoire que l'on traitait antérieurement de sous-développé n'était habité que par 3 millions d'habitants. C'est le problème d'un territoire nouveau qui se pose à présent, avec un nombre d'habitants légèrement accru. Des raisons politiques et économiques impérieuses imposaient la nécessité d'une politique consistant, pour la communauté, à aider économiquement la totalité du territoire sous-développé du pays car, par suite du concours des conditions historiques, de même que par suite de la vie politico-sociale qui a été vécue par les diverses régions de notre pays, de très grosses différences de niveau économique et de structure sociale sont nées. Certains territoires ont développé, dans la Yougoslavie socialiste, une production supérieure de 7 fois (cas de la Macédoine) ou même de 10 fois (cas du Monténégro): il n'en subsiste pas moins des différences considérables, en ce qui concerne le revenu national par tête, entre les régions évoluées et les autres, les sous-développées. C'est la raison pour laquelle il fallait accroître les ressources du fonds central, afin que le territoire sous-développé *lato sensu* se développât plus rapidement et que les grosses différences en ce qui concerne le revenu de la population soient réduites relativement en perspective. A cet égard, il fallait tenir compte des postulats suivants: procurer les conditions matérielles nécessaires au développement des régions sous-développées, faire en sorte que ce développement soit plus rapide que la moyenne générale (tout en veillant à ce qu'il réunisse des conditions effectives et qu'il manifeste un investissement de ressources efficace et rentable). De plus, le taux de croissance du territoire sous-développé devra observer le fait qu'aux fins d'un développement harmonieux de l'économie considérée dans son ensemble le taux d'accumulation ne soit pas surélevé et de façon à mettre en péril le développement général, notamment celui de la consommation personnelle et du standard, aussi bien que le développement des rapports socialistes considérés dans leur ensemble, ce qui ne manquerait pas d'entraîner un ralentissement général du mouvement économique. Dans le traitement de ce problème, il fallait trouver la mesure optimale, celle qui ne menacerait ni l'un ni l'autre des deux mouvements.

L'extension des investissements à de nouvelles régions aura des incidences politiques et économiques très positives. On verra s'élargir le territoire où le standard de vie s'élèvera et où la structure des fonds d'achat se modifiera; la population changera de structure sociale et le marché yougoslave s'élargira; des rapports socialistes, qui n'apparaissaient jusqu'ici que sous leur forme primaire, commenceront effectivement de se développer en de nombreuses parties



du domaine du sous-développement. Les formules d'autogestion et d'auto-initiative sociale se trouvaient, là, à un niveau beaucoup plus bas qu'ailleurs, dans les régions où l'économie était plus évoluée. Le développement des régions sous-développées présente, de même, la plus grande importance pour celles économiquement plus évoluées, car ces régions-là constituent un marché ouvert à leur production (à la production de biens d'équipement surtout). Avec ce plan-ci nous développons, bien plus que les années précédentes, des rapports socialistes sur la totalité du territoire de notre pays; nous réduisons graduellement les différences d'aptitude économique entre les diverses parties de la Yougoslavie, différences qui étaient un legs du passé. C'est en même temps, le moyen le meilleur de faire disparaître les phénomènes de chauvinisme et de localisme et de renforcer l'unité de nos peuples.

Au cours de la période à venir, les investissements globaux dans les fonds économiques des régions sous-développées s'élèveront à plus de 1.100 milliards de dinars, soit une moyenne annuelle de 236 milliards de dinars (contre 100 milliards qui avaient été investis en moyenne durant les années écoulées). Grâce à ces investissements, supérieurs de deux fois à ce qu'ils étaient, on aura un taux de croissance annuelle moyenne des régions sous-développées de 14% (contre le taux de 10,7% durant les années écoulées et celui de 11,4% que l'on prévoit pour l'économie globale). Dans le cadre général de ces taux de croissance-là, on prévoit que le taux de croissance économique de la RP de Macédoine se situera entre 14% et 15%, celui du Monténégro et de la Région autonome de Kosovo-Metohija entre 18% et 20%, tandis que les taux de croissance des régions sous-développées de la RP de Serbie, de la RP de Croatie et de la RP de Bosnie-Herzégovine seront également supérieurs à la moyenne yougoslave.

C'est l'édification de l'industrie qui doit constituer la voie de développement essentielle des régions sous-développées. En d'autres termes, on veut, en mettant sur pied un embryon d'industrie, mobiliser le plus rapidement — et le plus efficacement — les ressources économiques et humaines, les intégrer à l'activité des différents secteurs économiques. C'est de cette manière que l'on procure l'accroissement le plus rapide du revenu national et de l'emploi, et que l'on modifie le plus rapidement la structure sociale de la population. En plus de la production industrielle et des autres productions, il faudra développer les activités et services qui constituent ce qu'il est convenu d'appeler l'infrastructure économique et sociale; il faudra développer notamment les transports, édifier des sources d'énergie, former des cadres, etc.

Au cours des prochaines années, notre politique de développement des régions sous-développées ne se bornera pas à la considération du

niveau d'investissements souhaitable; elle définira également le vaste système de mesures qui devra procurer l'accomplissement des tâches prévues. A cet égard, il convient de souligner tout d'abord l'importance de l'institution d'un Fonds fédéral de développement des régions sous-développées, destiné essentiellement à concourir à l'édification d'usines de l'industrie de transformation. Ce faisant, il importe de noter que les ressources du fonds seront allouées au développement des régions sous-développées à des conditions qui seront plus avantageuses que les conditions générales du financement des investissements. De plus, c'est par prélèvement sur le fonds que l'on allouera les ressources nécessaires aux participations obligatoirement prévues pour l'obtention des prêts du Fonds d'investissements général. Il convient d'ajouter à ceci que les investisseurs originaires des régions sous-développées auront la priorité lors de l'octroi des crédits à partir des ressources du Fonds d'investissements général, à condition toutefois de satisfaire aux critères de rentabilité généraux et d'offrir le concours en cadres, le concours technique, etc., nécessaires à l'exécution des programmes et projets d'investissements. Dans tous ces efforts-là, on compte également sur un engagement important des ressources et initiatives des organes des républiques populaires fédérées qui comportent des régions sous-développées. Les mesures nécessaires, qui se traduiront par des ressources de développement fortement accrues aussi bien que dans l'assistance en cadres techniques, etc., permettront à la promotion socio-économique des régions économiques de s'effectuer plus rapidement que ce ne fut le cas jusqu'ici. Le processus en question se répercutera, de même, positivement sur le développement de l'économie yougoslave considérée dans son ensemble. Pour que toutes ces tâches s'accomplissent, il faudra mobiliser les différents facteurs dans la république populaire, ainsi que dans la commune, et les faire concourir à la mise en oeuvre d'une politique de développement accéléré des régions sous-développées.

#### 4. LE DEVELOPPEMENT DES RAPPORTS ECONOMIQUES AVEC L'ETRANGER

La politique de développement qui a été définie pour la période à venir a mis tout en oeuvre pour que le volume — et la structure — de la production suscitent les conditions nécessaires à une expansion intensive de notre commerce extérieur, de même qu'un développement général de la coopération économique avec l'étranger. C'est en se basant sur un pareil développement de la production que l'on a pu prévoir un accroissement sensible du commerce extérieur, ainsi que d'autres formules de coopération scientifique-technique, telles que la coopération à la production, les arrangements d'investissements conclus avec les différents pays, etc.



La tâche principale avec laquelle nous sommes confrontés dans le domaine du commerce extérieur, c'est l'élimination du déficit des échanges d'ici à la fin de la période quinquennale et grâce à un accroissement accéléré du volume des échanges avec l'étranger; c'est, en d'autres termes, la réalisation de l'équilibre entre l'exportation et l'importation de marchandises et de services. Il ne fait pas de doute que l'accomplissement de cette tâche, qui est l'un des objectifs durables du développement à venir, équivaut à une qualité nouvelle que l'économie devra obtenir au cours de la période de plan à venir.

En 1965, le volume global des échanges avec l'étranger doit augmenter de 74% par rapport à 1960, ce qui constitue un taux de croissance annuelle moyen de 12%. Or, les tâches dont il vient d'être question dans le domaine de la balance des paiements imposaient la nécessité que le taux de croissance de l'exportation de marchandises et de services fût supérieur au taux de croissance du produit social et de l'exportation globale; c'est pourquoi l'on a prévu que l'exportation augmenterait au taux annuel moyen de 14%.

L'accroissement de l'exportation sera, bien plus que par le passé, centré sur l'industrie et les produits industriels, surtout grâce au développement de la production de série, de la production de masse. Les branches dont les frais de production, le volume, la structure, et la qualité des produits peuvent procurer une expansion adéquate de l'exportation et, plus généralement, une situation plus favorable du pays dans les échanges internationaux, ces branches-là seront les porteurs principaux de l'exportation industrielle. Il convient indéniablement de ranger parmi ces branches propulsives du point de vue de l'exportation: l'industrie métallique avec la construction navale et l'électro-industrie, ainsi que les industries chimiques et du bois, l'industrie de la cellulose et la papeterie, la métallurgie des métaux non-ferreux et l'industrie alimentaire. Il convient de souligner que toutes ces branches-là sont également importantes pour le développement interne aussi bien que pour celui de l'exportation yougoslave, car leur progression coïncide avec les tendances à long terme de l'évolution du commerce mondial. La Yougoslavie dispose de conditions très favorables à l'expansion intensive de ces branches. De plus, on peut organiser, dans ces branches-là, une production de grandes dimensions, ce qui revient à dire qu'on peut obtenir une diversification de l'exportation avec des frais de production réduits.

Il est légitime d'espérer, au cours de la période à venir, un accroissement de l'exportation des produits agricoles, surtout à cause du développement accéléré de la production agricole et du changement de la structure de celle-ci. La majeure partie de l'exportation, dans le domaine agricole, comprendra la viande et les produits de l'élevage, ainsi que le maïs et les autres céréales. Il faut s'attendre

également à une augmentation sensible de l'exportation des autres produits agricoles.

Les opérations ne portant pas sur des marchandises, en d'autres termes les revenus tirés de la marine marchande, du transit et du tourisme étranger, constitueront un élément d'importance, destiné à contribuer à l'équilibre des échanges (entendus au sens d'échange de biens et de services). Grâce à l'extension de notre flotte de commerce, au développement du transit et à la suscitation d'une base matérielle étendue au tourisme étranger, nos recettes en devises à provenir d'opérations ne portant pas sur des marchandises doivent augmenter de plus de 70% durant les cinq prochaines années; ce fait souligne leur contribution aux efforts à venir en ce qui concerne l'équilibre de la balance des paiements.

En ce qui concerne l'importation, il importe de noter deux faits: tout d'abord, la part des matériaux de reproduction et des produits servant directement à la reproduction élargie dans la structure générale de l'importation est appelée à augmenter sensiblement, à la différence de ce qui se passait durant les années précédentes où l'on avait vu les aliments occuper une très grande place dans l'importation. L'autre fait, qui est beaucoup plus important, c'est que le taux d'accroissement de l'importation devra être inférieur au taux d'accroissement de l'exportation. La condition essentielle, pour qu'une pareille évolution de l'importation passe dans la réalité, consistera dans l'extension de la production yougoslave de matériaux de reproduction, et de matériaux d'origine industrielle surtout, car ce n'est que de cette manière que l'on pourra empêcher une expansion excessive de l'importation au cours de la période à venir et des périodes suivantes, et obtenir l'accroissement de production projeté avec les taux d'importation arrêtés. Cet aspect du problème souligne, de son côté, l'importance de la future structure de la production, ainsi que la nécessité que la politique de production adoptée pour la période à venir soit mise en oeuvre le plus complètement et le plus harmonieusement possible.

Le développement de notre commerce extérieur, tel qu'on vient de le retracer, réclamera son expansion géographique, qui sera orientée en même temps vers la formation de rapports d'échange plus équilibrés. La Yougoslavie s'efforcera de développer des échanges commerciaux avec les différentes régions de l'univers, dans l'esprit de sa politique pacifique et de la coopération avec tous les pays. Cela revient à dire que les échanges avec les différentes régions enregistreront un accroissement continu. Mais c'est des pays asiato-africains, qui inaugurent à l'heure actuelle leur industrialisation, qu'il faut attendre leur accélération relative la plus remarquable. L'intensifi-



cation des rapports économiques avec ces pays-là s'accomplira au moyen des échanges commerciaux, des arrangements concernant les investissements et d'autres formules de coopération économique encore.

D'une manière générale, nos rapports économiques avec l'étranger débordent largement le cadre de l'échange des marchandises. Les rapports économiques avec un très grand nombre de pays réclameront à l'avenir une application encore plus étendue des différentes formules de coopération économique qui, s'ajoutant aux échanges commerciaux normaux, constitueront la base du développement de liens durables — et stables — des liens économiques avec les autres pays. A cet égard, il faut espérer que la coopération scientifique-technique, l'échange d'expériences techniques et, tout particulièrement, la coopération industrielle qui doit se proposer pour fins une division du travail accrue, ainsi que la spécialisation et une organisation plus rationnelle de la production, joueront un rôle de toute première importance.

Avant d'en terminer avec cet exposé de notre commerce extérieur et de nos rapports économiques avec l'étranger, il importe d'attirer l'attention sur la grandeur — et le sérieux — des tâches avec lesquelles notre économie est confrontée en ce domaine. Le renforcement de notre position dans les échanges internationaux imposera la nécessité d'une mise au point continue de la production, de l'élévation de son niveau technique, de la réduction des frais de revient, de l'obtention de standards très élevés, la nécessité en un mot de l'accroissement de la capacité concurrentielle de l'économie considérée dans son ensemble. On devra donc consacrer une attention toute spéciale à cet aspect qualitatif du développement, d'autant plus que la structure du commerce extérieur est appelée à se modifier durant les prochaines années. Si l'on met à part la politique des investissements et les autres mesures destinées à améliorer qualitativement la production, c'est la réforme du régime des devises, dont on espère qu'elle stimulera les éléments de rationalité dans le commerce extérieur et insufflera plus d'esprit d'initiative aux organisations commerciales, qui jouera un rôle tout particulier à cet égard.

## 5. CONSOMMATION PERSONNELLE ET STANDARD SOCIAL

Résultat du développement global prévu, on devra, durant les prochaines années, poursuivre le mouvement d'accroissement du standard de vie de la population. Cet accroissement est conçu de telle manière qu'il permette une manifestation croissante du facteur humain, à savoir: conditions d'existence et de travail, degré de technicité et d'instruction (ce qui présente une importance décisive pour

le développement continu de la production, la productivité du travail et l'efficacité économique générale), etc.

En 1965, la consommation personnelle sera supérieure de 50% à celle de 1960, soit une augmentation annuelle moyenne de 8,8%. Si l'on considère cet accroissement de la consommation personnelle, que l'on prévoit, ensemble avec celui qui a déjà enregistré jusqu'à présent, nous aurons, pour la période 1953—1965 (soit une période de treize ans), une augmentation de la consommation personnelle par tête de plus de deux fois. Si on lui ajoute le développement du standard social, la consommation personnelle par tête devra avoir augmenté de plus de deux fois et demie au cours de ces treize années. Un développement aussi intense du standard de vie permettra de réduire, de manière accélérée les différences qui, à ce point de vue-là, nous séparent toujours des pays évolués.

Le principe fondamental servant à déterminer le niveau réel des gains des travailleurs du secteur social consiste en la liaison fonctionnelle qui règne entre le développement de la consommation personnelle et l'accroissement de la productivité du travail. C'est ce qui explique que le taux d'accroissement des gains moyens des travailleurs dans l'économie soit entièrement conforme à la dynamique prévue de l'augmentation de la productivité du travail. Le taux annuel moyen de la consommation personnelle réelle de 6,7%, taux très élevé, et son évolution qui va de pair avec la productivité du travail, voilà qui doit agir comme un stimulant sur le développement de la production, ainsi que sur les autres composantes du développement de l'économie yougoslave.

Il est indéniable que le rythme prévu de l'accroissement de la consommation personnelle, ainsi que l'amélioration générale des conditions de vie, permettront des changements considérables dans notre structure. Ces changements doivent aboutir à un standard plus élevé de la consommation personnelle, caractérisé par une réduction de la participation relative de la nourriture et une augmentation de celle des produits industriels. On estime que la participation relative de la nourriture tombera de 42% (en 1960) à 38% (en 1965); la consommation des produits de qualité tels que la viande, les oeufs, le sucre, caractéristiques d'un standard d'alimentation élevé, doit croître sensiblement, tandis qu'il y aura réduction, absolue et relative, de la consommation de céréales. On conçoit aisément que ces modifications à apporter à la structure de l'alimentation, qui doivent se produire dans un intervalle de temps relativement bref, devront être appuyées par une politique de prix adéquate, une politique qui accélérera — et stimulera — la consommation des aliments de qualité.



On estime, de même, que la part relative des produits industriels dans la consommation globale passera des 39% actuels à 46% en 1965. C'est la consommation de biens durables tels que les appareils ménagers électriques, appareils de radio, téléviseurs, automobiles, etc. qui, à cet égard, s'accroîtra tout particulièrement (elle doit doubler en cinq ans). Il va de soi qu'une pareille expansion des biens durables n'est que la manifestation d'un standard plus élevé de la population, qui se produira au cours des prochaines années. Un pareil standard suppose également un accroissement sensible de la consommation des autres produits industriels, et notamment du textile, des chaussures, des meubles d'appartement, etc.

Les changements dans la structure variée de la consommation personnelle, et notamment dans la consommation de la population urbaine, devront s'accompagner d'une expansion considérable des services d'aide aux ménages. Il va de soi que ces services ne seront plus uniquement des services artisanaux, qu'il s'agira là d'un mécanisme d'activité industrialisé, en dehors duquel l'existence de familles urbaines modernes ne saurait se concevoir. Les succès remportés à cet égard jusqu'ici permettent d'espérer légitimement que l'extension — et la bonne organisation — des dits services pourra satisfaire les besoins les plus variés des citoyens.

La structure de la consommation personnelle, de plus en plus complexe, présente, de même, la plus grande importance pour l'accroissement du rôle du marché intérieur. Des revenus personnels plus élevés et une différenciation plus grande de la consommation, cela équivaut à une demande plus intensive et plus variée de la demande de marchandises industrielles, le marché influençant à son tour la production dans le sens de la diversification (des branches industrielles de transformation surtout), et agissant en même temps sur la modification de la structure de cette même industrie. Les interactions de la production et de la consommation accéléreront encore davantage le développement et contribueront à l'harmonisation des rapports dans l'économie.

On prévoit, parallèlement à l'accroissement intensif de la consommation personnelle, une augmentation sensible des dépenses relevant du standard social, augmentation qui sera de l'ordre de 13% par an. A cet égard, il importe de noter qu'à la différence de ce qui se passe à l'époque présente, où nos efforts tendent essentiellement à écarter l'aggravation des conditions dans les divers services et activités du standard social, l'effort se portera durant les années à venir vers l'extension des dits services, ainsi que vers l'amélioration des conditions de leur fonctionnement (matérielles ou autres). Si l'on considère le fait que les sommes à investir dans la construction des

logements, des écoles et des établissements sanitaires, sociaux et autres, constitueront près du double de ce qui a été investi durant les années écoulées (260 milliards de dinars contre 140 milliards), on aura une idée du redressement opéré dans l'amélioration du standard social, qui est l'un des traits caractéristiques de notre développement à venir.

Les grands travaux d'équipement dans le domaine du standard social constitueront, à n'en pas douter, un très grand complexe économique, très important du point de vue de l'amélioration des conditions d'existence des citoyens sans doute, mais également de celui du développement des forces de production en général. Autour du standard social, et notamment de la construction des logements (qui occupe une place la plus considérable dans l'ensemble, car elle participe par plus de 70% aux dépenses globales affectées au standard social), un très vaste champ d'activité est destiné à se former, avec des branches de production très diverses telles que: Bâtiment, industrie des matériaux de construction, industrie du bois, industrie des biens de consommation durables, etc. L'accroissement des ressources à investir dans l'activité communale et de logement (de 102 milliards de dinars à 185 milliards par an en moyenne), ainsi que des ressources destinées à la construction d'écoles, hôpitaux, etc. (de 36 milliards de dinars à 72 milliards), réclamera une expansion formidable de la production dans tous les sens. Le développement du standard social que l'on prévoit stimulera donc de nombreuses activités économiques, et c'est pourquoi il convient de le compter parmi les secteurs très propulsifs du développement à venir de l'économie yougoslave.

Les prescriptions que nous avons promulguées dans le domaine du financement des services de standard social, de même que celles en cours d'élaboration, constituent des conditions éminemment favorables à l'accomplissement de la tâche prévue.

## 6. CHANGEMENTS DANS LE SYSTEME ECONOMIQUE

Lors de l'élaboration du plan, on a procédé à une analyse approfondie des rapports entre plan de développement et système économique. La conception générale du développement de la production — et de la consommation — matérielles devait nécessairement inclure les postulats du développement continu des rapports de production socialistes, qui conditionnent la réalisation de la conception du développement. Le conditionnement et l'interdépendance découlent du fait que la conception du développement n'est essentiellement pas autre chose que la prévision, faite sur la base d'une contemplation des mouvements économiques effectivement possibles du rythme de développement économique qui sera atteint au cours d'une période



déterminée. Pour qu'une conception de développement puisse être mise en oeuvre, il faut considérer les différents instruments et mesures grâce auxquels il sera possible d'influencer l'accomplissement des objectifs matériels.

A la différence des plans d'autres pays, où l'élément directif conscient vient essentiellement d'en haut, ce qui se traduit dans les instructions détaillées des rapports et mouvements matériels, tant quantitatifs que qualitatifs, nos plans à nous, qui comportent également des éléments directifs conscients, sont conçus de telle manière que, dans le cadre général des évolutions matérielles, ce soient les rapports de marché ainsi que les libres décision et planification des producteurs directs qui agissent. Ce qui revient à dire que, chez nous, l'élément volontaire et conscient, qui dans d'autres pays vient d'en haut, fait place aux libres conscience et décision des producteurs émancipés. En d'autres termes, pour qu'une conception se transmue chez nous en plan de développement, il faut susciter des conditions de développement et de rapports de production grâce à un système économique où les producteurs influenceront l'évolution de la production matérielle par leurs décisions et leurs actes, où ils seront libérés des pressions économiques à la production aussi bien que dans la répartition, à l'exception toutefois de celles que la société considérée dans son ensemble exerce nécessairement afin de réserver des ressources à la satisfaction des besoins sociaux généraux, en comprenant là-dedans les besoins de développement que la société se charge de satisfaire.

Les rapports de production, ainsi que le système économique édifié sur cette base et qui doivent continuer de se développer dans le sens d'une efficacité sans cesse croissante, subiront également des modifications et rectifications au cours de la période à venir. Les études qui ont été faites ont montré que l'actuel système de répartition qui a joué un rôle considérable dans le développement de la production et des rapports sociaux socialistes, manifeste à l'heure actuelle — et manifesterait encore davantage à l'avenir — la tendance à freiner le développement des forces de production, si toutefois l'on n'y prend pas garde, si l'on n'élimine point bien des défauts et des faiblesses de son mécanisme. Il y a tout d'abord les éléments qui ne stimulent pas la productivité du travail, l'un des problèmes-clés de la production aussi bien que de la consommation à l'avenir. Il faut faire disparaître du système de répartition les obstacles qui entravent essentiellement la libération du travail et l'abolition des vestiges du salariat. On a examiné, à ce propos, de nombreux autres problèmes qu'il faudra régler si l'on veut que la libération du travail fasse sentir des effets étendus dans notre société.

Il y a un premier groupe de problèmes qui relèvent de la gestion des entreprises, à savoir les inégalités de gestion économique entre

entreprises d'une même branche, de même que celles entre branches et régions diverses. Il existe, à l'intérieur de telle ou telle branche, des différences considérables entre entreprises d'après le critère de la rentabilité ou celui de l'accumulativité. Sans doute les différences de situation économique entre entreprises sont-elles, en majeure partie, le résultat de différences de productivité du travail. Mais, du point de vue des possibilités d'auto-financement, ainsi que de celui des possibilités d'accroissement des revenus personnels des travailleurs, le problème se pose autrement : dans la mesure où il s'agit de conditions objectives, de moyens surannés et d'une composition organique peu élevée, il se pose dans la perspective de la suscitation des possibilités matérielles nécessaires pour que de pareilles entreprises améliorent la structure de leurs moyens de base afin de pouvoir devenir plus rentables (ou plus accumulatives). Il ne fait pas de doute que le problème de ces entreprises-là est celui de la qualité d'intérêts : c'est un problème de développement accéléré des forces de production d'une part, un problème de développement de rapports sociaux socialistes d'autre part. Les deux intérêts sont socialement légitimes, les deux réclament une intervention sociale du dehors. Alors que les différences entre entreprises sont engendrées en majeure partie par les conditions de production et le mode de gestion, en d'autres termes par la productivité du travail, les différences entre branches sont la conséquence des conditions du marché en ce qui concerne les différentes branches. L'un des éléments décisifs de la formation des conditions du marché en ce qui concerne les différentes branches, c'est la très grande distorsion des prix, car les rapports de prix dans l'ensemble de l'économie se sont formés, au cours de diverses périodes, sous l'influence de mesures administratives qui se justifiaient à l'époque de leur adoption mais ont perdu toute raison d'être au fur et à mesure du développement économique. C'est ainsi qu'à l'heure actuelle nous avons, dans la réalisation du produit, une quantité de travail inégalement valorisée (ou une quantité de ressources investies dans les différentes branches économiques qui est intégralement valorisée). Il s'agit, dès lors, de découvrir les critères de l'intervention sociale dans la formation des conditions du marché pour les branches qui sont dans une position désavantageuse sur le marché. Ce qui revient, en d'autres termes, à inaugurer un processus qui mènera à un autre rapport de prix, de même qu'à un autre rapport d'accumulation. Susciter de nouveaux rapports de prix n'équivaut nullement à créer un "marché ouvert", où les prix se formeront d'après les lois du marché. Cette voie-là, en effet, équivaldrait dans nos conditions à inaugurer un processus qui anéantirait la stabilité du marché, ainsi que le développement harmonieux de l'économie aussi bien que des rapports socialistes. Les cadres planifiés du développement, ainsi que les instru-



ments du système, continueront d'influer sur la formation à l'avenir également, cette fois à un autre niveau et dans d'autres rapports matériels. A l'avenir comme par le passé, on ne pourra éviter les interventions de la société; même, on ne pourra éviter de plafonner les prix (le fait de plafonner des prix n'équivaut pas nécessairement à étouffer les prix économiques). Les conditions qui règnent sur notre marché exigent de la société qu'elle intervienne pour adapter les spontanéités du marché aux mouvements généraux des prix, basés sur l'évolution socio-économique générale au cours de telle ou telle période.

Un troisième complexe de problèmes, c'est l'économie des communes et régions territoriales dont il a été question tout à l'heure; un quatrième, le problème de la reproduction élargie dans les différentes branches. On voit des différences apparaître dans les branches de production de moyens de production (de production de moyens de travail surtout), ainsi que dans celles de production de moyens de consommation. Si notre ligne fondamentale consiste dans le développement harmonieux de ces deux secteurs de production-là, alors ce développement harmonieux réclamera un rythme légèrement accéléré de production de moyens de production. Dans ce dernier secteur, les investissements sont de volume plus considérable et l'efficacité des ressources investies moindres que dans celui de production de moyens de consommation: c'est pourquoi cette production réclamera un contrôle social parce que le développement du système devra en tenir compte, parce que le processus d'harmonisation des prix a déjà débuté, et que le plan a dû prévoir des ressources centrales à investir dans les entreprises désuètes afin de leur donner la possibilité de conditions de marché meilleures, ainsi que des ressources à investir dans les régions retardataires et grc es usines relevant des branches de production des moyens de production. Grâce à tous ces changements, de même que grâce aux modifications à apporter au système de crédit et à la mise en oeuvre de la réforme du régime des devises (qui doit susciter des conditions meilleures à une évolution matérielle plus stable, ainsi qu'à des échanges plus efficaces avec l'étranger), de nombreux rapports économiques disparaîtront; les conditions seront réunies qui permettront au nouveau mode de répartition du revenu d'actionner un développement plus ample — et plus harmonieux — des rapports socio-économiques (le dit développement portera sur les branches de production qui jouissaient déjà d'une situation avantageuse sur le marché sans doute, mais aussi et surtout sur les autres branches et notamment les territoires sous-développés qui connaîtront un développement économique intensif).

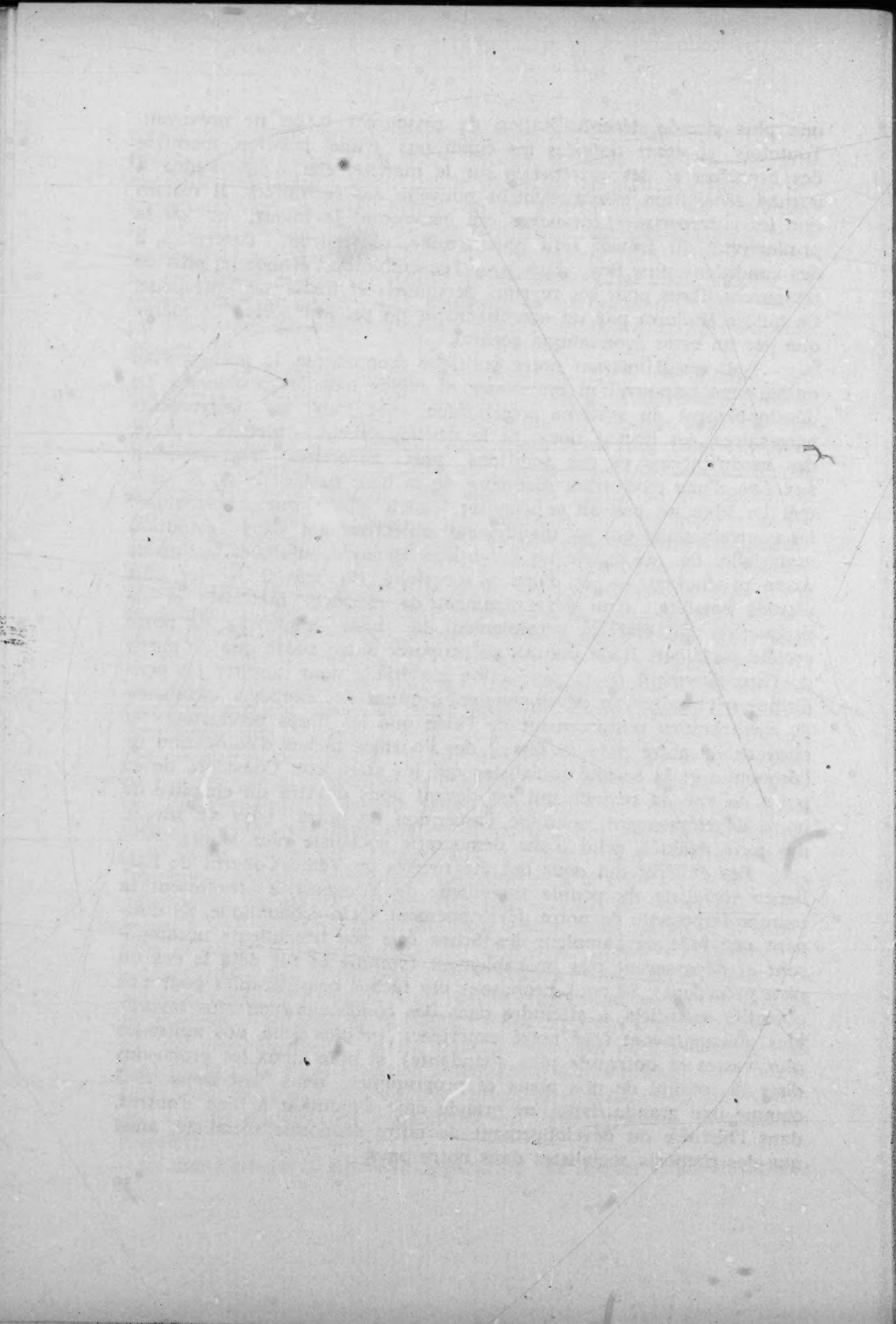
Sans doute la nouvelle répartition du revenu entraînera-t-elle

une plus grande décentralisation de ressources qu'on ne prévoyait. Toutefois, et étant données les conditions d'une position modifiée des branches et des entreprises sur le marché, elle n'équivaudra à aucune répartition essentiellement nouvelle des ressources. Il restera que les entreprises et branches qui oeuvreront le mieux, et où la productivité du travail sera plus grande, obtiendront désormais, à des conditions plus favorables pour l'ensemble de l'économie, plus de ressources libres pour les revenus personnels et fonds de l'entreprise. Ce qui se traduira par un accroissement du produit social, de même que par un essor économique général.

Tout en définissant notre politique économique, le présent Plan quinquennal ne pouvait ni embrasser ni régler tous les problèmes. Le développement du système économique, avec tous les instruments nécessaires, est devant nous. Si le développement objectifs l'exige, des modifications et des solutions plus adéquates interviendront aux fins d'une édification meilleure de la base matérielle de la société. Le Plan ne pouvait se proposer autre chose que d'harmoniser les contradictions qui se manifestent objectivement dans l'évolution matérielle, de découvrir les conditions socio-économiques optimales d'une production — et d'une productivité du travail — les plus élevées possible, d'un développement de rapports matériels et de production qui élargira sensiblement la base matérielle de notre société socialiste. Il ne pouvait se proposer autre chose que de partir de l'accroissement de la production matérielle pour susciter les conditions nécessaires au développement continu des rapports socialistes, de même qu'au renforcement de l'idée que les libres producteurs et citoyens de notre pays se feront des énormes tâches d'édification de l'économie et la société socialistes qui les attendent. Considéré de ce point de vue, la période qui est devant nous ouvrira un chapitre de notre développement, celui de l'ascension de notre pays au niveau des pays évolués, celui d'une démocratie socialiste plus stable.

Les chiffres qui nous ont été révélés au Vème Congrès de l'Alliance socialiste du peuple travailleur de Yougoslavie traduisent la marche imposante de notre développement socio-économique, ils donnent une idée de l'ampleur des tâches que nos travailleurs accompliront et dépasseront très probablement (comme ce fut déjà le cas du plan précédent). Si nous proposons ces tâches considérables pour nos objectifs essentiels, à atteindre dans des conditions bien plus favorables qu'auparavant (car notre expérience est plus riche, nos aptitudes plus vastes et notre vie plus abondante), si nous nous les proposons dans la totalité de nos plans et programmes, nous inscrirons 1965 comme une grande date, une grande date d'ajoutant à bien d'autres, dans l'histoire du développement de notre économie socialiste, ainsi que des rapports socialistes dans notre pays.





**PLAN SOCIAL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE  
DE LA YOUGOSLAVIE de 1961 à 1965**



PLAN N° 1001 DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE  
DE LA RÉGION DE LA LOIRE-ATLANTIQUE



# **PLAN SOCIAL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA YUGOSLAVIE DE 1961 A 1965\***

## **INTRODUCTION**

1. Les efforts continus que le peuple travailleur de Yougoslavie a accomplis au cours de l'après-guerre pour combler le retard économique hérité du passé et susciter les bases matérielles nécessaires à l'amélioration des conditions d'existence des hommes, de même qu'à l'édification d'une société socialiste, ces efforts ont donné d'année en année des résultats sans cesse croissants. Ces résultats ont été particulièrement remarquables au cours de la période d'exécution du Plan social de développement économique de la Yougoslavie de 1957 à 1961. Au cours de ces années-là, l'accroissement des forces de production et de la production a été plus rapide, mais surtout beaucoup plus général, que durant les années précédentes. Au cours des cinq premières années de l'édification d'après-guerre (période de 1948 à 1952), le revenu national augmentait au taux annuel moyen de 1,9%; dans une seconde période, allant de 1953 à 1956, le taux de croissance du revenu national était de 8,4%; il a été de 13,0% par an durant la période de 1957 à 1960.

Le développement économique s'est manifesté notamment, durant les quatre années qui viennent de s'écouler, dans la production, le plein emploi, les investissements et la répartition fondamentale du revenu national.

2. L'intense développement de la production industrielle, qui était le trait caractéristique du développement économique durant la première période, s'est poursuivi. Mais il y a eu également, au cours des quatre années qui viennent de s'écouler, une ascension formidable dans les autres secteurs économiques, et notamment dans la production agricole. Les premières années de l'après-guerre avaient été caractérisées par une stagnation de la production agricole; cette production avait même baissé dans une certaine mesure. Ce n'est qu'en 1953 qu'elle commence à monter, tout d'abord doucement, puis de plus en plus rapidement durant les dernières années. Le tableau ci-

---

\* Traduit de *Journal Officiel de la RFP de Yougoslavie* No 53 du 31 Décembre 1960.



dessous (celui du taux de croissance annuel moyen, exprimé en %) illustre excellemment ce développement :

|                                                | période<br>1948 à 1952 | période<br>1953 à 1956 | période<br>1957 à 1960 | période<br>1948 à 1960 |
|------------------------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| revenu national                                | 1,9                    | 8,4                    | 13,0                   | 7,2                    |
| production industrielle <sup>1</sup>           | 6,4                    | 12,8                   | 14,2                   | 10,7                   |
| production agricole <sup>2</sup>               | — 1,5                  | 4,1                    | 10,5                   | 4,9                    |
| exploitation des forêts,<br>coupe industrielle | 2,5                    | — 4,7                  | 2,6                    | 3,8                    |
| Bâtiment                                       | — 0,9                  | — 2,0                  | 16,2                   | 3,8                    |
| transports                                     | 6,9                    | 9,5                    | 13,3                   | 9,6                    |

Avec l'ascension formidable de la production agricole, l'accroissement de la coupe industrielle des forêts, le développement des sources énergétiques et de la base de matières premières dans l'industrie et les mines, les richesses naturelles du pays ont été exploités plus intensément et plus rationnellement durant la période 1957 à 1960. La croissance de l'industrie de transformation, et notamment celle de la production de marchandises de consommation courante, s'est poursuivie et a augmenté sensiblement. Ainsi se trouve comblé le retard qui avait été enregistré dans ce secteur de production antérieurement à 1952 (ce retard n'avait été comblé qu'en partie durant les années 1953 à 1956). La production de marchandises de consommation personnelle s'est accrue au taux annuel moyen de 1,8% durant les années 1948 à 1952, au taux de 12,8% durant les années 1953 à 1956, et au taux de 15,7% dans les quatre dernières années.

3. Le développement permanent et extrêmement intensif de l'industrie, l'extension du secteur socialiste dans l'agriculture, le développement parallèle des autres secteurs économiques et des services sociaux, tout cela a sensiblement accru le volume du plein emploi dans le secteur social. Le nombre des ouvriers et employés travaillant

<sup>1</sup> Il s'agit du volume physique.

<sup>2</sup> Les différents taux ont été calculés au moyen de la progression géométrique simple. Afin d'éviter les anomalies qui se manifestent dans les taux de production agricole en raison des oscillations annuelles aigües, on a calculé les taux sur la base des moyennes biennales (les années de bonne récolte ont alterné, jusqu'ici, avec les années de sécheresse). De cette manière, le taux pour la première période a été déduit du rapport entre la moyenne biennale 1951—52 et la moyenne biennale 1947—48; pour la seconde période, du rapport entre la moyenne biennale 1955—56 et la moyenne biennale 1951—52; et, pour la troisième période, du rapport entre la moyenne biennale 1959—60 et la moyenne biennale 1955—56. (Les données ont été fournies par l'Office fédéral de Statistique et l'Office fédéral de Planification économique).

dans le secteur social est passé de 2,400.000 en 1956 à 3,200.000 en 1960. Au cours de la période allant de 1957 à 1960, le secteur social a été grossi chaque année en moyenne de 195.000 travailleurs nouveaux, ce qui est sensiblement supérieur à l'accroissement annuel de la population active. C'est de cette façon qu'a été accéléré, ces dernières années, le processus de modification de la structure économique et sociale de la population dans le sens d'une réduction absolue de la population rurale et d'une augmentation numérique des ouvriers de l'industrie.

4. Malgré l'accroissement considérable de l'emploi dans le secteur social de l'économie, les quatre dernières années ont vu augmenter la productivité du travail dans la totalité des secteurs économiques. L'augmentation de la productivité a été particulièrement remarquable dans le secteur social de l'agriculture (9,8% par an en moyenne). Dans l'industrie, l'accroissement de la production a reposé essentiellement, ces dernières années, sur l'engagement de la main d'oeuvre nouvelle, et moins sur une augmentation du rendement de production par travailleur. Mais il importe de souligner que, durant les quatre dernières années, ce rendement s'est sensiblement accru par rapport aux années précédentes. La productivité du travail dans l'industrie augmentait, en moyenne, de 3% par an de 1953 à 1956; le taux de croissance moyen a été de 6,2% par an durant les quatre dernières années (soit deux fois plus, et davantage, que le taux de la période précédente).

5. Parallèlement aux investissements intenses et continus dans l'économie, les quatre dernières années ont été celles d'une élévation accélérée de la consommation personnelle de la population, de même que celles de l'essor des services de standard social.

Avant 1949, la consommation personnelle manifestait une tendance très nette à l'accroissement. Les années 1950 à 1952 furent, pour elle, une période de stagnation; la consommation personnelle baissa même, quant au volume. Sa croissance recommence en 1953; elle augmente de 17,5% dans les quatre années qui suivent. De cette façon, le retard enregistré durant les années précédentes se trouve comblé, dans une certaine mesure tout au moins. De 1957 à 1960, la consommation personnelle réelle a augmenté de 45,8% (par rapport à 1956): c'est donc un taux de croissance annuelle moyen de 9,9% qui a été réalisé. Cette amélioration considérable des conditions d'existence de la population durant les quatre dernières années, et surtout des conditions d'existence des ouvriers et employés, est le résultat décisif des efforts qui ont été accomplis au cours de l'après-guerre pour élever la base matérielle de notre société.

L'élévation des conditions matérielles et culturelles de l'existence



des hommes prend un relief encore plus saisissant lorsqu'on considère le fait que, dans les quatre dernières années, des sommes considérables ont été investies dans l'extension de la base matérielle du développement du standard social. Au cours des cinq premières années de l'après-guerre, on avait investi, en moyenne, 57,5 milliards de dinars par an dans la construction de logements, la construction et l'équipement des écoles, les établissements culturels et sanitaires et les institutions de sécurité sociale (calculé sur la base des prix de 1956); durant les quatre années qui ont suivi, soit de 1953 à 1956, c'est 52,2 milliards de dinars par an que l'on a investi en moyenne. Au cours de la première période, les investissements dans le standard social constituaient 16,7% des investissements globaux dans les moyens de base, et 13,8% durant la seconde période. De 1957 à 1960, les investissements dans le standard social se sont élevés à 121,1 milliards par an en moyenne; ils ont constitué 21,2% des investissements globaux dans les moyens de base. On a donc investi dans le standard social, au cours des quatre années qui viennent de s'écouler, autant que ce que l'on avait investi durant les neuf années précédentes.

6. Le rythme accéléré du développement économique des quatre dernières années a permis d'étendre considérablement les rapports économiques avec l'étranger. L'exportation de marchandises et de services s'est accrue de 72,0% en quatre ans. Grâce aux résultats obtenus dans le domaine de l'augmentation de la production agricole, on a, en même temps, mis fin presque entièrement à l'importation de vivres, et notamment du blé, du saindoux et du sucre, qui représentait à un moment donné plus d'un quart de l'importation globale. L'accroissement considérable de l'exportation et la disparition de l'importation de vivres ont permis un meilleur ravitaillement de l'industrie et de l'agriculture en matériaux de reproduction importés de l'étranger, des achats accrus d'équipements étrangers, ainsi qu'un meilleur approvisionnement du marché intérieur en marchandises de consommation courante. L'importation de marchandises et de services a augmenté de 69,4% dans les quatre dernières années.

7. Le développement économique général des quatre dernières années s'est également traduit dans le fait que l'accroissement des forces de production a été réparti plus également entre les différentes régions du pays. On a pu, durant cette période, mener avec plus d'esprit de suite la politique d'assistance aux régions sous-développées de Yougoslavie, et affronter notamment la tâche de l'élimination des inégalités trop accentuées quant au rythme de développement des différentes régions (ces inégalités étaient apparues dans les premières années de l'après-guerre). Des programmes d'investissements spéciaux, basés sur le Plan social de développement économique de la

Yougoslavie pour la période 1957—1961, ont été mis en oeuvre ces quatre dernières années en RP de Macédoine, en RP de Monténégro et dans la Région autonome de Kosovo-Metohija. Les dits programmes, qui étaient essentiellement des programmes de construction d'usines nouvelles, amélioreront sensiblement la situation de ces territoires. De 1957 à 1960, on a abordé la construction, avec des ressources fournies par la Fédération ou les républiques populaires fédérées, de toute une série d'usines dans les autres régions sous-développées de Yougoslavie également. De plus, des investissements accrus, et notamment des investissements intensifs dans l'agriculture, ont eu ce résultat qu'au cours des quatre dernières années des régions à prédominance agricole, et dont le développement avait été plus lent durant la première période de l'après-guerre, ont obtenu réparation, dans une certaine mesure tout au moins.

8. Grâce au développement rapide et générale qui a été enregistré dans les quatre dernières années, les tâches fondamentales du Plan social de développement économique de la Yougoslavie de 1957 à 1961 ont été exécutées et dépassées en quatre ans. C'est ce que montre le tableau ci-dessous :

|                                                                                                   | prévisions du Plan<br>pour la période<br>1957—1961 | réalisation pour<br>la période<br>1957—1960 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|---------------------------------------------|
| revenu national <sup>3</sup>                                                                      | 54,4                                               | 63,0                                        |
| production industrielle <sup>3</sup>                                                              | 70,0                                               | 70,0                                        |
| production agricole <sup>3</sup>                                                                  | 41,2 <sup>4</sup>                                  | 59,8 <sup>4</sup>                           |
| exploitation des forêts, coupe<br>industrielle <sup>3</sup>                                       | 8,4                                                | 11,4                                        |
| exportation de marchandises <sup>3</sup>                                                          | 73,4                                               | 76,7                                        |
| importation de marchandises <sup>3</sup>                                                          | 41,9                                               | 70,5                                        |
| consommation personnelle <sup>3</sup>                                                             | 34—40                                              | 45,8                                        |
| investissements dans les moyens<br>de base, somme globale <sup>5</sup>                            | 2.557,5                                            | 2.280,2                                     |
| investissements dans le standard<br>social <sup>5</sup>                                           | 545,3                                              | 484,6                                       |
| investissements dans la construction<br>communale et la construction<br>de logements <sup>5</sup> | 371,2                                              | 355,5                                       |

<sup>3</sup> % d'augmentation.

<sup>4</sup> L'accroissement est calculé par rapport à la moyenne 1951—1955. C'est la moyenne biennale 1959—1960 qui a été prise pour base de calcul de l'exécution.

<sup>5</sup> en milliards de dinars.



Les tâches du Plan social de développement économique de la Yougoslavie de 1957 à 1961 n'ont pas été exécutées également dans quelques secteurs. C'est ainsi que les tâches du Plan n'ont pas été entièrement exécutées en quatre ans dans la construction communale et la construction de logements et, plus généralement, en ce qui concerne les investissements dans le standard social. Dans la production industrielle, la production de moyens de travail et celle des marchandises de consommation personnelle ont été sensiblement dépassées; le Plan a été bien moins dépassé en ce qui concerne la production de plusieurs matières premières et produits semi-ouvrés, de même qu'en ce qui concerne la production de matériaux de construction. Ces disharmonies dans l'exécution du Plan ont provoqué par intermittences de l'instabilité sur le marché; elles ont entraîné la réduction des stocks de certains produits. Mais elles ont eu surtout pour conséquence un dépassement considérable du plan d'importation, et notamment de l'importation de matières premières et de produits semi-ouvrés. C'est ce qui explique que le Plan n'ait pu être entièrement exécuté en ce qui concerne le déficit de la balance des paiements (le déficit a, toutefois, été relativement réduit durant cette période-là).

L'exécution des tâches fondamentales du Plan en moins de quatre ans, malgré les inégalités dont il vient d'être question, indique nettement que les forces, qui avaient été créées au prix de grands efforts et accumulés durant la période d'après-guerre toute entière, ainsi qu'une politique judicieuse dans le développement des rapports socio-économiques, ont été bien puissantes qu'on ne le supposait à l'époque de l'élaboration du Plan.

9. L'accroissement formidable de la production et de la productivité du travail, durant les quatre dernières années surtout, a modifié essentiellement le niveau du développement économique général, ainsi que la structure de l'économie. Le niveau de développement et la structure de la production — et de la consommation — sont à l'heure actuelle sensiblement différents des niveau et structure des années précédentes; ils diffèrent encore davantage des niveau et structure de l'économie de la Yougoslavie d'avant-guerre.

10. Des changements considérables, décisifs même, sont intervenus dans la production. L'industrie est enfin devenue la branche fondamentale, prédominante et décisive de la production. Elle participe actuellement par près de 50% à la formation du revenu national global; sa croissance rapide influence de manière décisive la croissance de la production et de l'économie toutes entières. A l'heure actuelle, l'industrie emploie chez nous 1,100.000 ouvriers; sa production est supérieure de 4,5 fois à celle de la Yougoslavie d'avant-guerre, et de 2,8 fois à celle de 1952. Sa croissance rapide est devenue très stable:

au cours des huit dernières années, le taux de croissance annuelle de la production industrielle n'est jamais descendu au-dessous de 10%. De très nombreux produits nouveaux ont fait leur apparition au cours des treize années de son développement d'après-guerre; des branches entières se sont développées, qui n'existaient point avant la guerre. L'électro-industrie avec sa production d'équipements électriques, de câbles, d'appareils ménagers électriques, en quantités qui couvrent presque les besoins considérables et sans cesse croissants du pays, les constructions navales avec leur production de gros navires et leurs livraisons considérables à l'étranger, la production et la transformation du naphthe qui couvre les besoins qu'a le pays de ce carburant d'importance sans cesse croissante, voilà des branches presque entièrement nouvelles de la production industrielle, des branches créées au cours du développement d'après-guerre. De même, la transformation des métaux avec sa production d'installations industrielles, de machines-outils, de machines agricoles et de machines pour le Bâtiment, de moyens de transport, de moteurs Diesel, de camions, de tracteurs, etc. compte, à l'heure actuelle, une production supérieure de neuf fois à celle d'avant-guerre; l'industrie chimique, avec sa production nouvelle de masses plastiques, de fibres artificielles, d'engrais chimiques, etc., une production supérieure de 7,4 fois, etc. La production d'énergie électrique est supérieure de 7,5 fois, celle de la sidérurgie de 7,0 fois, etc.

Une telle industrie est actuellement à même, grâce à son ampleur et à la structure de sa production, de ravitailler plus complètement les différents secteurs économiques en matériaux de reproduction, de fournir dans une mesure notable des machines et des installations au développement intensif et continu des forces de production, de fournir des marchandises en quantités accrues à l'exportation, et d'approvisionner plus complètement le marché intérieur en marchandises destinées à accroître la consommation personnelle de la population.

11. Des changements considérables sont, de même, intervenus dans l'agriculture. Le niveau de la production agricole est, à l'heure actuelle, supérieur de 60% au niveau de production d'avant-guerre. Avec un niveau pareil l'agriculture est de plus en plus capable de ravitailler l'industrie alimentaire en matières premières, d'augmenter quantitativement les surplus exportables, et, fait le plus important de couvrir intégralement les besoins croissants de l'alimentation de la population.

Au cours de ces dernières années, la croissance de la production agricole a reposé sur l'ascension considérable du secteur socialiste, le développement des domaines agricoles, des fermes coopératives et des différentes formules de coopération à la production entre le secteur



socialiste et les producteurs individuels. Grâce à des investissements sociaux considérables, de même qu'aux mesures prises aux fins d'une organisation moderne du processus de travail, une production extrêmement productive s'est développée ces temps derniers dans le secteur socialiste, bien que les résultats économiques n'aient pas toujours été satisfaisants, et cela pour des causes objectives aussi bien que subjectives. Les domaines agricoles, fermes coopératives, et coopératives utilisent, dans une mesure sans cesse croissante, des graines sélectionnées, des engrais chimiques et d'autres moyens de développement de la production; ils sont équipés de plus en plus complètement d'outils de production modernes. En 1952, l'emploi d'engrais chimiques était minime sur les grands domaines socialistes; en 1956, il s'est élevé à 212 kgs, et à 823 kgs en 1960. En 1952, il y avait un tracteur pour 1.380 hectares de superficie cultivable (pour 480 hectares sur les grands domaines socialistes); en 1956, il y a eu un tracteur pour 694 hectares de superficie cultivable (pour 84 hectares sur les grands domaines socialistes); à l'heure actuelle, il y a un tracteur pour 285 hectares de superficie cultivable (pour 50 hectares sur les grands domaines socialistes). Le parc de machines autres que les tracteurs s'est de même, fortement accru; et il est bien plus varié que par le passé. De très vastes superficies, et pas seulement celles des grands domaines socialistes, sont actuellement ensemencées de graines à rendement élevé (notamment de graines de blé et de maïs). C'est ce qui explique qu'à l'heure actuelle les rendements obtenus sur les grands domaines socialistes soient très élevés (c'est surtout vrai pour les cultures agricoles les plus considérables, le blé et le maïs, où l'on a fait les plus grands efforts pour développer la production au cours de la période écoulée). Les rendements moyens à l'hectare ont été, sur les grands domaines socialistes, de 37,5 quintaux pour le blé et de 47,9 quintaux pour le maïs (moyenne biennale 1959/1960). Grâce à de tels rendements, de même qu'à l'accroissement remarquable des rendements obtenus sur les domaines privés cultivés en coopération avec le secteur socialiste, les rendements moyens ont été au total de 18,3 quintaux à l'ha pour le blé et de 23,6 quintaux à l'ha pour le maïs (moyenne biennale 1959/1960). De tels rendements peuvent se comparer aux rendements des pays à agriculture évoluée.

Les succès enregistrés dans le développement du secteur socialiste ont accru, ces dernières années, la part de ce secteur-là dans la production agricole globale. C'est la part dans la production de surplus destinées au marché qui a surtout augmenté. En 1960, le secteur socialiste a participé, sur les superficies cultivables, par près de 10% à la production agricole globale, et par près de 28% à la production des surplus destinés au marché. La part accrue du secteur socialiste dans les surplus destinés au marché a contribué, de manière déci-

sive, à un ravitaillement plus stable du marché en produits agricoles, et notamment en produit agricoles les plus importants.

12. La structure économique et sociale de la population est, à l'heure actuelle, essentiellement différente de la structure durant les périodes antérieures. La population agricole vivant sur des exploitations individuelles est en réduction, et en réduction tant relative qu'absolue. Avant la guerre, les deux tiers de la population de la Yougoslavie travaillaient dans l'agriculture, et le tiers restant dans les autres activités. En 1953 encore, 60% de la population du pays vivaient en majeure partie de l'agriculture. Aujourd'hui, la population agricole est réduite à près de la moitié. Le processus d'emploi dans l'industrie et les autres activités extra-agricoles, de même que celui de la réduction de la population insuffisamment employée dans l'agriculture de secteur privé, sont des plus intenses. Mais, malgré l'appel intensif qui est fait à la main d'oeuvre nouvelle et non qualifiée provenant des campagnes, la composition des ouvriers et employés est, au point de vue qualifications, meilleure qu'elle n'était plus tôt, grâce à l'effort accompli dans le domaine de la formation — et du perfectionnement technique — des cadres. En 1953, les travailleurs qualifiés et hautement qualifiés constituaient les 29,9% des ouvriers et employés en activité; en 1960, ils constituent déjà les 31,9%. En 1953, la part des employés disposant d'une formation secondaire ou supérieure dans l'ensemble des ouvriers et employés était de 12%; en 1960, elle est de 14%.

Le réseau des écoles et cours de perfectionnement technique extra-scolaire s'étend considérablement. Le nombre des élèves des écoles professionnelles secondaires est, à l'heure actuelle, supérieur de 3,5 fois à ce qu'il était avant la guerre. Au cours des dix dernières années (1950—1959), les licenciés des facultés de sciences techniques ont été cinq fois plus nombreux que durant les dix dernières années d'avant-guerre (1930—1939); les licenciés de facultés d'agriculture, de sylviculture et de médecine vétérinaire 4,5 fois plus nombreux; les licenciés de facultés de médecine et de stomatologie 5,6 fois plus nombreux; les licenciés des facultés de lettres et ceux des facultés de sciences mathématiques et naturelles 3,2 fois plus nombreux. Les licenciés de facultés des sciences économiques sont incomparablement plus nombreux qu'avant la guerre. Et on n'a pas compté les cadres techniques nouveaux, venus des établissements d'enseignement supérieur qui n'existaient point dans la Yougoslavie d'avant-guerre.

13. Des changements qualitatifs sont, de même, intervenus ces dernières années dans la consommation individuelle des habitants. Longtemps après la fin de la guerre, c'est le problème de l'alimentation, posé sous sa forme la plus élémentaire, en tant que question de savoir comment procurer à la population des quantités suffisantes de



blé, de saindoux et — jusqu'à un certain point tout au moins — de sucre, qui a été le problème le plus ardu de la consommation individuelle des habitants. Au cours des années passées, il a fallu importer de grosses quantités de ces produits-là. La nourriture prédominait dans la structure de la consommation des habitants des campagnes, et aussi de celle des ménages ouvriers. Tout récemment encore, plus de la moitié du budget d'un ménage ouvrier allait à la nourriture.

Au cours de ces dernières années, la tendance qui se manifeste est celle de la réduction de la part relative des frais de nourriture dans le budget d'un ménage ouvrier. D'autres besoins, qui avaient été refoulés durant la période initiale du développement d'après-guerre, commencent de monter avec l'accroissement permanent des revenus personnels des habitants; ils sont satisfaits plus complètement. Dans l'alimentation, ce sont les articles qui caractérisent un standard de nourriture plus élevé, à savoir la viande, le lait, les oeufs, et encore et toujours — jusqu'à un certain point tout au moins — le sucre, qui deviennent actuels à la place du pain, du saindoux et du sucre. Dans la consommation de produits industriels, celle des biens de consommation durables, et notamment des meubles d'appartement, appareils ménagers électriques, appareils de radio, téléviseurs, véhicules, etc. occupe une place de plus en plus considérable. On se rendra compte des modifications intervenues dans la consommation personnelle des habitants en considérant le tableau ci-dessous (relatif à la consommation spécifique de quelques-uns des produits parmi les plus importants):

|                                  |                | consommation par tête |       |       |
|----------------------------------|----------------|-----------------------|-------|-------|
|                                  |                | 1939                  | 1956  | 1960  |
| céréales (sous forme de farine)  | kgs            | 175,1                 | 182,9 | 184,0 |
| (sur ce total:                   |                |                       |       |       |
| froment et seigle)               | kgs            | 103,3                 | 123,0 | 145,0 |
| sucre                            | kgs            | 5,2                   | 11,3  | 15,0  |
| graisses                         | kgs            | 6,9                   | 9,6   | 11,2  |
| viande et poisson                | kgs            | 23,4                  | 25,9  | 29,0  |
| valeur de l'alimentation         |                |                       |       |       |
| en calories                      | calories       | 2.645                 | 2.790 | 3.030 |
| textile (chiffre global)         | kgs            | 3,47                  | 3,15  | 4,74  |
| chaussures (chiffre global)      | paires         | 0,80                  | 1,22  | 1,69  |
| savon et produits détergents     | kgs            | 1,29                  | 1,38  | 2,80  |
| charbon                          | tonnes         | 0,04                  | 0,17  | 0,22  |
| bois de chauffage                | m <sup>3</sup> | 1,40                  | 0,55  | 0,36  |
| énergie électrique               | kwh            | 5,14                  | 36,14 | 74,46 |
| verre plat                       | kgs            | 0,40                  | 0,61  | 1,34  |
| poêles et fourneaux              | kgs            | 0,19                  | 0,93  | 1,31  |
| meublier d'appartement et autres |                |                       |       |       |
| meubliers*                       | complets       | 4,50                  | 7,55  | 17,00 |
| appareils ménagers électriques   | kgs            | 0,0                   | 0,18  | 0,58  |

\* sur 1000 habitants.

La consommation croissante de produits industriels, et notamment de biens de consommation durables, mise à part, on voit se développer de plus en plus les services d'aide à la famille ouvrière ou d'employé, de ravitaillement régulier du commerce, de satisfaction accrue des besoins culturels de la population; on voit se développer également le réseau des services communaux, etc. En d'autres termes, les changements qualitatifs intervenus dans la structure de la consommation personnelle des habitants, et qui caractérisent un standard de vie plus élevé, réclamaient un niveau adéquat des services du standard communal et social général.

L'élévation du standard social a accompagné l'accroissement remarquable de la consommation personnelle des habitants. Grâce aux investissements considérables qui ont été effectués, des changements essentiels sont intervenus là aussi. Le fait important à noter, c'est que, ces dernières années, le volume de construction des logements a permis de combler le retard constaté dans les conditions du logement. Près de 70.000 logements ont été construits en 1950. A l'heure actuelle, on construit en Yougoslavie plus de logements que ce que représente l'accroissement de la population, ce qui montre que, si l'on considère les choses du point de vue de la superficie de logement par tête d'habitant, les conditions de logement commencent à s'améliorer sur le territoire de la Yougoslavie toute entière. Il est vrai que cette conclusion ne vaut ni pour toutes les régions, ni pour toutes les catégories d'agglomérations. Il est indéniable que, dans certaines villes ou agglomérations industrielles où l'on observe un afflux de population formidable, le volume de construction des logements n'a pas encore permis de maîtriser cet afflux. La réforme accomplie dans la construction de logements, qui a introduit des rapports économiques dans l'exploitation des maisons d'habitation ainsi que dans le financement de la construction de logements, influence d'ores et déjà le développement des rapports dans l'économie des logements et, plus généralement, le standard de logement. L'amélioration des conditions d'existence de la population s'est manifesté également dans les autres secteurs du standard social. Les investissements considérables effectués durant les deux dernières années ont permis d'améliorer les conditions matérielles ainsi que l'équipement des écoles, malgré l'accroissement formidable du nombre des élèves et des étudiants. Le réseau des hôpitaux, établissements sanitaires, etc. a, de même, été amélioré.

Dans l'ensemble, on doit conclure qu'au cours de la dernière période des changements qualitatifs sont intervenus dans la répartition fondamentale (par rapport aux périodes antérieures). Une amélioration sensible s'est manifestée dans ce secteur-là, ce qui a permis de



combler dans une grande mesure le retard des premières années caractérisées par l'effort de nos peuples pour combler le retard économique du pays.

14. Malgré une croissance très sensible de la consommation personnelle de la population aussi bien que des services de standard social, l'intensité des investissements dans l'économie et, par suite, la suscitation des conditions nécessaires au développement économique accéléré et continu n'ont pas subi de réduction. Au cours de la période initiale de l'édification d'après-guerre (1948—1952), on a investi dans les moyens de l'économie 270,5 milliards de dinars par an en moyenne (calculé en prix de 1956), soit 21,6% du produit social global du pays. Durant la seconde période (1953 à 1956), on a investi 314,8 milliards de dinars par an en moyenne, soit 20,9% du produit social. Au cours des quatre dernières années, on a investi dans les moyens de base de l'économie 428,3 milliards de dinars par an en moyenne, soit 20,4% du produit social. Si on leur ajoute les investissements effectués dans les moyens de roulement, les investissements économiques globaux du secteur social apparaissent comme avoir constitué 25,6% (durant la période initiale), 27,5% (au cours de la seconde période), et 28,0% (durant la troisième période) du produit social de l'économie globale. Cela montre que les investissements n'ont pas diminué ces dernières années, que les investissements dans les moyens de roulement se sont même légèrement accrus, et que les possibilités d'investissement ont augmenté sensiblement.

Les investissements considérables effectués dans l'économie durant les premières années de l'édification d'après-guerre avaient constitué un effort exceptionnel, qui s'était accompli au prix d'un retard de la consommation personnelle et d'un développement plus lent des services de standard social. Au cours de ces dernières années, cependant, et grâce aux possibilités sensiblement accrues, le développement extrêmement intense de l'économie s'est accompagné d'une élévation de la consommation personnelle de la population, ainsi que du développement des services de standard social, le recours aux ressources complémentaires de l'étranger ayant été en même temps en réduction relative. Tout cela indique que les possibilités se sont essentiellement modifiées, et que le niveau de développement économique est entré dans la phase où grâce à des principes socialistes fidèlement appliqués, les conditions matérielles, culturelles, etc. de la vie des hommes peuvent s'améliorer constamment au fur et à mesure du développement des forces de production.

15. L'accroissement remarquable des forces de production matérielles, ainsi que les possibilités d'un égal développement de tous les secteurs de l'économie et de la société, ont fourni ces dernières

années des conditions de plus en plus favorables à la mise au point du système de l'autogestion ouvrière et sociale. Les ressources dont disposent, dans le système général de répartition, les organes d'autogestion ouvrière dans les entreprises, ainsi que les organes de gestion sociale dans les communes et les arrondissements, ces ressources se sont accrues sensiblement.

Le système de répartition est constamment mis au point. La répartition entre la Fédération et les autres organes s'est développée dans le sens d'une décentralisation continue des ressources. De 1957 à 1960, les ressources de la Fédération ont augmenté de 66,7%, celles des autres organes de 79,8%. Quant à l'accroissement des ressources des organisations économiques, il a été de 109,6%.

La répartition des ressources entre unités politico-territoriales a été modifiée; on a donné plus d'indépendance aux communes et stimulé la dépense rationnelle des ressources servant au financement des services sociaux et dépenses non-économiques. L'extension de la base matérielle de l'autogestion s'est accentuée, en 1960, avec l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi sur les budgets. En 1959, les ressources budgétaires des communes et des républiques populaires se sont accrues de 14,5% (par rapport à 1958); en 1960, elles ont atteint le taux de 20%.

Le processus de mise au point du système de répartition s'est également manifesté dans les rapports entre communauté sociale et collectifs de travail, ainsi que dans le système de répartition interne au sein de l'organisation économique. Le rattachement du fonds des revenus personnels au revenu global réalisé par l'organisation économique, la subordination de la rémunération des membres des collectifs de travail à leur rendement de travail, tout cela a développé l'initiative des collectifs de travail, ainsi que leur intéressement aux résultats de la production. Grâce à l'effet produit par le système de répartition, dans des conditions d'investissements intenses et d'accroissement de l'équipement technique du travail, on a enregistré une élévation remarquable de la productivité du travail. Un tel développement a permis d'élargir la base matérielle de l'autogestion; il a, en même temps, rendu possible une augmentation sensible de la consommation personnelle des travailleurs.

Afin d'obtenir des rapports plus égaux entre les différents secteurs de production, on a atténué dans une certaine mesure les disparités qui existaient entre les prix des produits agricoles et services de transport, d'une part, et, d'autre part, ceux des produits industriels. De plus, on a modifié bien des instruments de réglementation économique; on a fourni aux différents secteurs économiques de plus



vastes possibilités de développement autonome; on a, d'une manière générale, amélioré le système économique.

Tout cela, à quoi il convient d'ajouter les succès remarquables qui ont été obtenus dans le développement — et l'extension — des rapports socialistes dans l'agriculture, c'était une édification plus fidèle, et plus complète, de la société socialiste en Yougoslavie.

16. Le développement économique durant les quatre dernières années, plus harmonieux et plus général qu'antérieurement, a cependant mis à jour toute une série de problèmes qui devront être réglés au cours de la période à venir.

Tout d'abord, et en dépit de l'ascension économique remarquable des quatre dernières années, les difficultés sont loin d'avoir été toutes surmontées; les problèmes nés du développement économique insuffisant du pays sont loin d'avoir été tous réglés. L'équipement technique est toujours faible, dans certaines branches industrielles notamment (Bâtiment, exploitation forestière, commerce); les moyens de travail de très nombreuses usines ont vieilli. Ce défaut entrave sérieusement, à l'heure actuelle, l'élévation de la productivité du travail; il constitue un obstacle au développement accéléré des forces de production, de même qu'à l'amélioration des conditions d'existence de la population. C'est la raison pour laquelle la nécessité s'impose, à l'heure actuelle plus que par le passé (dans une certaine mesure tout au moins), d'une reconstruction — et d'une modernisation — de nombreuses usines anciennes, des transports ferroviaires, etc., ainsi que d'une mécanisation radicale de l'industrie du Bâtiment, d'un meilleur équipement technique du commerce, notamment du commerce des produits agricoles, etc.

Malgré les résultats remarquables qui ont été obtenus, ces dernières années, dans l'accroissement de la production agricole, de graves problèmes sont apparus dans le développement de ce secteur économique, qui se résument dans la situation économique défavorable de l'agriculture, ainsi que dans le déséquilibre entre le développement de l'agriculture et celui des autres activités. Des frais de production relativement élevés et une accumulation réduite deviennent, dans des conditions et rapports de prix donnés, un obstacle au volume — et au rythme — nécessaires à la reproduction élargie dans l'agriculture. Par ailleurs, la croissance inégale des usines de transformation et entrepôts de produits agricoles, l'édification insuffisante des domaines agricoles socialistes et des coopératives, l'organisation inadéquate du commerce, les problèmes des transports, etc. apparaissent comme autant d'entraves au développement accéléré de ce secteur économique-là.

De plus, le développement économique des quatre dernières années est loin d'avoir été entièrement proportionné. Au cours de la pé-

riode antérieure, le retard de la consommation personnelle ainsi que des investissements insuffisants dans le standard social, et, dans la production, le retard de l'agriculture et de la production de marchandises de consommation courante, voilà quelles étaient les disproportions fondamentales. Ces dernières années ont vu, par contre, se manifester des faiblesses et lacunes sérieuses, de même qu'un retard, dans plusieurs branches basiques, et très importantes pour un développement efficace et accéléré. La pénurie d'acier, de produits chimiques fondamentaux, de matériaux de construction (notamment du ciment), etc. commence d'apporter de l'instabilité sur le marché, ralentit la construction et aggrave dans une grande mesure la balance des paiements.

En ce qui concerne l'harmonieux développement régional, on n'a pas obtenu des résultats décisifs durant les quatre dernières années; on n'a réussi ni à combler le retard des régions sous développées, ni à faire disparaître les différences de développement économique entre les diverses régions du pays. Les différences considérables qui subsistent toujours réclament, à cet égard, toute la sollicitude de la communauté.

Dans le système de répartition, ainsi que dans l'ensemble des instruments et institutions de réglementation planifiée de l'économie, on a vu apparaître, malgré les améliorations obtenues durant les quatre dernières années, toute une série de faiblesses et d'inconséquences qui exercent une influence défavorable sur le développement efficace des forces de production, ainsi que sur l'évolution continue des rapports de production socialistes.

Le système de répartition du revenu global des organisations économiques ne stimule toujours pas, de manière suffisante tout au moins, la dépense rationnelle des ressources sociales, la réduction des frais matériels et l'élévation de la productivité du travail. Ce système, ainsi que les rapports de prix, suscite de grosses inégalités dans l'économie — et la disposition — des ressources entre les différentes entreprises, branches et régions, qui aboutissent à des conditions de développement inégales.

Tout cela est aggravé par: un système bancaire et de crédit, qui n'est pas suffisamment adapté à l'orientation efficace des ressources; de nombreux problèmes en suspens, en ce qui concerne la libre association économique ainsi que la coopération entre organisations économiques; l'existence d'une forte intervention administrative dans le secteur du commerce extérieur, de même qu'en ce qui concerne le régime des devises; des interventions toujours fréquentes dans le domaine de la réglementation des prix, ainsi que toute série d'autres interventions qui ne sont plus conformes aux institutions fondamentales des rapports de production dans notre pays.



## PREMIERE PARTIE

### Chapitre I

#### LES OBJECTIFS ECONOMICO-POLITIQUES

1. C'est en partant du niveau de développement atteint, des changements qualitatifs intervenus et des problèmes de structure surgis dans l'économie, ainsi que du fait que l'autogestion ouvrière et sociale est devenue une force motrice considérable du développement économique global, que l'on pose pour la période allant de 1961 à 1965 les tâches et objectifs économique-politiques suivants:

a) Assurer le développement continu, accéléré et stable des forces de production. Ce qui est nécessaire à cet égard, c'est d'accélérer tout particulièrement le développement des secteurs et branches économiques qui ont une importance décisive pour une évolution économique harmonieuse au cours de cette période de développement aussi bien que des périodes à venir. A cette fin, il faudra en particulier: accélérer la production des matières premières fondamentales, des matériaux de reproduction et de l'énergie, et étendre et développer la production d'équipements capitaux. Afin que les tâches proposées soient exécutées dans les domaines du Bâtiment et de l'industrie des matériaux de construction, procéder à une reconstruction technique intensive du Bâtiment et de l'industrie des matériaux de construction, tout en poursuivant le développement accéléré de l'industrie des biens de consommation. Le développement continu de la production agricole doit s'adapter aux besoins du marché intérieur, de même qu'aux possibilités de l'exportation; le développement de l'industrie de transformation, des transports et du commerce des produits agricoles doit s'adapter à l'expansion de la production agricole. Il faut, de même, poursuivre le développement — et l'utilisation plus économique — des transports, en conformité avec l'accroissement de la production et du commerce. L'évolution harmonieuse de l'économie du pays et l'élévation continue du niveau de vie de la population réclament un développement plus intense des activités dites "de services".

Le développement économique accéléré reposera sur une politique d'investissements continus et intenses dans l'économie, une juste répartition des investissements entre les différentes régions et branches de production devant procurer un développement optimal et harmonieux de l'ensemble de l'économie. A l'investissement rationnel des ressources dans la reproduction élargie, afin que les investissements donnent les résultats les plus favorables dans l'accroissement de la production et du revenu national. A cet égard, il faudra augmenter encore davantage l'incidence des facteurs sociaux et matériels qui ont,

ces dernières années, sensiblement amélioré le degré d'efficacité des investissements.

A la base du développement accéléré des forces de production, il y aura un accroissement bien plus intense de la productivité du travail dans les différents secteurs économiques. A la différence des périodes antérieures, la productivité du travail est appelée à devenir, par rapport au plein emploi nouveau, un facteur plus important que par le passé de l'augmentation de la production et du revenu national, ce qui doit constituer l'un des traits caractéristiques de la période de plan à venir. L'élévation puissante de la productivité du travail reposera sur notre système socio-économique à caractère progressif, sur une organisation du travail moderne, et sur une application accentuée des réalisations scientifiques et techniques à la production. La technique nouvelle, facteur matériel le plus remarquable du progrès économique, devra être largement appliquée dans les différents secteurs de production. L'utilisation rationnelle de la technique moderne réclamera une amélioration sensible de la structure de qualifications de la main d'oeuvre, de même que la formation de cadres hautement qualifiés, capables d'assimiler et d'appliquer les techniques nouvelles. Il faudra, à ce propos, stimuler et développer tout particulièrement l'activité scientifique et de recherches dans les différentes branches économiques, et consacrer la plus grande attention au rôle des établissements scientifiques et de recherches, de même qu'aux services de développement de la production, afin de pouvoir asseoir l'édification d'une technique nationale sur les bases les plus larges.

b) Parallèlement au développement de la production, accroître la consommation personnelle, dont le progrès et le but essentiel du développement, le facteur indispensable à la stimulation matérielle, et la condition *sine qua non* d'une évolution harmonieuse de la production. La consommation réelle des personnes employées doit accompagner logiquement l'augmentation globale de la productivité du travail, et progresser au fur et à mesure de cette augmentation. La consommation réelle des travailleurs au sein des organisations économiques doit s'adapter à l'évolution de la productivité du travail, en d'autres termes des résultats économiques globaux. La consommation est destinée à se modifier avec l'accroissement des revenus personnels de la population; les produits et services caractéristiques d'un niveau plus élevé — et d'une structure plus variée — de la consommation y obtiendront une part de plus en plus grande. De cette façon, la consommation de la population constituera un élément d'importance dans l'expansion du marché intérieur, de même que le stimulant nécessaire au développement des nombreuses activités de transformation qui produisent des



biens de consommation personnelle. Le développement du commerce, du tourisme et de l'alimentation sociale contribuera, en particulier, au progrès de la consommation personnelle.

Au cours de la période à venir, procurer un développement plus complet des activités qui forment le domaine du standard social, l'objectif poursuivi consistant à les faire servir plus fortement — et plus immédiatement — aux besoins très divers de l'économie et de la société. A cet égard, on étendra encore davantage la construction des logements et celle des écoles, des établissements sanitaires et autres institutions de standard social, ce qui améliorera les conditions matérielles et autres de leur activité. Ce développement général des différents éléments du standard social et leur incidence sur la production compteront parmi les traits caractéristiques de la période à venir.

Les cadres de la consommation personnelle — et de la consommation sociale — seront tracés de manière à ce que le facteur humain se manifeste dans sa totalité, l'efficacité du développement économique étant subordonnée aux conditions d'existence et de travail des hommes, à leurs habitudes de travail, degrés de technicité et de formation, etc.

c) Le développement économique à venir doit nous permettre d'intensifier nos rapports économiques avec l'étranger, d'étendre géographiquement notre commerce extérieur et de développer les autres formules de coopération économique, telles que les arrangements d'investissements à conclure avec les différents pays, la coopération à la production, la coopération scientifique et technique, etc. L'accroissement formidable de la production doit nous permettre d'éliminer le déficit de la balance des paiements avec l'étranger, si bien que notre développement économique s'appuiera — dans une mesure bien plus grande que par le passé — sur nos propres moyens et ressources. La tâche la plus importante à accomplir graduellement à cet égard, c'est de mettre en oeuvre une exportation qui suffira à couvrir les besoins courants de l'économie en importation. Ce fait exigera que l'exportation augmente à un rythme légèrement plus rapide que l'accroissement du produit social. Ce résultat devra être obtenu notamment par un développement plus intense des branches et secteurs dont les frais de production, le volume, la structure et la qualité pourront procurer une expansion adéquate de l'exportation et, plus généralement, une situation plus favorable du pays dans l'échange international de marchandises. Des modifications à intervenir dans le régime de devises influenceront également la rationalité — et la rentabilité — du commerce extérieur au moyen d'une libéralisation graduelle de l'importation et de la libération de l'initiative des organisations économiques dans le domaine du commerce extérieur.

d) Consacrer une attention toute spéciale, en conformité avec les possibilités accrues de l'économie, à l'accélération du développement des régions sous-développées du pays. Le développement accéléré de ces régions-là, ce sera un développement plus rapide qu'il n'a été durant la période précédente, plus rapide aussi par rapport au reste du pays. C'est de cette manière qu'il doit être réduites les différences de développement économique de région à région, qui sont héritées du passé. Ce qui aboutira à une intégration économique croissante. L'industrialisation de ces régions-là sera le moyen le meilleur d'obtenir le rythme de développement souhaité, et de transformer le plus rapidement des structures économiques rétrogrades. Cette tâche nécessitera un ensemble de mesures destinées à faciliter son accomplissement pratique.

e) A la fin de la période quinquennale qui s'ouvre, la Yougoslavie doit atteindre un stade de développement économique qui équivaudra à sa sortie du cercle des pays insuffisamment développés. Si bien qu'elle deviendra, selon tous les indicateurs économiques fondamentaux, un pays industriel moyennement développé. Cette période sera marquée, en même temps, par la prédominance des formes de production socialistes dans l'agriculture, où la production organisée sur des bases socialistes deviendra le facteur dominant et décisif.

f) Le développement économique procurera, par la totalité de son action, le renforcement des rapports sociaux socialistes ainsi que des formules de gestion économique socialistes, le développement de l'autogestion ouvrière au sein des organisations économiques et de l'autogestion sociale dans les communes et les arrondissements. A cette fin, il sera nécessaire de mettre continuellement au point le mécanisme du système économique, et notamment le système de répartition entre la communauté sociale et les entreprises, de même que celui de la répartition du produit net et des revenus personnels dans les collectifs de travail, d'où il résultera un stimulant encore plus puissant à l'initiative des organisations économiques et des communes (le développement économique devant, en même temps, être orienté — de manière planifiée — vers l'efficacité économique). Il faudra, de même, mettre au point les autres secteurs du système économique tels que les prix, le régime des devises, le financement et l'orientation des investissements et de l'ensemble du système de crédit, une attention toute particulière devant être accordée à l'économie des secteurs et branches économiques.



## DEUXIEME PARTIE

### L'ORIENTATION FONDAMENTALE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

#### Chapitre II

#### PRODUIT SOCIAL ET REVENU NATIONAL

##### I. Production

1. Compte tenu des conditions de production matérielles et sociales d'ores et déjà réalisées, ainsi que des tâches et objectifs économique-politiques fondamentaux, on prévoit l'accroissement ci-dessous du produit social et du revenu national durant la période 1961—1965 (en milliards de dinars):<sup>7</sup>

|                 | 1960    | 1965    | index<br>1965/1960 | taux de<br>croissance<br>annuelle<br>moyens en<br>1961—1965 |
|-----------------|---------|---------|--------------------|-------------------------------------------------------------|
| produit social  | 2.782,0 | 4.778,0 | 172                | 11,4                                                        |
| revenu national | 2.574,0 | 4.399,0 | 171                | 11,3                                                        |

2. On prévoit que le revenu national par tête augmentera chaque année de 10% en moyenne, car l'on estime que la population du pays passera de 18,667.000 habitants (en 1960) à 19,821.000 (en 1965). Au cours des cinq prochaines années, le revenu national par tête doit passer en chiffres absolus de 137.896 dinars à 221.926.

3. Un accroissement de production accéléré se produira dans le secteur social de l'économie. La production des organisations économiques socialistes augmentera de 88,5% entre 1961 et 1965. Si bien que l'accroissement annuel moyen sera de 13,5%. De cette manière, la participation du secteur social de l'économie au produit social passera de 76% (en 1960) à 84% (en 1965).

4. Si l'on veut réaliser l'accroissement prévu du produit social et du revenu national, ainsi qu'une structure de production qui est nécessaire à l'accomplissement des tâches et objectifs économique-politiques proposés, il faudra procurer une augmentation du produit social par secteurs économiques qui présentera le tableau suivant:

<sup>7</sup> Les prix que l'on a pris pour base de calcul sont ceux de 1959. Les chiffres pour 1960 ne constituent qu'une évaluation approximative.

(en milliards de dinars)

|                                     | 1960    | 1965    | 1965/1960<br>index | taux de<br>croissance<br>annuelle<br>moyens<br>1961—1965 |
|-------------------------------------|---------|---------|--------------------|----------------------------------------------------------|
| économie globale                    | 2.782,0 | 4.778,0 | 172                | 11,4                                                     |
| industrie                           | 1.212,0 | 2.230,0 | 184                | 13,0                                                     |
| agriculture <sup>s</sup>            | 664,0   | 940,0   | 142                | 7,2                                                      |
| exploitation des forêts             | 46,0    | 64,0    | 138                | 6,7                                                      |
| Bâtiment                            | 152,5   | 285,0   | 187                | 13,3                                                     |
| transports                          | 217,0   | 385,0   | 177                | 12,1                                                     |
| commerce, hôtellerie<br>et tourisme | 350,5   | 624,0   | 178                | 12,2                                                     |
| artisanat                           | 140,0   | 250,0   | 179                | 12,3                                                     |

5. La prochaine période quinquennale doit aboutir à la formation d'une structure de production supérieure, d'une structure où l'industrie, secteur économique dirigeant, ainsi que les autres activités non-agricoles, obtiendront une importance relative encore plus considérable dans la production globale du pays:

(traduit en prix actuels)

|                                 | 1960  | 1965  |
|---------------------------------|-------|-------|
| économie globale                | 100,0 | 100,0 |
| industrie                       | 43,5  | 46,8  |
| agriculture                     | 23,9  | 19,7  |
| exploitation des forêts         | 1,7   | 1,3   |
| Bâtiment                        | 5,5   | 6,0   |
| transports                      | 7,8   | 7,8   |
| commerce et hôtellerie          | 12,6  | 13,1  |
| artisanat                       | 5,0   | 5,3   |
| activités non-agricoles (total) | 76    | 80    |

6. Dans la réalisation de la dynamique de production prévue, il faudra obtenir un accroissement bien plus rapide de la production de moyens de production, et notamment de la production des instruments de travail. Une pareille orientation de la production impose la nécessité d'éviter des disproportions trop sensibles entre les différents secteurs de production, de susciter les moyens et fonds nécessaires à la construction d'investissement planifiée, et d'assurer l'accomplis-

<sup>s</sup> Pour ce qui est de la production agricole 1960, on a pris la moyenne biennale 1959—1960.



sement des objectifs principaux dans les domaines du commerce extérieur et de la balance des paiements.

7. Grâce aux taux de croissance sus-mentionnés, l'économie maintiendra au cours de la période à venir la dynamique de croissance élevée qui s'est formée durant les dernières années. De cette manière, et en l'espace de 13 ans (de 1953 à 1965), la production industrielle s'accroîtra continuellement au taux de 13,4%, la production agricole au taux de 7%, et le revenu national au taux de 10,9% en moyenne par an. Cette ascension économique doit situer la Yougoslavie, en 1965, au niveau des pays moyennement développés.

## II. Répartition

1. Etant donnés les impératifs qui découlent du rythme de développement économique, de renforcement des bases matérielles de l'autogestion ouvrière et sociale, de développement de la consommation personnelle et du standard social, ainsi que de l'équilibration des échanges courants avec l'étranger, il faudra que, dans la répartition fondamentale du produit social et des ressources globalement disponibles, soient obtenus les rapports suivants, ainsi que l'accroissement suivant des différentes catégories de la consommation:

(en milliards de dinars)

|                                                             | 1960    | structure<br>% | 1965    | structure<br>% | index<br>1965/1960 | taux de<br>croissance<br>annuelle<br>moyens<br>1961—1965 |
|-------------------------------------------------------------|---------|----------------|---------|----------------|--------------------|----------------------------------------------------------|
| produit social                                              | 2.782,0 | 96,8           | 4.778,0 | 101,9          | 172                | 11,4                                                     |
| ressources disponibles<br>globales                          | 2.874,6 | 100,0          | 4.690,0 | 100,0          | 163                | 10,3                                                     |
| sur se total:                                               |         |                |         |                |                    |                                                          |
| investissements                                             |         |                |         |                |                    |                                                          |
| économiques (avec<br>les réserves)                          | 868,2   | 30,2           | 1.585,0 | 33,9           | 183                | 12,8                                                     |
| consommation                                                |         |                |         |                |                    |                                                          |
| personnelle                                                 | 1.336,5 | 46,5           | 2.036,0 | 43,5           | 152                | 8,8                                                      |
| standard social <sup>a</sup>                                | 298,7   | 10,4           | 548,0   | 11,7           | 184                | 12,9                                                     |
| organes d'Etat et<br>défense nationale <sup>a</sup>         | 258,8   | 9,0            | 363,0   | 7,7            | 140                | 7,0                                                      |
| consommation person-<br>nelle et standard<br>social (total) | 1.635,2 | 56,9           | 2.584,0 | 55,2           | 158                | 9,6                                                      |

<sup>a</sup> On a compris là-dedans, en plus des dépenses matérielles courantes, les dépenses d'investissements.

2. En ce qui concerne la répartition fondamentale du produit social et des ressources disponibles globales au cours de la période à venir, les faits suivants sont caractéristiques:

a) les ressources globalement disponibles pour la consommation intérieurs s'accroissent plus lentement que le produit social. La différence entre le produit social et les ressources globalement disponibles doit servir à équilibrer les échanges commerciaux avec l'étranger, à réduire les différences entre prix extérieurs et intérieurs, de même qu'aux autres objectifs de la balance des paiements;

b) l'augmentation des investissements économiques dans le produit social devra s'accomplir essentiellement aux prix d'une réduction relative des dépenses des organes d'Etat et de la défense nationale. Ces dépenses-là doivent croître moins que proportionnellement à l'accroissement du produit social et des ressources globalement disponibles;

c) les dépenses d'investissements dans le standard social, qui s'accompagneront d'une forte augmentation de la consommation personnelle, progresseront à un rythme qui sera relativement le plus rapide (plus que le rythme des investissements économiques). Une pareille dynamique de standard social est nécessaire du point de vu du développement économique aussi bien que de celui de l'amélioration des conditions vitales et culturelles de la population. La consommation personnelle, considérée ensemble avec les dépenses courantes et d'investissements du standard social, aura un taux de croissance essentiellement égal au taux de croissance des ressources globalement disponibles.

3. Les proportions mentionnées dans la répartition fondamentale doivent permettre que se manifestent pleinement les facteurs matériels, représentés par le taux d'investissement, aussi bien que les facteurs personnel, les hommes, dont les conditions d'existence et de travail se développeront parallèlement au développement des forces de production matérielles. Les rapports de répartition qui sont posés, ont de cette façon pour objectif de permettre aux facteurs de développement essentiels d'agir dans le sens d'un accroissement accéléré de la production sociale globale.

4. La production sociale, et organisée sur des bases socialistes, étant destinée à avoir un taux de croissance supérieur à celui de l'économie globale, son développement influencera la dynamique — et les rapports — dans la répartition des moyens de l'économie sociale. Il en résultera nécessairement des possibilités plus grandes de sa-



tisfaire et d'accroître la consommation qui est couverte par la répartition des moyens du secteur de production socialiste. Le secteur socialiste de l'économie doit pouvoir réaliser les rapports suivants, ainsi que la dynamique d'accroissement suivante des différentes catégories de consommation :

(en milliards de dinars)

|                                                      | 1960    | structure % | 1965    | structure % | index 1965/1960 | taux de croissance annuelle moyens 1961—1965 |
|------------------------------------------------------|---------|-------------|---------|-------------|-----------------|----------------------------------------------|
| produits du secteur social                           | 2.134,0 | 91,4        | 4.016,0 | 98,7        | 188             | 13,5                                         |
| ressources globalement disponibles du secteur social | 2.335,0 | 100         | 4.067,0 | 100         | 174             | 11,7                                         |
| sur ce total :                                       |         |             |         |             |                 |                                              |
| investissements économiques                          | 799,0   | 34,2        | 1.493,0 | 36,7        | 187             | 13,3                                         |
| a) dans les moyens de base                           | 5.99,0  | 25,6        | 1.071,0 | 26,3        | 179             | 12,3                                         |
| b) dans les moyens de roulement et les réserves      | 200,0   | 8,6         | 422,0   | 10,4        | 211             | 16,1                                         |
| consommation personnelle                             | 890,2   | 38,1        | 1.528,0 | 37,7        | 172             | 11,4                                         |
| standard social <sup>10</sup>                        | 264,    | 11,3        | 483,0   | 11,9        | 183             | 12,8                                         |
| organes d'Etat et défense nationale <sup>10</sup>    | 258,8   | 11,1        | 363,0   | 8,9         | 140             | 7,0                                          |
| consommation personnelle et standard social (total)  | 1.154,6 | 49,4        | 2.011,0 | 49,6        | 174             | 11,7                                         |

<sup>10</sup> On a compris là-dedans, en plus des dépenses matérielles courantes, les dépenses d'investissements.

5. Les proportions de la répartition fondamentale du produit social fourniront une base matérielle étendue au développement de l'autogestion ouvrière et sociale. Organisations économiques, communes, arrondissements et républiques populaires disposeront de ressources considérables pour leurs investissements ainsi que pour la consommation sociale. Avec la mise au point des instruments économiques, et notamment avec l'amélioration de l'économie des différents secteurs et branches économiques, et avec le développement du système de crédit et du système d'association économique (grâce auquel on procurera une plus grande mobilité des ressources de développement), il faudra tendre à décentraliser et à atténuer encore davantage les mesures qui concernent la répartition directe du revenu formé à partir du centre.

6. Il faudra, par la répartition du revenu national, la politique du crédit, la création et l'utilisation de réserves économiques, etc, assurer la stabilité de l'évolution économique sur le marché, et influencer sur la formation des fonds d'achat de manière à permettre la réalisation de la production de marchandises globale. C'est partant de là qu'il faudra orienter, au moyen des plans annuels et de leurs mesures, la répartition des ressources dans le sens des propositions données dans ce plan-ci.

### Chapitre III

#### INVESTISSEMENTS

1. La tâche essentielle de la politique d'investissements consistera à obtenir, par voie d'investissements, l'accroissement de production le plus rapide possible, et à susciter les conditions nécessaires à un développement économique continu au cours d'une période de longue durée. A cette fin, on prévoit des investissements dans les fonds de base et fonds de roulement pour un montant de 8.015 milliards de dinars durant la période quinquennale toute entière, soit une moyenne annuelle de 1.600 milliards, la répartition des ressources en question se présentant comme suit:



(en milliards de dinars)

|                                                       | 1960    | structure | 1965    | structure | index<br>1965/1960 | taux de crois-<br>sance annuelle<br>moyens 1961—1965 |
|-------------------------------------------------------|---------|-----------|---------|-----------|--------------------|------------------------------------------------------|
| sur ce total:                                         |         |           |         |           |                    |                                                      |
| globaux                                               | 1.107,5 | 100,0     | 2.017,0 | 100,0     | 182                | 12,7                                                 |
| investissements<br>économiques (avec<br>les réserves) | 868,2   | 78,4      | 1.585,0 | 78,6      | 183                | 12,8                                                 |
| investissements<br>non-économiques                    | 239,3   | 21,6      | 432,0   | 21,4      | 181                | 12,6                                                 |
| a) investissements<br>dans le standard<br>social      | 209,3   | 18,9      | 390,0   | 19,3      | 186                | 13,2                                                 |
| b) autres investissements<br>non-économiques          | 30,0    | 2,7       | 42,0    | 2,1       | 140                | 7,8                                                  |

2. Le volume des investissements non-économiques, et notamment des investissements dans le standard social, s'explique par la nécessité d'assurer un développement accéléré du standard social, en conformité avec les besoins croissants de l'économie. Les investissements prévus permettront d'améliorer la qualité du logement et d'accroître la surface de logement par tête d'habitant, d'étendre la superficie scolaire par élève (malgré l'augmentation du nombre des élèves dans les écoles), d'accroître la capacité des établissements sanitaires, ainsi que les fonds communaux des villes et centres industriels, etc.

3. Les investissements économiques globaux (investissements dans les fonds de base et fonds de roulement réunis) constitueront près de 32,5% du produit social, contre 30,7% au cours de la période quadriennale précédente. L'augmentation de la part des investissements économiques dans le produit social s'explique par le rythme général du développement économique que l'on prévoit pour les prochaines années, par la nécessité de créer des stocks suffisants de matières

premières et plus généralement de moyens de roulement, et aussi par la nécessité d'étendre plus rapidement quelques-unes des branches basiques de l'industrie, de poursuivre le développement intensif de l'agriculture et de susciter — par un accroissement adéquat de la base énergétique et des transports — les conditions nécessaires à une ascension accélérée de l'économie après 1965 même. Il faudra également, au cours de la période à venir, consacrer des ressources relativement plus élevées à la reconstruction du Bâtiment, ainsi qu'à la modernisation du commerce, et poser des bases matérielles plus étendues au développement de l'exploitation forestière.

4. Résultat du développement économique futur, on verra diminuer la part des ressources additionnelles étrangères dans les ressources globales destinées à la reproduction élargie.

Le montant des investissements économiques dans les fonds de base et fonds de roulement est adapté aux possibilités matérielles du pays: l'économie sera donc en mesure de mettre en œuvre rationnellement le volume d'investissement prévu. Compte tenu de ce fait, on prévoit qu'il faudra que, dans les investissements économiques globaux, les investissements dans les fonds de base et fonds de roulement soient les suivants:

|                                                                      | 1960  | 1965    | index<br>1965/1960 | taux de croissance<br>annuelle<br>moyens 1961—1965 |
|----------------------------------------------------------------------|-------|---------|--------------------|----------------------------------------------------|
| investissements économiques<br>globaux (bruts), avec les<br>réserves | 868,2 | 1.585,0 | 183                | 12,8                                               |
| sur ce total:                                                        |       |         |                    |                                                    |
| a) investissements dans les<br>fonds de base                         | 638,9 | 1.116,0 | 175                | 11,8                                               |
| b) investissements dans les fonds<br>de roulement et les réserves    | 229,3 | 469,0   | 205                | 15,4                                               |

5. Les investissements dans les fonds de roulement auront une dynamique de croissance plus rapide que le produit social, ce qui



doit permettre d'alimenter plus abondamment la production en matériaux de reproduction, et de susciter de manière plus stable des réserves matérielles dans l'économie. Le fort accroissement de la production et son libre développement réclament des investissements de plus en plus considérables dans les fonds de roulement.

6. Dans le cadre général des investissements économiques dans les fonds de base, on prévoit pour 1965 un accroissement des ressources de fonds d'amortissement de l'ordre de 76% (par rapport à 1960). A cet égard, on estime que la dépense d'amortissement augmentera de 80% au cours des cinq prochaines années. La dépense d'amortissement accrue doit notamment résulter de la libéralisation continue de cette dépense, en d'autres termes de la suppression des limitations qui subsistaient encore en ce domaine.

7. La répartition des investissements entre les secteurs économiques de base doit être conçue de manière à procurer, par des investissements planifiés, un développement proportionnel de l'économie et des sections fondamentales de la production. C'est pourquoi on stimulera en particulier, au moyen d'investissements, les progrès de la production dont le retard peut susciter des disproportions économiques durables et ralentir le taux de croissance économique. A cet égard, il faudra accroître sensiblement les investissements dans l'industrie considérée dans son ensemble, et surtout dans quelques-unes de ses branches-clés, ainsi que dans le Bâtiment et la production de matériaux de construction, l'amélioration des conditions matérielles du développement du commerce, un meilleur ravitaillement de la population, etc. Les investissements accrus dans l'exploitation forestière ouvriront un cycle nouveau dans le développement de ce secteur économique-là. En ce qui concerne les investissements dans l'agriculture, qui continueront d'être considérables durant les prochaines années, il faudra absolument les faire coïncider, chronologiquement s'entend, avec les investissements dans d'autres activités dont dépendra de plus en plus une production agricole efficiente. Si l'on veut procurer un pareil développement, on devra répartir de la manière suivante les investissements dans les fonds de base de l'économie sociale (entre les secteurs économiques fondamentaux):

(en milliards de dinars)

|                                     | 1960         | structure %  | 1965           | structure %  | index<br>1965/1960 | taux de crois-<br>sance annuelle<br>moyens 1961—1965 |
|-------------------------------------|--------------|--------------|----------------|--------------|--------------------|------------------------------------------------------|
| industrie et mines                  | 269,0        | 44,9         | 514,0          | 48,0         | 191                | 13,8                                                 |
| agriculture                         | 103,5        | 17,2         | 161,0          | 15,0         | 156                | 9,3                                                  |
| exploitation forestière             | 10,0         | 1,7          | 19,9           | 1,8          | 190                | 13,7                                                 |
| Bâtiment                            | 18,0         | 3,0          | 50,0           | 4,7          | 278                | 22,7                                                 |
| transports                          | 145,0        | 24,2         | 233,0          | 21,7         | 161                | 10,0                                                 |
| commerce, hôtellerie<br>et tourisme | 43,0         | 7,2          | 77,0           | 7,2          | 179                | 12,3                                                 |
| artisanat                           | 11,0         | 1,8          | 17,0           | 1,6          | 155                | 9,2                                                  |
| <b>totaux</b>                       | <b>599,0</b> | <b>100,0</b> | <b>1.071,0</b> | <b>100,0</b> | <b>179</b>         | <b>12,3</b>                                          |

8. Au cours des premières années de la période à venir, il faudra investir davantage et plus vite dans l'énergétique, la production de matières premières et de matériaux de reproduction, etc.; il faudra accroître la capacité des transports ferroviaires, mécaniser et moderniser le Bâtiment, ainsi que la production industrielle destinée à la satisfaction des besoins du Bâtiment, afin de pouvoir susciter les conditions nécessaires au libre développement de la production, de même qu'à l'exécution du programme de constructions, et notamment de la construction de logements.

9. Des faits rattachés directement à la structure future des investissements, tels que: l'accroissement des investissements dans les branches industrielles de base, la construction de voies de communication modernes, la reconstruction technique de l'agriculture et du Bâtiment, ainsi que des investissements à long terme, auront tendance à augmenter l'intensité capitale des investissements et à réduire leur efficacité, provisoirement tout au moins. Si l'on veut que l'incidence — de courte durée — de ces différents facteurs soit réduite au minimum, il faudra en particulier: accélérer les délais d'activation des investissements; utiliser mieux et plus rationnellement les fonds de production existants et les nouveaux; réaliser des accroissements de production immédiats au moyen de reconstructions et d'agrandissements d'usines actuelles (tout au moins là où ce sera éco-



nomiquement opportun); et stimuler, par des mesures adéquates, une édification d'investissement accélérée et économique. On agira dans le même sens en créant des bureaux d'études, d'études technologiques surtout, de même qu'en promulguant des dispositions relatives aux études et à l'exécution d'investissements, à la standardisation des éléments de construction, etc.

10. Au cours de la période qui s'ouvre, les investissements dans l'industrie serviront tout d'abord à l'expansion de la production qui dispose de conditions de développement, naturelles ou autres, les plus favorables. A cet égard, l'accent sera porté tout spécialement sur les branches qui constituent la base moderne et durable du progrès industriel et, plus généralement, économique. On devra donc centrer l'effort d'investissements sur l'énergétique, la sidérurgie et la métallurgie des métaux non ferreux, l'industrie chimique, la production d'équipements capitaux, y compris l'électronique et les éléments d'automation; sur la production qui reposera sur une utilisation accrue de la base de matières premières dans l'agriculture et l'exploitation forestière (industrie alimentaire, transformation mécanique et chimique du bois, etc.); sur la production de matériaux de construction et de minéraux, de même que sur le développement de l'industrie des biens de consommation (des biens de consommation durables surtout).

Avec les investissements prévus dans l'agriculture c'est, en fait, le processus de modernisation et de développement accéléré de la production agricole, inauguré auparavant déjà, qui se poursuit. Les efforts de la politique d'investissements, dans le secteur social surtout, seront orientés vers les branches de production — et les produits — dont la consommation augmentera le plus, au cours de la période à venir, sur les marchés yougoslave et étranger. C'est pour cette raison que les investissements seront centrés primordiallement sur le développement de l'élevage, et aussi de la base de matières premières qui permettra ce développement.

Dans l'exploitation forestière, la majeure partie des investissements sera consacrée à la construction de voies de communication forestières, de même qu'aux plantations à long terme et au reboisement.

Les investissements dans le Bâtiment, caractérisés par la dynamique de croissance la plus remarquable au cours de la période à venir, seront consacrés à l'achat de machines et, plus généralement, d'équipements modernes, l'objectif poursuivi consistant à élever au plus tôt le niveau technique de cette activité-là et à permettre une construction rapide, bon marché et efficace.

Les investissements dans les transports seront destinés à accroître la puissance de transport et de traction, à améliorer la vitesse et la régularité des transports, à intégrer les différentes régions du pays en un système unique de communications intérieures, et à améliorer les conditions dans lesquelles s'effectueront le transit et les échanges commerciaux extérieurs. A cette fin on prévoit la construction, la reconstruction, l'extension et la modernisation du réseau des communications (voies ferrées, routes, ports maritimes, ports fluviaux et lignes des P.T.T.), à un rythme que l'on n'a pas connu durant la période qui vient de s'écouler. L'extension du parc ferroviaire et du parc flottant, à laquelle, s'ajouteront la reconstruction et la reconstruction du réseau, permettra la rationalisation des différentes branches des transports, et notamment des voies ferrées et des postes.

Des investissements accrus pour le commerce et l'hôtellerie serviront à développer le réseau commercial et à introduire des standards plus élevés dans l'organisation et l'équipement du commerce, à édifier des marchés et des entrepôts, à augmenter la capacité de l'hôtellerie de tourisme et, plus généralement, à développer le tourisme national aussi bien qu'étranger.

11. Les investissements prévus pour le développement des forces de production doivent contribuer, en particulier, à l'extension de l'exportation yougoslave, de même qu'à l'accomplissement des tâches proposées dans le domaine de la balance des paiements et celui du développement des rapports économiques avec l'étranger.

12. Dans la réalisation du volume et de la structure fondamentale des investissements, l'activité du Fonds d'investissements général devra se limiter, au cours de la période à venir, aux domaines et affectations qui sont d'importance vitale pour le développement économique général, et là où le financement à partir des moyens sociaux généraux sera nécessaire. L'intervention du Fonds d'investissements général devra donc embrasser les trois affectations essentielles suivantes: a) investissements dans la production de base; b) aide au développement des régions sous-développées du pays; et c) médiation dans les cas où il sera nécessaire d'éliminer les disproportions surgies ou bien de stimuler, par une intervention sociale particulière, la reconstruction technique accélérée de branches déterminées aux fins d'un développement économique plus harmonieux. Un Fonds d'investissements général conçu de la sorte exigera qu'il soit allégé de certaines affectations, et qu'il finance d'autres affectations à un taux sensiblement inférieur à l'actuel.



## Chapitre IV

### CONSOMMATION PERSONNELLE ET STANDARD SOCIAL

#### I. *Consommation personnelle*

1. S'adaptant au taux de croissance prévu du produit social et du revenu national, le volume réel de la consommation personnelle doit augmenter, de 1961 à 1965, en moyenne de 8,8%, plus exactement de 7,5% par tête d'habitant et par an. Cela doit permettre un accroissement harmonieux et stable de la consommation personnelle, élément essentiel de la reproduction sociale élargie.

L'intense progression du niveau de vie, caractéristique des huit dernières années, se poursuivra, de cette manière, au cours de la période 1961—1965 également. En 1965, le niveau de consommation personnelle sera supérieur de 166,0% à celui de 1952, ce qui revient à dire que le taux d'accroissement de la consommation personnelle de 7,8% par an, taux très élevé, sera réalisé au cours d'un intervalle de 13 années. Un pareil développement de la consommation personnelle montre que celle-ci progresse en même temps que les autres composantes fondamentales de l'économie, et que ce développement est devenu un fait durable et nécessaire de notre société socialiste. A la fin de la période à venir, la consommation réelle de la population en Yougoslavie se rapprochera du niveau que les pays moyennement développés ont atteint à l'heure actuelle.

2. L'augmentation des gains réels de personnes employées dans l'économie aura lieu en conformité avec l'élévation générale de la productivité du travail. Ainsi sera mise en oeuvre l'interdépendance fonctionnelle entre le développement de la consommation personnelle et l'évolution de la productivité du travail. On prévoit donc que les gains moyens des personnes employées dans les organisations économiques augmenteront, durant les cinq prochaines années, de 38,6% (ou de 6,7% par an en moyenne). C'est en rapport avec une pareille évolution des gains réels dans l'économie que l'on procurera une augmentation adéquate des salaires et traitements des personnes employées dans les organismes d'Etat et services publics. L'élévation prévue des gains et salaires réels fournit le cadre nécessaire à une mise au point continue du système de rémunération selon l'effet du travail, au sein des organisations économiques aussi bien que dans les organismes d'Etat et services publics.

3. Les dépenses de sécurité sociale augmenteront de 60%, ou de 9,9% par an en moyenne. Cela procurera un accroissement de ressources en rapport avec les besoins qui découleront de l'augmentation du nombre des personnes employées, des enfants et des retraités. Les pensions de retraite et d'invalidité seront adaptées, de manière adéquate, à l'évolution des gains et des salaires des personnes employées

dans l'économie, les organismes d'Etat et les services publics. On prévoit que les frais matériels de l'assurance-maladie augmenteront de 67%, ou de 10,8% par an, ce qui assurera des conditions plus favorables à la protection sanitaire.

Les changements à intervenir dans l'organisation — et le système — du financement de la sécurité sociale doivent influencer positivement le développement continu de la sécurité sociale et sanitaire. Ces changements, auxquels s'ajoute l'autogestion sociale dans ce secteur-là, susciteront en faveur des citoyens des conditions meilleures à l'utilisation des droits de sécurité sociale; ils feront que la dépense des ressources disponibles s'accomplira plus rationnellement.

4. Les revenus personnels des producteurs agricoles individuels doivent augmenter au fur et à mesure de l'accroissement de leur production, ainsi que des surplus destinés au marché. Ce faisant, on escompte que les résultats généraux de la coopération entre producteurs individuels et organisations économiques socialistes aboutiront à une augmentation accélérée des revenus personnels des premiers. On estime que les revenus personnels réels par tête de famille agricole, c. à. d. dans le secteur privé, s'accroîtront de 28% en cinq ans (ou de 5,1% par an en moyenne).

5. Il faudra maintenir les proportions sus-mentionnées dans l'accroissement de la consommation personnelle des différentes catégories de la population au moyen d'une intervention sociale nécessaire. A cette fin, les plans annuels comporteront des mesures qui auront pour but de maintenir de justes rapports dans le développement de la consommation personnelle.

6. L'augmentation de la consommation personnelle, ainsi que la différenciation des revenus personnels qui résultera d'une application plus fidèle de la rémunération suivant le rendement obtenu, contribueront à la modification de la structure de la consommation. On prévoit que la consommation d'aliments augmentera de 6% à 6,5% par an en moyenne, et celle de marchandises de consommation industrielles de 11% à 11,5%. La part de la nourriture dans la structure de la consommation personnelle diminuera donc relativement; celle des marchandises industrielles et des services augmentera. Les dépenses destinées à la satisfaction des besoins culturels croîtront sensiblement dans la structure d'ensemble de la consommation personnelle. Les achats de biens de consommation durables doivent augmenter tout particulièrement. Le ravitaillement des consommateurs en sera amélioré sensiblement dans son ensemble. On estime qu'au cours des cinq prochaines années la consommation de produits textiles par tête d'habitant s'accroîtra de 50%, celle de chaussures de 35%, celle de l'énergie électrique de 90%, tandis que la valeur des stocks de



biens de consommation durables par tête d'habitant augmentera de près de 180%. Des changements considérables sont attendus également dans l'alimentation; ils seront tous orientés vers l'amélioration de la composition de la nourriture, de même que vers une participation accrue des produits de qualité. On prévoit qu'en 1965 la consommation par tête des produits les plus importants se présentera comme suit:

|                                                                               |        | 1960   | 1965   | index<br>1965/1960 |
|-------------------------------------------------------------------------------|--------|--------|--------|--------------------|
| <b>aliments</b>                                                               |        |        |        |                    |
| céréales (sous forme<br>de farine)                                            | kgs    | 184,0  | 161,5  | 87,7               |
| sur ce total:                                                                 |        |        |        |                    |
| blé et seigle                                                                 | kgs    | 145,0  | 138,7  | 95,6               |
| sucré                                                                         | kgs    | 15,0   | 26,0   | 173,3              |
| graisses                                                                      | kgs    | 11,2   | 13,5   | 120,5              |
| viande et poisson                                                             | kgs    | 29,0   | 41,5   | 141,3              |
| valeur des aliments en<br>calories (par jour)                                 |        | 3030,0 | 3040   | —                  |
| part des calories d'origine<br>animale (%)                                    |        | 23,8   | 31,8   | 133,4              |
| <b>marchandises industrielles</b>                                             |        |        |        |                    |
| textiles                                                                      | kgs    | 4,74   | 7,17   | 155,3              |
| chaussures                                                                    | paires | 1,69   | 2,27   | 134,3              |
| énergie électrique (dans<br>les ménages)                                      | kwh    | 74,46  | 143,79 | 193,1              |
| appareils ménagers<br>électriques                                             | kgs    | 0,58   | 1,79   | 308,6              |
| meublier d'appartement complet<br>(par 1000 habitants)                        |        | 17,1   | 31,83  | 187,2              |
| <b>quantité de biens de<br/>consommation durables<br/>(par 100 habitants)</b> |        |        |        |                    |
| automobiles                                                                   | pièces | 3,2    | 8,1    | 253,1              |
| motocyclettes et mopèdes                                                      | pièces | 7,7    | 33,3   | 432,1              |
| radios                                                                        | pièces | 85,7   | 169,5  | 197,8              |
| téléviseurs                                                                   | pièces | 1,7    | 17,2   | 1011,8             |
| frigidaires                                                                   | pièces | 5,3    | 39,4   | 743,4              |
| fourneaux électriques                                                         | pièces | 10,6   | 36,1   | 340,6              |

L'accroissement des revenus personnels réels sera procuré par une répartition adéquate du produit social. A cet égard, les revenus personnels dans le secteur social de l'économie doivent augmenter au taux même auquel s'accroît la production du secteur social. Cela permet de couvrir la consommation des travailleurs nouvellement employés, ainsi que l'accroissement de consommation qui reposera sur l'augmentation de la productivité du travail.

L'orientation de la production, des investissements, de l'exportation et de l'importation, ainsi que d'autres mesures encore, procureront un accroissement des fonds de marchandises qui sera adapté à l'évolution des revenus personnels. Le développement plus stable de la consommation personnelle réclamera une extension des stocks de marchandises de consommation, ainsi qu'un développement accéléré du commerce, de l'hôtellerie et des autres activités dont le retard avait influencé sensiblement l'augmentation du coût de l'existence.

## *II. Standard social*

1. Au cours de la période à venir, il faudra étendre la base matérielle du développement des différentes activités du standard social. A cette fin, on devra accroître les moyens matériels et mettre en oeuvre une construction qui permettra d'améliorer le standard de la population, d'étendre la superficie scolaire par tête d'élève, d'augmenter la capacité des établissements sanitaires par tête d'habitant. Il faudra, de même, procurer des ressources matérielles plus considérables à leur fonctionnement courant et accélérer l'intégration des cadres qualifiés à ces services-là. Pour que ces divers objectifs soient atteints, on prévoit un accroissement des ressources globales de 83% en cinq ans (ou de 12,9% par an en moyenne). Près de 1.290 milliards de dinars, à prélever sur les ressources sociales, devront s'investir, à raison de 258 milliards par an en moyenne, dans la construction de logements, d'écoles, d'établissements sanitaires, sociaux et autres: c'est là 85% de plus que ce qui a été investi, en moyenne, de 1957 à 1960.

2. On devra construire, dans les cinq prochaines années, 500.000 logements, dont 350.000 dans les villes et agglomérations industrielles. Près de 1.100 milliards de dinars, soit 220 milliards par an en moyenne, seront consacrés à la construction de logements. Les investissements sociaux doivent, à eux seuls, s'élever à 734 milliards de dinars pour la période quinquennale toute entière. La nouvelle superficie de logement qui sera obtenu avec ces constructions-là, constituera près de 30% de l'actuel fonds de logement des agglomérations urbaines et industrielles. La construction de logements prévue permettra d'améliorer le standard de la population et augmentera la superficie de logement par tête, dans les villes et centres industriels surtout.



On devra contribuer à la construction accélérée et rationnelle des logements par une application rigoureuse des principes qui sont à la base du nouveau système de financement de la construction de logements. Un engagement maximal des ressources personnelles des citoyens sera nécessaire à cette fin, en plus des fonds de construction de logements et d'autres ressources sociales. On s'efforcera, par une mobilisation directe des futurs bénéficiaires aussi bien que par la construction de logements toute entière, de procurer la construction de logements qui répondront, par leur étendue, leur équipement et leur localisation, aux besoins et aux possibilités des citoyens. Il faudra développer, avec des principes économiques à la base, la coopération des différents facteurs qui participent à la construction de logements, et notamment des commanditaires, auteurs de plans et d'études, entreprises de Bâtiment et industrie de matériaux et équipements de constructions, afin d'obtenir plus de rationalité — et plus d'efficacité — dans la construction de logements.

3. Si l'on veut pouvoir développer de manière planifiée les villes et autres agglomérations, et adapter le standard communal au développement de l'économie et de la construction de logements, il faudra accélérer le développement de l'économie communale durant la période à venir. Près de 195 milliards devront s'investir à cette fin dans les cinq prochaines années. Dans l'économie communale, il faudra, partout où cela sera possible, établir graduellement des prix économiques pour les différents services communaux; rendre les organisations offrant ces services-là aptes à oeuvrer selon les principes de l'auto-financement, et instaurer sur ces bases des rapports économiques entre organisations économiques communales, consommateurs et comités populaires. Il faudra, de même, renforcer la gestion ouvrière dans les organisations économiques communales et développer le système d'investissements dans ce secteur. Un rôle spécial sera dévolu, dans le financement du développement de l'économie communale, aux recettes provenant des terrains municipaux, qui devront croître en conformité avec l'amélioration de l'équipement des agglomérations urbaines en installations communales. Les programmes de constructions communales et de logements, ainsi que d'autres constructions encore, devront contribuer à l'édification — et à la reconstruction — d'agglomérations, et notamment à l'utilisation rationnelle des terrains municipaux et installations communales.

4. Pour pouvoir accélérer l'instruction, ainsi que la formation technique des cadres, dont l'importance est en train de devenir décisive dans le développement économique et social du pays, il faudra élargir et renforcer la base matérielle des écoles et établissements de formation de cadres. La construction des écoles doit permettre de

remplacer les surfaces scolaires désuètes, de supprimer les troisième et quatrième relèves, et d'accroître la surface scolaire en rapport avec l'augmentation du nombre des élèves et des étudiants. Il faudra, parallèlement, améliorer et stabiliser la situation matérielle des écoles et autres établissements de formation de cadres.

Dans l'esprit de ces tâches-là, on prévoit qu'au cours des cinq prochaines années le fonds de superficie scolaire augmentera de plus de 50%. Les investissements dans la construction des écoles devront s'élever durant cette période, à près de 200 milliards de dinars, soit 40 milliards de dinars par an en moyenne. Les dépenses matérielles courantes dans le domaine de l'éducation doivent plus que doubler d'ici à 1965.

Il importe tout particulièrement à l'accomplissement des tâches dans le domaine de la formation des cadres que des modifications soient apportées au mode de financement, qui permettront de réaliser l'accroissement prévu des ressources globales destinées au développement de l'éducation, de stabiliser les sources de financement et d'élargir la base matérielle de la gestion sociale des écoles et autres établissements scolaires.

5. Les ressources destinées au développement de la culture sous ses différentes formes augmenteront en rapport avec l'accroissement des possibilités économiques du pays, de même qu'avec le progrès social général. On devra diriger principalement ces ressources vers l'extension du réseau d'institutions grâce auquel la culture pénètre dans les couches profondes de la population, à savoir: radio-télévision, cinématographie, bibliothèques, foyers de culture, universités ouvrières et populaires etc. On devra les diriger ensuite vers une meilleure protection de notre patrimoine culturel, ainsi que vers sa conservation.

Près de 20 milliards de dinars seront investis dans la radio-télévision. Grâce à cet investissement, le réseau de télévision embrasera la majeure partie du territoire à population dense du pays; le réseau d'ondes courtes couvrira la totalité de territoire national. Les investissements prévus permettront en même temps la construction de studios de télévision, ainsi que la reconstruction des postes émetteurs de radio actuellement existants.

De plus, la cinéfaction du pays sera accélérée; la production cinématographique nationale augmentera. Le développement de l'édition et de la presse sera, de même, assuré.

6. Dans le domaine de la défense sanitaire, il faudra procurer un développement qui soit adéquat aux besoins sans cesse croissants qui résultent de l'accroissement de la population, de l'augmentation du nombre des ouvriers et employés socialement assurés, et de l'exten-



sion de l'assurance-santé à la population agricole et au reste. Pour qu'un tel progrès du service sanitaire soit possible, il faudra accroître et accélérer la construction d'hôpitaux, ainsi que de stations de santé publique et de médecine préventive, de centres de réhabilitation, etc., intensifier l'effort de formation de cadres médicaux, et augmenter les dépenses des établissements. A cet égard, il faudra investir 96 milliards de dinars dans le service de santé durant les cinq prochaines années; c'est là 50% de plus que les investissements annuels moyens qui ont été effectués au cours de la période 1957—1960.

Il faudra, pour le développement des établissements sanitaires aussi bien que pour l'amélioration de leur situation matérielle, procurer les sources de financement permanentes qui permettront le progrès continu du service sanitaire.

7. Dans le domaine de la prévoyance sociale, il faudra procurer tout d'abord une augmentation du nombre des établissements spécialisés dans la protection de l'enfance, et notamment des établissements pour le séjour diurne des enfants et de ceux qui sont destinés aux personnes adultes auxquelles l'aide de la communauté est nécessaire. Il sera, de même, nécessaire de susciter des conditions plus favorables à l'éducation — et à l'habilitation professionnelle — des enfants et jeunes gens défectueux.

8. Au cours des prochaines années, on prendra des mesures afin d'élever de façon massive le niveau de la culture physique, de celle de la jeunesse aussi bien que de la population qui travaille toute entière. On devra consacrer les plus grands soins à la suscitation des conditions matérielles nécessaires à la mise en oeuvre des cours de culture physique dans les écoles, ainsi que les conditions qui permettront la propagation de la culture physique dans les villes et grands centres industriels.

## Chapitre V

### ORGANES D'ETAT ET DEFENSE NATIONALE

1. L'augmentation des dépenses des organes d'Etat, qui embrassent les dépenses matérielles courantes aussi bien que les dépenses d'investissements non-économiques, doit assurer un meilleur fonctionnement, en même temps qu'un meilleur équipement des dits organes, la construction d'immeubles destinés à les recevoir etc.; elle doit permettre également l'adoption de mesures économiques générales, telles que les recherches relatives à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, ainsi que des mesures complémentaires de développement des différents secteurs économiques, etc. On prévoit qu'au cours de la période à venir les dépenses des organes d'Etat évolueront comme suit:

|                                                                           | 1960  | 1965  | index<br>1965/1960 | taux de crois-<br>sance annuelle<br>moyens en<br>1961—1965 |
|---------------------------------------------------------------------------|-------|-------|--------------------|------------------------------------------------------------|
| dépenses des organes<br>d'Etat (dépenses person-<br>nelles non comprises) | 258,8 | 363,0 | 140,0              | 7,0                                                        |
| sur ce total:                                                             |       |       |                    |                                                            |
| dépenses matérielles                                                      | 228,8 | 321,0 | 140,0              | 7,0                                                        |
| dépenses d'investisse-<br>ments non-économiques                           | 30,0  | 42,0  | 140,0              | 7,0                                                        |

2. Des ressources d'un montant de 252 milliards de dinars par an en moyenne sont prévues pour la couverture des besoins globaux de la défense nationale (dépenses matérielles courantes, investissements globaux et consommation personnelle). Les dépenses globales de défense sociale, qui serviront à renforcer sa base matérielle et technique de la manière exigée par les conditions actuelles, constitueront en 1965 les 6,4% du revenu national, contre 8,2% en 1960. Ainsi sera procuré un accroissement réel des dépenses matérielles de l'Armée populaire yougoslave de l'ordre de 4,7% par an.

## Chapitre VI

### RESERVES SOCIALES

1. Afin de procurer un développement stable de l'économie, ainsi que l'élimination de trop grandes oscillations dans ce développement, on prévoit — dans la répartition du produit social et du revenu national — que les moyens de roulement et les stocks, ensemble avec les réserves sociales, augmenteront de 1.600 milliards de dinars entre 1961 et 1965 (soit un accroissement de 16,1% par an en moyenne). La construction de stocks, dans lesquels sont comprises les réserves sociales nécessaires, s'effectuera de cette manière suivant une dynamique qui est sensiblement plus rapide que la dynamique de croissance du produit social et du revenu national.

2. Dans les plans annuels, on fera une place à part aux ressources qui constituent la réserve sociale grâce à laquelle la Fédération et les autres organes administratifs et d'autogestion assureront la stabilité de l'évolution économique aussi bien que du standard de vie, et stimuleront le développement dans tous les secteurs où le



besoin s'en fera sentir. C'est surtout dans les premières années de la période à venir que l'on devra s'occuper de créer des réserves sociales.

3. La répartition des ressources devra également tendre à ce résultat que les réserves de devises s'accroissent au cours de la période à venir. La constitution de réserves de devises devra être adaptée aux besoins d'accroissement des échanges commerciaux extérieurs, ainsi que de la consommation intérieure.

## Chapitre VII

### RAPPORTS ECONOMIQUES AVEC L'ETRANGER

1. Le développement de la production permettra, au cours de la période à venir, une expansion assez considérable du commerce extérieur, ainsi que des différentes formules de coopération économique avec l'étranger. Il faudra développer le commerce extérieur de manière à ce que d'ici à la fin de la période le déficit soit éliminé de l'échange de marchandises courant (on entend par là la réalisation de l'équilibre entre l'exportation globale et l'importation globale de marchandises et de services). C'est avec ce résultat que devra être caractérisée la nouvelle qualité que l'économie obtiendra durant la prochaine période de plan.

On estime qu'en 1965 le commerce global avec l'étranger aura augmenté de 74% par rapport à 1960 (soit un taux d'accroissement de 11,8% par an). Ce résultat devra être atteint par une augmentation de l'exportation de marchandises et de services de 13,6% par an en moyenne, ainsi que par un accroissement adéquat de l'importation de marchandises et de services.

2. On prévoit qu'en 1965 la structure de l'exportation de marchandises présentera à peu près le tableau ci-dessous:

*(en milliards de dinars de devises au cours officiel)*

|                                                                           | 1960  | montants<br>structure | 1965  | montants<br>structure | index<br>1965/1960 | taux<br>de croissance<br>annuelle<br>moyens en<br>1961—1965 |
|---------------------------------------------------------------------------|-------|-----------------------|-------|-----------------------|--------------------|-------------------------------------------------------------|
| exportation globale                                                       | 166,5 | 100,0                 | 322,0 | 100,0                 | 194                | 14,2                                                        |
| exportation des produits industriels                                      | 122,3 | 73,5                  | 222,0 | 69,0                  | 182                | 12,7                                                        |
| exportation des produits de l'agriculture et de l'exploitation forestière | 44,2  | 26,5                  | 100,0 | 31,0                  | 226                | 17,7                                                        |

C'est le développement continu de la production en série qui contribuera tout spécialement à l'exportation des produits industriels (la production en série permettra, d'autre part, de réduire les frais de production et d'augmenter la capacité concurrentielle de l'industrie yougoslave sur le marché étranger). Cette vérité est surtout vraie des équipements et produits finis de l'industrie métallique (avec les constructions navales et l'industrie électrique y compris), des produits finis des industries chimique et du bois, de l'industrie de la cellulose et de la papeterie, de la métallurgie des métaux non-ferreux et de l'industrie alimentaire. Ce sont là les branches sur lesquelles reposera le développement industriel dans les prochaines années. Les produits de ces branches-là sont les principaux porteurs de l'exportation, car l'on dispose — pour leur développement — de conditions naturelles favorables, parce que leur production permet une plus grande différenciation de l'exportation et parce qu'en même temps on pourra organiser, dans les branches susmentionnées, la production sur une grande échelle qui procurera un accroissement plus stable de l'exportation. Grâce aux branches en question, la Yougoslavie réunit les conditions qui doivent lui permettre d'augmenter sa part dans les échanges internationaux.

Une attention toute particulière devra être accordée à l'accroissement de l'exportation des produits agricoles. Dans le secteur agricole, c'est la viande et plus généralement les produits de l'élevage, le maïs et les autres céréales qui constitueront la majeure partie de l'exportation; on s'attend, de même, à une augmentation sensible des autres produits agricoles.

3. Dans la détermination du volume et de la structure de l'importation, le souci majeur a été que l'importation appuie l'accroissement prévu de la production et qu'elle permette l'acquisition des produits qui ne seront pas représentés dans la structure de production du pays, et aussi que l'importation rende en même temps possible une expansion géographique plus intensive de l'exportation. Partant de là, on prévoit une certaine modification de sa structure:

|                                                        | 1960<br>structure | 1965<br>structure |
|--------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| importation                                            | 100,0             | 100,0             |
| importation de matériaux de reproduction               | 62,6              | 67,0              |
| importation d'équipements                              | 21,7              | 29,9              |
| importation de produits de consommation<br>personnelle | 8,9               | 9,6               |
| importation de vivres                                  | 3,7               | 0,4               |
| non réparti                                            | 3,1               | 2,1               |



Dans la structure de l'importation, c'est la part des matériaux de reproduction et produits servant directement aux besoins de la reproduction élargie qui augmentera sensiblement (à la différence de ce qui s'était passé les années précédentes, où l'on avait vu les vivres occuper une très grande place dans l'importation).

L'augmentation de l'importation des matériaux de reproduction doit permettre l'accroissement prévu de la production nationale. Les besoins croissants de l'économie en matériaux de reproduction d'origine industrielle imposent, par ailleurs, une expansion plus intense de la production nationale de matériaux de reproduction, le but étant d'empêcher une expansion exagérée de l'importation au cours de cette période-ci et de la suivante et d'obtenir l'accroissement de production attendu avec le taux d'importation arrêté.

On prévoit également une augmentation sensible de l'importation d'équipements. L'importation d'équipement capitaux fournira à peu près le tiers des besoins en équipements.

L'importation des produits de consommation personnelle contribuera à l'extension de l'assortiment, à un meilleur ravitaillement du marché, ainsi qu'à la stabilisation de ce dernier. De cette façon, la consommation personnelle sera couverte par la production nationale aussi bien que par une importation accrue des biens de consommation.

4. Le stade de production et de consommation d'ores et déjà atteint dans le pays, l'accroissement prévu de la production et de la consommation au cours de la période à venir, ainsi que les rapports économiques existants avec un grand nombre de pays, réclameront à l'avenir une application encore plus étendue des formules de coopération économique internationale qui composent, en plus du commerce normal de marchandises et de services, la base solide du développement de liens économiques durables et stables avec les autres pays.

L'augmentation du volume global des échanges extérieurs sera orienté vers la réalisation de rapports équilibrés dans ces mêmes échanges. Les échanges avec les différentes régions de l'univers enregistreront une augmentation continue. Toutefois, on attend l'accélération relativement la plus forte des échanges avec les pays sous-développés qui se sont engagés dans la voie de l'industrialisation. C'est l'accroissement des échanges commerciaux normaux aussi bien que les arrangements d'investissements à long terme qui assureront l'extension continue des rapports avec ces pays-là.

Dans le développement continu de la coopération économique, la coopération scientifique et technique, l'échange d'expériences techniques ainsi que la coopération industrielle destinée à accroître la division du travail, la spécialisation et la rationalisation de la production doivent jouer un rôle considérable.

5. En ce qui concerne les affaires ne portant pas sur des marchandises, on prévoit la continuation de la tendance à l'accroissement de leur actif, qui s'était déjà manifestée durant la période précédente. Cet actif doit augmenter sensiblement grâce au développement des transports, et notamment des transports maritimes, de même qu'à celui du tourisme étranger. Les recettes en devises à provenir des affaires ne portant pas sur des marchandises doivent augmenter de 74,5% durant les cinq prochaines années (soit de 11,8% par an en moyenne).

6. Le développement économique futur s'appuiera, bien plus que jusqu'à présent, sur nos ressources propres.

7. Si l'on veut obtenir le volume d'échanges avec l'étranger qui est prévu, il faudra, en plus de l'accroissement de production attendu, appliquer les mesures suivantes:

a) encourager le développement des branches économiques qui s'appuient sur les sources de matières premières locales, et qui offrent le plus de chances de placement durable sur les marchés étrangers;

b) encourager le développement de la production nationale de matériaux de reproduction aux fins de substitution à l'importation qui surcharge dans une grande mesure la balance des paiements, et singulièrement la balance des paiements en devises fortes;

c) développer les transports maritimes et le tourisme étranger;

d) apporter au régime de devises des modifications qui conduiront à la libéralisation graduelle de l'importation, à l'accroissement du volume — et à l'amélioration de la structure — des recettes en devises, de même qu'à un encouragement rationnel de l'exportation. Ces changements doivent permettre, en dernière analyse, une intégration plus adéquate de l'économie yougoslave à l'échange de marchandises international.

## Chapitre VIII

### LE DEVELOPPEMENT REGIONAL

1. La Yougoslavie étant un pays où les conditions et possibilités de développement économique diffèrent de région à région, un pays multinational avec des différences fortement accentuées en ce qui concerne le degré de développement de ses parties, et où le raffermissement continu du système communal ainsi que le développement efficace de l'économie toute entière réclament une base matérielle plus étendue, il faudra qu'au cours de la période à venir une attention toute particulière soit accordée à la répartition territoriale optimale des forces de production.



2. A cet égard, il faudra tout spécialement que la communauté sociale poursuive ses efforts aux fins de développement des régions sous-développées, et qu'elle se propose de promouvoir les rapports les plus réguliers entre régions économiquement sous-développées et régions évoluées du pays.

Il faudra donc, dans les régions économiquement sous-développées, utiliser le plus possible les possibilités matérielles et humaines qui s'offrent et promouvoir un développement économique qui sera plus rapide que dans les autres parties du pays, plus rapide que durant les périodes écoulées. On obtiendra, de la sorte, une réduction graduelle des différences de développement économique entre régions économiquement sous-développées et régions évoluées du pays. A cet égard, il conviendra de tenir compte que les régions économiquement évoluées ont, elles aussi, un taux de croissance élevé.

3. Le développement accéléré des régions économiquement sous-développées doit être le souci — et le devoir — de la Fédération aussi bien que des républiques populaires et des comités populaires.

4. La voie de développement essentielle des régions économiquement sous-développées, c'est l'industrialisation de ces régions, dans les cas notamment où des sources de matières premières sont présentes.

Il faudra, de plus, édifier parallèlement les services et activités qui permettent la formation de cadres professionnels, l'accroissement de connaissances techniques, l'élaboration de programmes et projets, une construction plus rapide et meilleur marché, etc.; on suscitera, de la sorte, les conditions nécessaires au règlement des problèmes-clés des régions économiquement sous-développées du pays.

5. La mesure qui doit contribuer, de façon neuve, à l'accomplissement des fins ainsi proposées, c'est la formation d'un Fonds fédéral de développement des régions économiquement sous-développées de Yougoslavie, au moyen duquel la Fédération accélérera — avec le concours des républiques populaires fédérées — le développement des dites régions.

La Fédération accordera, sur les ressources de ce Fonds, des prêts aux fonds d'investissements républicains des républiques populaires sur les territoires desquelles il faudra accélérer le développement des régions sous-développées (les républiques populaires en question devront participer obligatoirement par 30% aux frais d'exécution des projets à financer avec les ressources accordées par le Fonds).

La participation obligatoire pourra être acquittée avec les ressources de la république populaire (respectivement: les ressources

de la Région autonome de Kossovo-Metohija), ou bien avec les ressources des comités populaires et organisations économiques.

Lors de l'octroi de ressources aux fonds d'investissements républicains (respectivement: au fonds d'investissement régional de la Région autonome de Kossovo-Metohija), on définira leur affectation-cadre, ainsi que l'orientation essentielle de l'investissement.

6. Les ressources que le Fonds accordera au développement des régions économiquement sous-développées, devront être consacrées en premier lieu à la construction d'usines de l'industrie de transformation, et ensuite au développement de l'agriculture, de l'exploitation forestière, des transports locaux, du tourisme et de l'artisanat. Les ressources de ce Fonds pourront également servir à financer l'élaboration de programmes et projets d'investissements, les recherches géologiques, la formation des cadres, etc. De plus, les ressources accordées par le Fonds serviront à acquitter les participations obligatoires lors de l'obtention d'emprunts du Fonds d'investissements général, lorsque les bénéficiaires des dits emprunts appartiennent à des régions économiquement sous-développées.

A part les affectations dont il vient d'être question, le Fonds pourra accorder — à titre exceptionnel — des ressources aux fins de construction d'ouvrages de standard social, si toutefois ladite construction est liée directement à l'édification de nouveaux ouvrages et entreprises économiques.

7. Sont considérées comme régions sous-développées, pour le développement desquelles le Fonds accordera des ressources, les régions faisant partie de la zone géographique compacte qui comprend les RP de Macédoine et RP de Monténégro toutes entières, la Région autonome de Kossovo-Metohija ainsi que les parties méridionales et sud-occidentales de la RP de Serbie, les régions méridionales et occidentales de la RP de Bosnie-Herzégovine (avec une partie de la région dite „Posavina“), ainsi que des parties de la Dalmatie, la Lika, la Banija et le Kordun en RP de Croatie.

8. Les ressources du Fonds de développement des régions économiquement sous-développées seront formées par affectation d'une part déterminée des ressources du Fonds d'investissements général. Les annuités à verser au titre d'emprunts accordés sur les ressources du Fonds de développement des régions économiquement sous-développées reviendront audit Fonds.

Au cours de la période allant de 1961 à 1965, le Fonds doit accorder des ressources pour un montant global de 169 milliards de dinars.

Les ressources destinées au Fonds de la Fédération seront procurées chaque année par le plan fédéral annuel. Ce faisant, on tiendra



compte du rythme de développement des régions économiquement sous-développées aussi bien que du rythme de l'essor économique général.

9. Les fonds d'investissements républicains (respectivement: le Fonds d'investissements régional de la Région autonome de Kossovo-Metohija) accorderont les ressources par voie de concours et d'emprunts. Ce faisant, ils s'inspireront de critères de rentabilité et d'efficacité des investissements. On procurera les ressources en devises nécessaires à ces ouvrages-là de la même manière que les ouvrages à financer par le Fonds d'investissements général. Toutefois, on pourra accorder des prêts à de plus longs termes, à des taux d'intérêt moindres et, plus généralement, à des conditions plus avantageuses que celles prévues pour les prêts du Fonds d'investissements général.

10. Compte tenu du nombre des habitants qui vivent sur les territoires des régions économiquement sous-développées, du stade de développement des dites régions, de leur puissance économique et de la possibilité qu'ont les républiques populaires d'accélérer elles-mêmes le développement des régions sous-développées, compte tenu également des cas où le territoire de la région économiquement sous-développée coïncide avec le territoire tout entier de la république populaire (ou de la région autonome), comme c'est le cas de la RP de Macédoine, de la RP de Monténégro et de la Région autonome de Kossovo-Metohija, ainsi que de la nécessité qui dans certaines régions sous-développées on obtienne des taux de croissance plus élevés que ceux dont on pouvait prévoir qu'ils seraient réalisés à la charge des autres sources d'investissements, on répartira comme suit, entre républiques populaires, les ressources qui seront accordées par le Fonds: 40 milliards de dinars à la RP de Macédoine, 12,4 milliards à la RP de Monténégro, 26 milliards aux régions sous-développées situées sur le territoire de la RP de Serbie *stricto sensu*, 33,5 milliards à la Région autonome de Kossovo-Metohija, 13,3 milliards aux régions sous-développées de la RP de Croatie, et 44 milliards aux régions sous-développées de la RP de Bosnie-Herzégovine.

11. Le Conseil exécutif fédéral est autorisé à promulguer des dispositions détaillées, relatives au fonctionnement du Fonds, de même qu'aux conditions auxquelles il accordera des prêts.

12. Le Fonds d'investissements générale financera à des conditions inchangées, et en vertu de ce que l'on est convenu d'appeler les investissements garanties, l'achèvement des différents ouvrages dont la construction est en cours, et ensuite des ouvrages situés dans les autres régions sous-développées et qui ont été commencés en vertu des dispositions du Plan social fédéral pour 1960, ainsi que des autres

ouvrages situés dans les régions économiquement sous-développées et dont le financement a débuté avec les ressources du Fonds d'investissement général.

Les annuités au titre des emprunts conclus auprès du Fonds d'investissements général jusqu'à fin 1960 continuent de revenir à la RP de Macédoine, à la RP de Monténégro et à la Région autonome de Kossovo-Metohija.

13. Il faudra que, lors de l'octroi de crédits à partir des ressources du Fonds d'investissements général, les solliciteurs de crédits originaires des régions économiquement sous-développées aient la priorité, si toutefois ils satisfont aux critères de rentabilité prévus pour l'obtention de prêts.

14. On prévoit qu'au cours de la période 1961—1965 la Yougoslavie investira, au total, 1.183 milliards de dinars dans les fonds de base des régions sous-développées. Sur ce total, 342 milliards iront à la RP de Macédoine, 149 milliards à la RP de Monténégro, et 134 milliards à la Région autonome de Kossovo-Metohija.

15. Compte tenu de la construction d'investissements d'ores et déjà inaugurée, ainsi que des mesures prévues par ce Plan en vue du développement des régions économiquement sous-développées de Yougoslavie, et à supposer que les républiques populaires prennent elles-mêmes des mesures adéquates en ce sens, et aussi qu'on se préoccupera — lors des investissements à effectuer — de faire un usage rationnel des ressources disponibles et d'utiliser davantage les fonds de base actuelle, on s'attend à ce que, dans les régions économiquement sous-développées de Yougoslavie, un taux de croissance annuelle moyen de 14% soit réalisé durant la période de 1961 à 1965. Ce taux de croissance sera donc supérieur au taux moyen du pays, supérieur aussi au taux de croissance réalisé jusqu'à présent dans les régions sous-développées.

Ce taux de croissance général étant donné, on prévoit que le taux de croissance annuelle moyen de la RP de Macédoine se situera entre 14% et 15%, et celui de la RP de Monténégro et de la Région autonome de Kossovo-Metohija entre 18% et 20%.

Grâce à de pareils taux de croissance, les différences de développement entre régions économiquement sous-développées et régions économiquement évoluées du pays doivent être réduites.

16. La Fédération et les républiques populaires fédérées procéderont, de temps en temps, à l'analyse de l'exécution des proportions planifiées. Elles prendront, en cas de besoin, des mesures destinées à permettre un rythme de développement des régions sous-développées qui réponde aux proportions prévues par ce Plan.



## Chapitre IX

### PLEIN EMPLOI, CADRES ET PRODUCTIVITE

#### I. Plein emploi

1. Compte tenu des tendances actuellement manifestées dans l'évolution de l'emploi, ainsi que de la nécessité d'instaurer les rapports les plus favorables entre l'emploi et la productivité du travail, on prévoit que l'afflux des personnes nouvellement employées dans le secteur social de l'économie, les organes d'Etat et services publics se chiffrera durant les cinq prochaines années par près d'un million de personnes, soit par 204.000 personnes par an en moyenne. Sur ce total, 176.000 ouvriers et employés seront absorbés par les activités économiques du secteur social, et 28.000 par des activités non-économiques.

2. Le taux de croissance du nouvel emploi aura tendance à diminuer au cours de la période à venir. Cela parce qu'en raison de l'accroissement de la productivité du travail il faudra, relativement parlant, de moins en moins d'ouvriers pour un volume de production donné. C'est pourquoi le taux de croissance de l'emploi dans l'économie sera de 6,2% par an en moyenne, contre 7,6% durant la période 1957—1960.

3. On estime que la main d'oeuvre sera répartie comme suit contre les branches économiques du secteur social:

(en milliers)

|                         | 1960  | 1965  | croissance durant<br>(a période quin-<br>quennale entière | croissance annuelle<br>moyenne | index<br>1965/1960 | taux de croissance<br>annuelle moyens<br>en 1961—1965 |
|-------------------------|-------|-------|-----------------------------------------------------------|--------------------------------|--------------------|-------------------------------------------------------|
| économie globale        |       |       |                                                           |                                |                    |                                                       |
| du secteur social       | 2.529 | 3.412 | 883                                                       | 176,6                          | 134,9              | 6,2                                                   |
| industrie               | 1.058 | 1.428 | 370                                                       | 74,0                           | 135,0              | 6,2                                                   |
| agriculture             | 265   | 395   | 130                                                       | 26,0                           | 149,1              | 8,3                                                   |
| exploitation forestière | 83    | 100   | 17                                                        | 3,4                            | 120,5              | 3,8                                                   |
| Bâtiment                | 260   | 330   | 70                                                        | 14,0                           | 126,9              | 4,9                                                   |
| transports              | 239   | 297   | 58                                                        | 11,6                           | 124,3              | 4,4                                                   |
| commerce et             |       |       |                                                           |                                |                    |                                                       |
| hôtellerie              | 301   | 386   | 85                                                        | 17,0                           | 128,2              | 5,1                                                   |
| artisanat et services   | 323   | 476   | 153                                                       | 30,6                           | 147,4              | 8,1                                                   |

Sur la totalité de la main d'oeuvre qui sera employée en 1965 dans l'économie du secteur social, 42% seront absorbés par l'industrie. Un pareil emploi industriel est conforme à l'importance économique générale de l'industrie, dont la production constituera les 55% de la production globale de 1965.

4. La croissance de l'emploi non-agricole permettra l'absorption de l'accroissement global de population active, en même temps que la réduction de la population active employée dans l'agriculture. C'est sur cette base-là que doivent intervenir de nouveaux changements dans la structure économique de la population globale aussi bien que de la population active:

|      | population globale (en milliers) |                     |                         | structure %         |                         |
|------|----------------------------------|---------------------|-------------------------|---------------------|-------------------------|
|      | population globale               | population agricole | population non-agricole | population agricole | population non-agricole |
| 1960 | 18.667                           | 9.333               | 9.334                   | 50,0                | 50,0                    |
| 1965 | 19.821                           | 8.406               | 11.415                  | 42,4                | 57,6                    |

La population non-agricole constituera, en 1965, près de 57% de la population globale; sa part dans la population active sera de 52%. A la fin de la période à venir, la majeure partie de la population et de la main d'oeuvre sera, de la sorte, intégrée à des activités non-agricoles.

## II. Cadres et structure de qualifications de la main d'oeuvre

1. Au cours de la période à venir, des mesures seront prises, en conformité avec la Résolution de l'Assemblée populaire fédérale relative à la formation des cadres professionnels, aux fins d'une adaptation meilleure et plus rapide de la structure de qualifications des personnes employées, de même qu'en vue de l'élévation du niveau de leurs connaissances techniques qui devront être adaptées aux besoins de l'économie et des services publics. La formation technique de cadres nouveaux et le perfectionnement des cadres actuels sont la condition nécessaire d'un développement économique accéléré, de l'accroissement de la productivité du travail, et de l'introduction de la technique — et de l'organisation — modernes dans le processus de production et de circulation de marchandises. Les besoins en cadres



techniques sont destinés à croître sensiblement avec l'augmentation de la production, de même qu'avec le développement pris par les services sociaux.

Afin d'assurer l'accomplissement des tâches proposées par le Plan, on devra — au cours de la période quinquennale à venir — former une main d'oeuvre nouvelle et perfectionner celle dont on dispose déjà. A la fin de 1965, sa structure de qualifications modifiée présentera le tableau suivant:

|                                                                                                                               | 1960                                 |                | 1965                                 |                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|----------------|--------------------------------------|----------------|
|                                                                                                                               | chiffres<br>absolus<br>(en milliers) | structure<br>% | chiffres<br>absolus<br>(en milliers) | structure<br>% |
| <b>totaux des personnes intégrées<br/>aux activités économiques et<br/>non-économiques du secteur<br/>social<sup>11</sup></b> | <b>2.967</b>                         | <b>100,0</b>   | <b>3.972,0</b>                       | <b>100,0</b>   |
| <b>sur ces totaux:</b>                                                                                                        |                                      |                |                                      |                |
| cadres d'employés et de tech-<br>niciens disposant d'une for-<br>mation supérieure                                            | 103,8                                | 3,5            | 188,8                                | 4,8            |
| cadres d'employés et de tech-<br>niciens disposant d'une for-<br>mation secondaire                                            | 312,5                                | 10,5           | 480,0                                | 12,1           |
| ouvriers hautement qualifiés                                                                                                  | 176,0                                | 5,9            | 258,2                                | 6,5            |
| ouvriers qualifiés                                                                                                            | 771,5                                | 26,0           | 1.096,0                              | 27,6           |
| totaux, de 1 à 4                                                                                                              | 1.363,9                              | 45,9           | 2.023,0                              | 51,0           |
| autres (ouvriers semi-qualifiés,<br>spécialisés et non qualifiés)                                                             | 1.603,2                              | 54,1           | 1.949,0                              | 49,0           |

2. On estime que, pour que les changements en question dans la structure de qualifications puissent prendre place, il faudra intégrer à l'économie, aux organes d'Etat et aux services publics, au cours de la période à venir: 85.000 personnes disposant d'une formation supérieure (ingénieurs, agronomes, économistes, juristes, enseignants, etc.); 168.000 personnes disposant d'une formation secondaire; 82.000

<sup>11</sup> Le défense nationale et les affaires intérieures ne sont pas comprises là-dedans.

ouvriers hautement qualifiés, et 325.000 ouvriers qualifiés.<sup>12</sup> Pour ce qui est de la main d'oeuvre non qualifiée, et notamment de celle qui vient des campagnes, il faudra l'accueillir et la rendre apte à l'activité économique.

3. En raison des énormes besoins en cadres techniques, on prendra des mesures systématiques aux fins d'une éducation — et d'une formation technique — plus rapides et plus efficaces. L'éducation technique devra embrasser le plus grand nombre de jeunes gens et d'adultes. Conformément aux principes généraux proclamés par la Résolution relative à l'éducation des cadres professionnels, il faudra adapter au maximum les méthodes et formules d'éducation aux besoins et exigences de la pratique. A cette fin, il faudra développer avec plus de rapidité le réseau des facultés, des écoles supérieures et écoles techniques, ainsi que celui des autres établissements d'enseignement professionnel. En 1965, l'enseignement supérieur embrassera dans son système 0,78% de la population globale, contre 0,56% en 1960.

On devra se préoccuper d'étendre le réseau des écoles primaires de huit ans, base de l'éducation professionnelle. D'ici à 1965, 92,5% des enfants de 7 à 15 ans seront intégrés au système des écoles primaires de huit ans. Près de 95 milliards de dinars seront consacrés à la construction des écoles primaires.

4. La pénurie de cadres techniques secondaires se faisant d'ores et déjà sentir, il faudra accorder — dans le développement du système d'éducation professionnelle — une place éminente aux écoles techniques et autres établissements d'éducation professionnelle, afin d'accroître le nombre — et le pourcentage de participation — de ces cadres-là dans la structure de qualifications générale de la main d'oeuvre.

Le développement économique de plus en plus complexe qui se déroulera durant la période à venir exigera, en même temps, que l'on consacre toute l'attention nécessaire à la formation de spécialistes techniques et, plus généralement, de cadres à formation technique élevée, qui sauront résoudre les problèmes techniques de production les plus complexes et introduire à temps des méthodes de production progressives.

---

<sup>12</sup> On a pris en considération les besoins nets, obtenus après avoir déduit des besoins bruts la réduction de cadres normale qui est causée par la mortalité, les mises à la retraite, etc. Les besoins bruts en cadres techniques durant les cinq prochaines années se présentent comme suit: 113.000 cadres disposant d'une formation supérieure; 225.000 cadres disposant d'une formation secondaire; 116.000 ouvriers hautement qualifiés, et 465.000 ouvriers qualifiés.



5. Les écoles et autres établissements d'éducation spécialisés dans la formation de jeunes cadres devront s'occuper également, à l'avenir, de formation — et de perfectionnement technique — des adultes. Les besoins considérables de la communauté en cadres techniques, ainsi que l'intérêt croissant porté par les travailleurs à l'éducation — et au perfectionnement — techniques, exigent de ces écoles et établissements qu'ils déploient à l'avenir les formes d'activité les plus variées. L'extension qui sera donnée aux cours extraordinaires, aux cours du soir et aux cours par correspondance, aux séminaires, consultations et autres formules analogues, devra permettre à tous les citoyens de s'instruire en travaillant, en d'autres termes d'acquérir une formation technique sans interrompre leurs relations de travail.

6. La participation pleine et entière des organisations économiques, institutions et services publics, organes d'Etat et autres facteurs intéressés à la formation des cadres, sera nécessaire à l'accomplissement des tâches qui s'imposent dans le domaine de la formation des cadres. A cet égard, on devra procurer des ressources matérielles plus considérables, ainsi que la stabilité du financement, aux écoles et établissements spécialisés dans la formation des cadres. Ce Plan-ci prévoit que les républiques populaires, comités populaires et organisations économiques ou autres consacreront, durant les cinq prochaines années, 105 milliards de dinars à la construction d'écoles techniques, écoles supérieures et autres établissements d'éducation. Les conditions d'activité des écoles et autres établissements d'éducation deviendront meilleures de ce fait. Des mesures adéquates encourageront les entreprises économiques, organes d'Etat et autres institutions à exécuter les tâches qui leur sont proposés dans le domaine des cadres professionnels; le système de rémunération poussera davantage les travailleurs à parfaire leurs connaissances techniques.

### III. Productivité du travail

1. L'accroissement accéléré de la productivité du travail est l'un des impératifs du développement économique durant les prochaines années. La production et la répartition du produit social que l'on prévoit, l'augmentation de la consommation et la stabilité de la croissance des salaires réels et revenus personnels, tout cela dépendra de l'évolution de la productivité du travail. L'accroissement de la productivité sera le fait d'un meilleur équipement technique du travail, du choix de techniques modernes, de l'introduction de nouveaux processus technologiques dans la production, de l'application partielle et complexe de l'automation des processus de production. L'augmentation de la productivité du travail sera, de même, stimulée par l'amélioration de la structure de qualifications et l'élévation du niveau des

connaissances techniques, l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs, ainsi que par la mise au point continue de toutes les composantes de notre système économique.

2. L'introduction de la technique — et de la technologie — modernes, facteurs principaux de l'accroissement de la productivité du travail se fera par l'éducation d'entreprises nouvelles et modernement équipées aussi bien que par voie de reconstructions permanentes, qui constituent une méthode d'introduction continue de techniques nouvelles — et d'amélioration technique — dans la production. Les techniques nouvelles devront rencontrer de nombreuses applications dans les différents secteurs et branches économiques, l'accent porté en particulier sur les branches dont dépendra le niveau technique de l'économie considérée dans son ensemble, et notamment sur la construction mécanique (avec secteur métallurgique) et l'industrie chimique, de même qu'en dehors de l'industrie sur le Bâtiment dont dépendra l'efficacité de la construction d'investissements future, dans une grande mesure tout au moins. Le niveau technique très élevé de ces branches industrielles-là permettra d'accroître la productivité du travail dans les autres branches et activités économiques également.

3. On prévoit que, durant les cinq prochaines années, la productivité du travail augmentera de 39,2%, soit de 6,8% par an en moyenne (l'accroissement du produit social par personne employée étant pris pour critère). On estime que l'évolution de la productivité du travail dans les branches fondamentales du secteur social de l'économie présentera le tableau suivant:

|                         | index de<br>production<br>1965/1960 | index de<br>l'emploi<br>1965/1960 | index d'accroissement<br>de la productivité<br>1965—1960 | taux de<br>croissance<br>annuelle<br>moyens en<br>1961—1965 |
|-------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| industrie               | 184,0                               | 135,0                             | 136,0                                                    | 6,4                                                         |
| agriculture             | 304,9                               | 149,1                             | 204,5                                                    | 15,4                                                        |
| exploitation forestière | 138,2                               | 120,5                             | 114,7                                                    | 2,8                                                         |
| Bâtiment                | 193,5                               | 126,9                             | 152,5                                                    | 8,8                                                         |
| transports              | 177,5                               | 124,3                             | 142,8                                                    | 7,4                                                         |
| commerce                | 178,1                               | 128,2                             | 138,9                                                    | 6,8                                                         |
| artisanat et autres     |                                     |                                   |                                                          |                                                             |
| services                | 208,1                               | 147,4                             | 141,4                                                    | 7,1                                                         |
| économie globale        | 187,8                               | 134,9                             | 139,2                                                    | 6,8                                                         |

L'accroissement de la productivité du travail dans l'industrie, ainsi que dans les autres activités non-agricoles, aura lieu de manière



accélérée, malgré l'intégration intense d'une main d'oeuvre nouvelle à la production. C'est dans l'agriculture que l'on prévoit le taux d'accroissement de la productivité le plus élevé. En effet, plusieurs facteurs, et notamment l'application de techniques — et d'une technologie — nouvelles, les modifications apportées à la structure de la production agricole, les changements intervenus de manière accélérée dans les rapports sociaux au sein de l'agriculture (accompagnés de formes d'activité nouvelles, de formes d'activité socialistes), agiront ici, en même temps, dans le sens de l'augmentation de la productivité du travail. La main d'oeuvre qui abandonne les campagnes, voilà un facteur qui agira également dans le même sens, car la production agricole s'accomplira avec un nombre réduit de personnes employées dans l'agriculture.

4. Au cours de la période à venir, les rapports entre le nouvel emploi et la productivité du travail devront se former de telle sorte que la productivité du travail devienne le facteur décisif de l'accroissement de la production ainsi que du revenu national, à la différence des années précédentes où c'était l'emploi qui constituait le facteur prédominant de l'augmentation de la production. Un rôle plus considérable réservé à la productivité du travail, fait caractéristique du stade de développement supérieur, caractérisera essentiellement la période à venir. A cet égard, c'est l'importance grandissante de la technique et des autres facteurs d'accélération de l'accroissement de la productivité du travail qui prennent du relief.

5. Les organisations économiques devront redoubler d'efforts afin d'accroître la productivité du travail par une meilleure utilisation des réserves existantes dans la production, la mise au point des processus de production, une meilleure organisation du travail, des investissements plus rationnels, une rémunération plus rationnelle du dévouement personnel — et des succès — au travail. A cet égard, il faudra appuyer l'effort accompli par les organisations économiques en mettant au point, de manière, le système de répartition ainsi que les autres instruments destinés à stimuler le développement économique.

## Chapitre X

### ACTIVITE SCIENTIFIQUE ET DE RECHERCHES

1. L'une des tâches importantes et inéluctables de la période à venir consistera à développer encore davantage l'activité scientifique et de recherches, et à l'orienter vers l'étude — et le règlement — des problèmes spécifiques de notre développement économique et social. Cette tâche prend une importance croissante du fait de l'application

des réalisations modernes de la science et de la technique, et aussi du fait qu'à l'heure actuelle — et dans de nombreux domaines — la recherche n'est pas adaptée aux besoins d'un développement économique intense. C'est pourquoi il faudra accorder la plus grande attention à l'organisation, à l'extension et à l'amélioration continue des conditions matérielles, techniques et autres de l'activité scientifique et de recherches.

2. La création d'instituts scientifiques autonomes nouveaux et l'extension de ceux qui existent déjà, d'instituts de recherches économiques et d'institutions scientifiques universitaires devra être orientée dans le sens d'une adaptation de leur activité aux besoins des différents services sociaux et branches économiques (au développement desquels ils devront servir). Une importance toute particulière à cet égard, ce sera celle des instituts, laboratoires et autres établissements de recherches à créer par les organisations économiques et groupes d'organisations. Les dits établissements de recherches devront détecter de nouveaux produits ainsi qu'une nouvelle production, améliorer les processus technologiques existants et en recréer de nouveaux, adapter les résultats et réalisations des recherches fondamentales et appliquées aux besoins pratiques ainsi qu'à l'utilisation pratique dans la production.

3. La formation systématique des cadres du travail scientifique est la condition d'une recherche scientifique efficace, celle aussi de l'exploitation pratique des résultats scientifiques. C'est pourquoi on devra développer avec plus d'ampleur le système des études postérieurs à la licence, qui doivent permettre aux cadres scientifiques et de recherches de se perfectionner, de se spécialiser et de se former.

4. Les organisations économiques, dont l'intérêt porté à l'utilisation des résultats de la recherche scientifique et le financement de cette même recherche sont appelés à croître parallèlement au développement de leurs possibilités et besoins de production, contribueront à l'extension de la base matérielle et, plus généralement, au développement de la recherche scientifique. C'est pourquoi l'on prévoit qu'au cours de la période à venir la recherche scientifique sera financée primordialement par les organisations économiques, et ensuite par les institutions, communes et autres organes auxquels les résultats de la recherche serviront directement.

La Fédération ainsi que les conseils exécutifs des républiques populaires fédérées participeront au financement des recherches déterminées, et singulièrement de celles présentant une importance générale pour le développement économique et social, avec les ressources de leurs fonds d'activité scientifique. Les fonds d'activité scienti-



fique de la Fédération et des républiques populaires fédérées pourront, de même, financer intégralement des recherches scientifiques déterminées, toutes les fois du moins qu'il s'agira de recherches importantes et fondamentales.

Il faudra également, pour un développement régulier de la recherche scientifique, développer et contribuer matériellement à l'activité de services tels que le service de documentation et d'information scientifiques et techniques, celui des standards et brevets, et autres services présentant de l'importance pour le développement du travail scientifique.

## TROISIEME PARTIE

### DEVELOPPEMENT DES SECTEURS ECONOMIQUES

#### Chapitre XI

#### INDUSTRIE

1. Au cours de la période à venir, il faudra, grâce à une utilisation rationnelle des conditions générales aussi bien que naturelles, promouvoir dans le volume — et la structure — de la production industrielle des changements qui permettront un développement général de l'industrie et qui susciteront les bases de son élévation continue et postérieure à la période que ce Plan-ci concerne. A cet égard, il faudra développer tout particulièrement la production de matières premières et de matériaux de reproduction, ainsi qu'une production énergétique en rapport, car ce sont les bases nécessaires d'un développement stable de l'économie globale. L'extension de la production d'équipements hautement productifs doit créer, en même temps, les conditions qui permettront d'élever la production industrielle aussi bien que celle des autres secteurs économiques à un niveau technique, technologique et organisationnel moderne.

2. Le développement industriel sera, par suite, orienté vers l'accroissement de la production d'acier, de même que vers celui de la production de produits de qualité en acier, car c'est le matériau de reproduction fondamental et massif: c'est, en effet, à la disponibilité de ce matériau-là qu'est lié l'accomplissement des objectifs de développement proposés dans les différents secteurs économiques, mais surtout la structure de la production industrielle. La production sidérurgique devra reposer sur l'introduction de processus technologiques les plus modernes aussi bien que sur le développement harmonieux des différentes phases, ce qui revient à dire qu'il faudra augmenter la production de produits finis en acier, des sortes déficitaires surtout,

et aussi — et en même temps — accélérer la production et l'enrichissement du minerai de fer, l'utilisation des déchets contenant du fer et la production du fer brut.

La production de l'industrie chimique augmentera, de même, dans une mesure notable, afin de permettre l'extension de la base de matières premières naturelles et de procurer des matériaux de reproduction variés à la production. Le développement d'une industrie chimique moderne doit permettre d'introduire une technologie hautement productive, d'améliorer la qualité et d'élargir l'assortiment des produits, d'exporter ce qui est économiquement et légitimement exportable, et de remplacer les matières premières importées par des matières premières locales. A cet égard, consacrer une attention toute particulière à l'industrie organo-chimique, en développant notamment la production de masses et fibres artificielles.

Pour pouvoir accroître la production des matières premières de base, il faudra développer la métallurgie des métaux non-ferreux, et notamment la production de l'aluminium, du cuivre et du zinc.

3. Un haut degré de développement de l'économie nationale et son rattachement étroit à l'économie mondiale, les énormes besoins en remplacement du parc de machines existant et le volume prévu des nouveaux investissements à effectuer dans l'équipement capital, ainsi que la nécessité d'introduire la technologie moderne dans la production, tout cela imposera des tâches exceptionnelles en ce qui concerne le volume et la structure de la production d'équipements, dont les frais de production sont à l'heure actuelle relativement élevés et la technique de production insuffisamment moderne. La couverture de la majeure partie de ces besoins-là servira d'orientation fondamentale à la construction mécanique. Dans ce développement, il faudra prêter une attention toute particulière à l'harmonisation entre les phases d'études et de production de produits semi-finis, d'une part, et, de l'autre, la production d'équipements finale. A cet égard, il faudra appuyer l'organisation de la production sur le vaste réseau formé par la coopération à la production entre entreprises spécialisées, qui seront à même d'utiliser les avantages économiques de la production de série, mécanisée et automatisée.

4. Afin de pouvoir utiliser les avantages que les changements de structure de la production agricole et le développement de l'exploitation forestière offrent à l'industrie, de même que pour couvrir la demande intérieure et l'accroissement de l'exportation, on développera avec intensité, au cours de la période à venir, les industries qui reposent sur la transformation des produits agricoles de qualité, ainsi que sur la transformation du bois, considérés les uns et l'autre comme



des matières premières industrielles. Il s'agit, en premier lieu de l'industrie du sucre, de l'industrie des conserves, de la production des fourrages, et aussi — et ensuite — de la production de la cellulose, du papier, des matériaux de reproduction remplaçant les sciages, et des produits finis de l'industrie du bois.

5. L'ascension économique accélérée, et notamment l'ascension accélérée de la production industrielle, exige que soit procurée à temps l'énergie nécessaire, en quantités et formes qui permettent un libre développement économique. C'est pourquoi il faudra, parallèlement au développement économique général, augmenter en rapport la production d'énergie électrique, de charbon, de naphte et de gas-oil; des moyens énergiques encourageront l'emploi des formes d'énergie grâce auxquelles on obtiendra le rendement le meilleur.

6. Le développement de la production industrielle destinée à la consommation personnelle doit s'adapter à l'accroissement du volume — ainsi qu'au changement de structure — de la consommation personnelle, de même qu'aux possibilités de l'exportation. Dans la progression de cette production-là, il faudra assurer une bien plus grande diversité — et une meilleure qualité — des produits; il faudra également accélérer la production des biens de consommation durables, ainsi que des autres produits dont la demande augmentera avec le changement de structure de la consommation personnelle.

7. Si l'on veut pouvoir exécuter efficacement le vaste programme de travaux de construction, et surtout si l'on veut accélérer le mode de construction industriel des logements, il faudra changer radicalement les processus technologiques traditionnels dans l'industrie du Bâtiment et modifier essentiellement la structure de production afin d'obtenir des éléments plus légers, plus complexes et de meilleure qualité, qui permettront de passer à une technique plus moderne dans le Bâtiment, de même qu'à une construction plus rationnelle. Afin de rendre la construction meilleur marché et de désencombrer les transports, il faudra s'efforcer d'orienter par priorité le développement des usines de production destinée au Bâtiment vers des régions de consommation disposant de la base de matières premières nécessaire.

8. L'adoption de moyens de travail modernes, l'introduction de la technique électronique et des processus technologiques automatisés, une utilisation maximale des usines, l'amélioration des temps d'utilisation des moyens de base (travail en plusieurs équipes se relayant), une économie maxime dans la consommation de production, ainsi qu'une utilisation complexe des sources de matières premières disponibles, tout cela doit constituer l'orientation générale des différentes branches de la production industrielle, et notamment de celles qui ser-

vent de porteurs principaux au développement industriel accéléré. Dans l'organisation de la production industrielle, il faudra tendre à une plus grande division du travail, à la spécialisation des entreprises ainsi qu'à leur coopération, dans le domaine de la production d'équipement et de biens de consommation durables surtout. Cette formule d'organisation de la production devra se manifester pleinement au cours de la période à venir.

Il faudra, afin de pouvoir accélérer le développement de l'industrie, son intégration efficace aux échanges internationaux, ainsi que le renforcement de la base matérielle de l'autogestion ouvrière, assurer — par des mesures appropriées de politique économique — une application plus pleine du principe de gestion économique et d'organisation du travail rationnelle, de même qu'une libre formation des prix en harmonie avec les conditions du marché.

9. On prévoit, durant la période 1961—1965, un accroissement de la production industrielle de 13% par an en moyenne. La production énergétique doit augmenter de 11,6% par an en moyenne; celle des équipements et biens de consommation durables de 13,5%; celle des métaux de base de 11,5%; celle de l'industrie chimique de 16,7%; la transformation des produits agricoles de 13,4%; la transformation industrielle du bois et de la cellulose de 15,4%; l'industrie des matériaux de construction de 14,9%; celle des chaussures et des vêtements de 11,4%. Les moyens de travail devront croître au taux annuel moyen de 13,2%; les matériaux de reproduction au taux de 12,8%, et les marchandises de consommation de 13,9%.

10. On estime que la production de quelques-uns des groupes de produits industriels parmi les plus importants augmentera comme suit:

|                                               | unités de<br>mesure | produit en<br>1960 <sup>13</sup> | production<br>prévue<br>en 1965 | index<br>1965/1960 |
|-----------------------------------------------|---------------------|----------------------------------|---------------------------------|--------------------|
| <b>Energétique</b>                            |                     |                                  |                                 |                    |
| énergie électrique                            | GWh                 | 8.800                            | 17.500                          | 199                |
| houille                                       | 000 t.              | 22.900                           | 35.000                          | 153                |
| naphte brut                                   | "                   | 900                              | 2.200                           | 244                |
| produits dérivés du naphte                    | "                   | 1.215                            | 2.450                           | 202                |
| gaz naturel (en millions de Hm <sup>3</sup> ) | "                   | 65.000                           | 400.000                         | 615                |

<sup>13</sup> estimation faite en 1960.



|                                                                          | unités de<br>mesure | produit en<br>1960    | production<br>prévue<br>en 1965 | index<br>1965/1960 |
|--------------------------------------------------------------------------|---------------------|-----------------------|---------------------------------|--------------------|
| <b>Production d'équipements et de<br/>biens de consommation durables</b> |                     |                       |                                 |                    |
| machines pour l'industrie et les<br>mines                                | tonnes              | 35.100                | 66.500                          | 189                |
| machines et installations pour<br>l'industrie du Bâtiment                | "                   | 7.000                 | 15.000                          | 214                |
| machines agricoles                                                       | "                   | 26.000                | 35.000                          | 135                |
| machines électriques <sup>14</sup>                                       | "                   | 8.300                 | 18.000                          | 217                |
| transformateurs                                                          | "                   | 9.500                 | 20.000                          | 211                |
| câbles conducteurs d'énergie                                             | "                   | 56.500                | 72.000                          | 127                |
| navires (livraisons de)                                                  | tonneaux            |                       |                                 |                    |
|                                                                          | bruts               | 186.898 <sup>15</sup> | 300.000                         | 161                |
| bateaux fluviaux                                                         | "                   | 68.000                | 96.000                          | 141                |
| camions et autocars                                                      | pièces              | 5.750                 | 13.350                          | 232                |
| tracteurs                                                                | "                   | 7.500                 | 20.000                          | 267                |
| automobiles                                                              | "                   | 12.000                | 30.000                          | 250                |
| motocyclettes                                                            | "                   | 40.000                | 120.000                         | 300                |
| appareils ménagers                                                       |                     |                       |                                 |                    |
| électriques                                                              | tonnes              | 10.070                | 30.800                          | 306                |
| radios                                                                   | pièces              | 240.000               | 455.000                         | 190                |
| téléviseurs                                                              | "                   | 15.000                | 100.000                         | 667                |
| <b>Métaux fondamentaux<br/>et semi-produits<br/>métalliques</b>          |                     |                       |                                 |                    |
| fer brut                                                                 | 000 t.              | 1.000                 | 1.600                           | 160                |
| acier brut                                                               | "                   | 1.450                 | 2.300                           | 159                |
| produits en acier                                                        | "                   | 1.040                 | 1.660                           | 160                |
| cuivre <sup>16</sup>                                                     | tonnes              | 35.300                | 77.000                          | 218                |
| aluminium                                                                | "                   | 23.000                | 47.000                          | 204                |
| zinc                                                                     | "                   | 34.780                | 58.000                          | 167                |
| plomb                                                                    | "                   | 87.000                | 113.000                         | 130                |

<sup>14</sup> générateurs et moteurs.

<sup>15</sup> niveau des travaux: 220 tonneaux bruts.

<sup>16</sup> y compris le cuivre de rebut (6.000 tonnes en 1960; 12.000 tonnes en 1965).

|                                                                   | unités de<br>mesure         | produit en<br>1960    | production<br>prévue<br>en 1965 | index<br>1965/1960 |
|-------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------|---------------------------------|--------------------|
| moulages                                                          | 000 t.                      | 240                   | 480                             | 200                |
| moulages de fonte                                                 | "                           | 19                    | 50                              | 263                |
| produits pour installation                                        | "                           | 112                   | 208                             | 186                |
| <i>Industrie chimique</i>                                         |                             |                       |                                 |                    |
| acide sulfurique                                                  | "                           | 145                   | 700                             | 483                |
| engrais chimiques                                                 | "                           | 280                   | 2.040                           | 729                |
| masses artificielles                                              | "                           | 14                    | 60                              | 429                |
| fibres de viscose et fibres<br>syntétiques                        | "                           | 21,9                  | 41                              | 187                |
| <i>Transformation<br/>industrielle des<br/>produits agricoles</i> |                             |                       |                                 |                    |
| sucre                                                             | tonnes                      | 278.000 <sup>17</sup> | 500.000                         | 180                |
| conserves de viande                                               | "                           | 30.000                | 70.000                          | 233                |
| conserves de fruits<br>et de légumes                              | "                           | 49.000                | 160.000                         | 327                |
| matières grasses                                                  | "                           | 73.000                | 130.000                         | 178                |
| d'origine végétale                                                | "                           | 90.000                | 1.100.000                       | 1.222              |
| fourrages concentrés                                              | "                           |                       |                                 |                    |
| <i>Transformation<br/>industrielle du bois</i>                    |                             |                       |                                 |                    |
| sciages (total)                                                   | 000 m <sup>3</sup>          | 2.271                 | 2.840                           | 125                |
| contreplaqués et<br>panneaux                                      | "                           | 108                   | 237                             | 219                |
| lessonite et copeaux                                              | 000 t.                      | 41                    | 221                             | 539                |
| meubles d'appartements<br>complets                                | 000 garnitures<br>complètes | 174                   | 360                             | 207                |
| cellulose et pâte à papier                                        | 000 t.                      | 197                   | 548                             | 278                |
| roto-papier                                                       | 000 t.                      | 30,3                  | 75                              | 248                |
| autres papiers et carton                                          | 000 t.                      | 147                   | 426                             | 290                |

<sup>17</sup> Année de calendrier; production de la récolte de 1960: 260.000 tonnes.



|                                                                      | unités de<br>mesure                             | produit en<br>1960 | production<br>prévue<br>en 1965 | index<br>1965/1960 |
|----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|
| <i>Industrie des matériaux<br/>de construction</i>                   |                                                 |                    |                                 |                    |
| ciment                                                               | 000 t.                                          | 2.400              | 4.200                           | 175                |
| verre plat                                                           | 000 m²                                          | 7.300              | 15.000                          | 205                |
| matériaux pour murs                                                  | (format nor-<br>mal) mil-<br>lions de<br>pièces | 1.200              | 3.000                           | 250                |
| <i>Production de vêtements<br/>et de chaussures</i>                  |                                                 |                    |                                 |                    |
| tissus en tous genres                                                | 000 m²                                          | 319.730            | 542.500                         | 170                |
| chaussures (en cuir,<br>en caoutchouc et pro-<br>duction artisanale) | 000 paires                                      | 34.750             | 50.500                          | 145                |

11. Le développement de production prévu suppose un accroissement de la productivité du travail de 6,4% par an en moyenne. Le nombre des personnes employées dans l'industrie doit augmenter de 370.000: en 1965, l'industrie emploiera 1,430.000 personnes. Etant donné que les nouvelles techniques et processus de production nouveaux seront introduits à une allure accélérée, il faudra améliorer sensiblement la structure de qualifications du personnel employé dans l'industrie, de la manière et dans l'esprit des dispositions renfermées dans le chapitre IX de ce Plan-ci.

12. L'accroissement de la production industrielle doit permettre d'augmenter en proportion l'exportation des produits industriels. A cet égard, la structure de l'exportation sera modifiée dans le sens d'une participation accrue des produits d'un haut degré de transformation.

L'importation de matériaux de reproduction destinés à l'industrie augmentera à un rythme plus lent que la production industrielle. Le niveau d'importation prévu suppose des substitutions considérables, ainsi qu'un meilleur ravitaillement à partir de sources locales, notamment en produits dérivés du naphte, produits chimiques, cellulose et papier, pièces d'assemblage métalliques, etc.

13. Afin de permettre à la production industrielle de continuer de se développer durant la période 1961—1965, on prévoit qu'il faudra

investir 2.017 milliards de dinars dans les moyens de base. On orientera les investissements, en premier lieu, vers l'achèvement accéléré des usines en cours de construction, et ensuite:

a) vers la construction — et l'extension — d'usines sidérurgiques par l'emploi de la base de matières premières — et de la base énergétique — locales, à savoir: vers l'extension des mines de fer existantes et l'ouverture de mines nouvelles, de même que vers l'enrichissement du minerai; vers le développement harmonieux des usines sidérurgiques par la construction d'une nouvelle aciérie, ainsi que par le développement donné aux autres usines sidérurgiques;

b) vers la construction d'usines d'industrie chimique, et notamment vers l'extension des usines de production de masses artificielles et de fibres artificielles et la construction d'usines nouvelles, ainsi que des usines d'engrais chimiques;

c) vers l'amorce de la construction de nouvelles centrales hydro-électriques au moyen d'investissements spécifiques avantageux (de centrales situées par adaptation à la consommation), ainsi que de la construction de centrales thermiques qui consommeront les charbons de qualité inférieure qui sont disponibles; vers l'accroissement de la production de houille dans les mines qui disposent d'excellentes conditions d'exploitation et jouissent d'une situation favorable par rapport aux centres de consommation, vers son enrichissement, sa transformation et sa gazification; vers l'accroissement sensible de la production de naphte et le renforcement des travaux de recherches; vers le développement de l'économie, de gaz, et notamment vers celui des champs de gaz naturel ainsi que du réseau de distribution aux fins de l'utilisation des réserves de gaz naturel dans des buts thermiques ou technologiques (et aussi pour l'industrie chimique); et, enfin, vers la construction de raffineries de pétrole comportant des processus technologiques qui seront adaptés à la structure de consommation;

d) vers la modernisation et l'extension des usines d'industrie mécanique, ainsi que de l'électro-industrie, et vers la construction d'usines nouvelles, spécialisées dans la production de semi-produits et de pièces d'assemblage;

e) vers la construction d'usines de transformation industrielle de produits agricoles et de production de fourrages, ainsi que d'usines de production de la cellulose et du papier (et de production de plaque artificielles et de mobilier);

f) vers la construction d'usines de production de matériaux de construction modernes, et notamment d'usines de ciment, de verre et d'éléments de construction modernes;

g) vers les travaux de prospection qui doivent permettre une extension de la base énergétique, l'assimilation d'une technologie nouvelle, de développement et la mise au point de phases de transfor-



mation supérieures, ainsi que le développement de bases de matières premières locales (naturelles aussi bien qu'artificielles) et la substitution des matières premières importées.

Il faudra de plus, et aux fins du développement de l'industrie dans les régions sous-développées du pays, s'efforcer de développer intensément, dans ces régions-là et pour autant que les ressources prévues par le Plan le permettront, les branches de l'industrie de transformation qui leur conviendront le mieux, eu égard au niveau de technique et de la technologie, à la main d'oeuvre, aux cadres, aux conditions de matières premières (il s'agit notamment de l'industrie textile et de l'industrie du bois, de l'industrie du cuir et des chaussures, de l'industrie de transformation chimique, de l'électro-industrie, etc.).

14. On estime que le volume global des investissements, à effectuer en cinq ans dans les moyens de base de l'industrie, sera réparti comme suit entre les complexes fondamentaux de la production industrielle:

(en milliards de dinars)

|                                                                       | 1960       | 1965       | investissements annuels<br>moyens comparés entre<br>les périodes: |            |
|-----------------------------------------------------------------------|------------|------------|-------------------------------------------------------------------|------------|
|                                                                       |            |            | 1957—1960                                                         | 1961—1965  |
| énergétique                                                           | 92         | 159        | 76                                                                | 131        |
| production des métaux<br>de base                                      | 25         | 74         | 22                                                                | 54         |
| production d'équipements<br>et de biens de consom-<br>mation durables | 20         | 52         | 21                                                                | 36         |
| industrie chimique                                                    | 19         | 49         | 13                                                                | 37         |
| transformation industrielle<br>des produits agricoles et<br>du bois   | 43         | 80         | 35                                                                | 64         |
| industrie des matériaux<br>de construction                            | 15         | 45         | 10                                                                | 35         |
| production de vêtements<br>et de chaussures                           | 25         | 29         | 16                                                                | 27         |
| autres productions                                                    | 30         | 26         | 15                                                                | 19         |
| <b>totaux</b>                                                         | <b>269</b> | <b>514</b> | <b>208</b>                                                        | <b>403</b> |

15. On prévoit, aux fins d'amélioration de la situation de l'industrie ancienne (en fait, des entreprises anciennes qui n'ont pu rénover régulièrement leurs moyens de base au cours des années pré-

cédentes), l'octroi de prêts, à partir du Fonds d'investissements général, aux entreprises qui produisent pour la satisfaction de besoins déterminés de l'Armée populaire yougoslave, aux fins de leur reorientation vers la production destinée à satisfaire les besoins du marché.

## Chapitre XII

### AGRICULTURE

1. La période 1961—1965 verra se poursuivre le processus de développement qui doit transformer l'agriculture en une production aux vastes dimensions, basée sur des rapports socialistes, sur des moyens de production sociaux et modernes, de même que sur une productivité du travail élevé. Les éléments essentiels du développement de l'agriculture seront donc: l'agrandissement des domaines agricoles socialistes, l'extension de la coopération et le renforcement des fonds de production des grands domaines socialistes et coopératives agricoles, de même que leur influence sans cesse croissante sur la modification de la base sociale et matérielle de la production agricole.

La production agricole, dont le développement est d'une des composantes parmi les plus importantes de l'ascension économique future, doit satisfaire aux impératifs suivants:

a) satisfaire les besoins de la consommation personnelle, et d'une consommation qui se situera à un niveau très supérieur à l'actuel, et contribuer à l'extension du marché intérieur;

b) procurer les quantités de matières premières de qualité nécessaires à l'industrie de transformation agricole, dont la production augmentera sensiblement durant les prochaines années;

c) fournir une masse accrue de produits à l'exportation, cette dernière devant mieux s'adapter — par sa qualité et sa structure — aux exigences du marché étranger, de façon à permettre une amélioration de la balance des paiements aussi que de la situation de la Yougoslavie sur les marchés internationaux des produits agricoles.

2. Le développement des domaines agricoles socialistes, ainsi que l'intégration massive des exploitations individuelles au secteur social, doivent s'orienter vers l'accroissement de l'accumulation de la production socialement organisée, qui devra être en mesure de mettre en oeuvre — bien plus que par le passé — la reproduction élargie à partir de son accumulation propre.

3. On s'attend à ce que, durant la période 1961—1965, le volume physique de la production agricole augmente au taux moyen de 8,3% par an et que l'accroissement de la production agricole durant les prochaines années soit de 50% par rapport à la moyenne biennale 1959—1960. Ce faisant, la production socialement organisée doit devenir, à la fin de la période couverte par la plan, prédominante dans



l'ensemble de la production agricole (surtout en ce qui concerne les surplus disponibles pour le marché).

On n'obtiendra un développement aussi rapide de la production que par une extension continue des formules de production sociale actuellement existantes, de même que par le développement de nouvelles formules de production sociale. On escompte, au cours de la période à venir, une extension des superficies couvertes par les domaines agricoles socialistes grâce à la mise en ordre du fonds foncier social, à l'obtention de superficies nouvelles au moyen de la bonification des terres, à l'achat et à la prise à bail de terres, à la coopération à la production ainsi qu'aux autres formes de coopération entre organisations économiques et producteurs individuels. Dans de telles conditions, on doit s'attendre à la propagation accélérée des méthodes agro-techniques modernes, de même qu'à l'extension du processus de modernisation de la production à de nouvelles régions agricoles.

4. Le développement de la production agricole devra s'orienter davantage, durant les prochaines années, vers le renforcement de l'élevage, et notamment de celui des bovins, de même que vers la production des produits agricoles qui procureront la base de matières premières nécessaire à une production d'élevage intensive. Cette orientation de la production agricole est conforme aux changements intervenus dans la structure de la consommation personnelle, ainsi qu'aux tendances fondamentales du développement du commerce international des produits agricoles. On prévoit donc qu'au cours de la période 1961—1965 la production de l'élevage augmentera chaque année de 9,9%, celle de l'agriculture de 9,9%, celle des fruits de 9,2%, celle de la vigne de 7,4%, et celle de la pêche de 12,7% (par rapport à la moyenne biennale 1959—1960).

5. On s'attend à ce qu'en 1965 le niveau de production des produits de l'élevage se présente comme suit:

(en milliers de tonnes)

|                                   | 1960  | 1965  | index<br>1965/1960 | taux de croissance annuelle<br>moyens au cours<br>de la période<br>1961—1965 |
|-----------------------------------|-------|-------|--------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| viandes de différentes catégories | 650   | 1.030 | 158,4              | 9,7                                                                          |
| lait                              | 2.650 | 4.300 | 162,6              | 10,2                                                                         |
| oeufs (en millions de pièces)     | 1.700 | 3.300 | 194,1              | 14,2                                                                         |

Pour pouvoir accomplir ces tâches, il faudra accroître la production de fourrages, et notamment de maïs, de soya, etc. Il faudra également, si l'on veut obtenir le progrès de l'élevage qui est prévu, construire des usines de production de fourrages, de transformation de la soya, de production de farine de poisson, etc. Il faudra, enfin, mettre sur pied un mécanisme de mesures vétérinaires contre les épizooties.

6. A part le développement renforcé de l'élevage, les besoins imposent la nécessité d'accroître sensiblement, durant la période quinquennale à venir, la production de l'agriculture. En 1965, la production de l'agriculture doit atteindre un niveau qui sera supérieur de 45% à la moyenne biennale 1959—1960. L'accroissement du rendement à l'unité de superficie, ainsi que le changement de structure des semailles dans le sens d'une plus grande participation des cultures industrielles dans le sens d'une plus grande participation des cultures industrielles et des fourrages, constitueront les deux voies essentielles qui mèneront à ce résultat.

On prévoit que la production des produits de l'agriculture parmi les plus importants se présentera comme suit:

(en milliers de tonnes)

|                                            | moyenne<br>1959—1960 | 1965  | index<br>d'accroissement | taux de crois-<br>sance annuelle<br>moyens au cours<br>de la période<br>1961—1965 |
|--------------------------------------------|----------------------|-------|--------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| blé et seigle                              | 4.100                | 5.000 | 122                      | 4,1                                                                               |
| maïs                                       | 6.100                | 9.500 | 156                      | 9,3                                                                               |
| betterave sucrière                         | 2.200                | 4.000 | 182                      | 12,7                                                                              |
| tournesol                                  | 112                  | 150   | 144                      | 7,6                                                                               |
| soya                                       | 26                   | 400   | 1.538                    | —                                                                                 |
| coton                                      | 7,2                  | 25    | 347                      | 28,2                                                                              |
| tabac                                      | 38                   | 60    | 158                      | 9,6                                                                               |
| légumes (pommes de terre<br>non comprises) | 1.850                | 2.500 | 135                      | 6,2                                                                               |

On devra assurer, au cours de la période à venir, une production de céréales élevés et stable. L'effort sera centré sur l'accroissement continu de la production de maïs. La production de blé sera stabilisée à un niveau qui permettra de satisfaire les besoins du pays, des sur-



plus réduits étant destinés par ailleurs à la formation de réserves ainsi qu'à l'exportation. Dans le domaine des plantes industrielles, les tâches essentielles à accomplir seront les suivantes: modification de l'assortiment et accroissement de la production, et notamment de celle de soya, de coton et de betterave sucrière.

L'accroissement de production prévu sera obtenu primordialement par l'adoption de techniques nouvelles, et aussi de processus technologiques nouveaux. On fournira à l'agriculture plus de machines, plus d'engrais chimiques, plus de graines sélectionnées, plus de moyens pour la prophylaxie des plantes, etc.

7. L'amélioration de la production fruitière et viticole sera poursuivie au moyen de plantations à long terme de vergers et de vignes. Ladite amélioration sera également obtenue par une plus grande intégration des producteurs actuellement individuels au processus de production social (cette intégration se fera à l'aide de formules de coopération très variées). On devra orienter, au cours de la période à venir, le développement de la fruiticulture et de la viticulture dans le sens d'une modification de l'actuelle structure unilatérale de la production et de son adaptation aux exigences du marché et de l'industrie de transformation.

8. On escompte, au cours de la période à venir, un accroissement de la production de pêche de près de 82% (par rapport à la production biennale moyenne de 1959—1960). Il s'agira notamment d'accroître la pêche de mer, d'agrandir les viviers et d'organiser la pêche océanique.

9. Il faudra pour obtenir l'accroissement de production agricole en question, investir durant la période à venir 680 milliards de dinars dans les moyens de base de l'agriculture. Lors de l'emploi des ressources d'investissements, on devra tenir compte de ce qui suit:

a) les investissements devront être orientés de sorte à permettre la réalisation d'une politique de production donnée, ainsi que des fins des production dont il vient d'être question;

b) ce faisant, la priorité sera accordée aux investissements où il s'agira de compléter des investissements déjà effectués, en d'autres termes d'éliminer les goulots d'étranglement dans la production, sur les domaines agricoles socialistes aussi bien que dans les coopératives agricoles. On devra orienter les ressources d'investissements, par priorité, vers les destinations qui deviendront actives le plus rapidement et augmenteront le plus vite le volume de production de marchandises. Au cours de cette période, les investissements dont l'effet se traduira ultérieurement dans la production seront relativement réduits. Dans le cadre de telle ou telle affectation, la priorité sera

donnée aux investissements qui augmenteront la production avec des frais de revient les plus bas;

c) dans l'utilisation des ressources du Fonds d'investissements général, on abandonnera peu à peu l'actuel financement en largeur et on orientera les ressources disponibles vers un nombre très réduit d'ouvrages et de destinations, qui constitueront la base de développement de l'agriculture considérée dans son ensemble et aboutiront à des résultats sensibles dans le règlement des problèmes posés par le ravitaillement des centres de consommation, de l'industrie et de l'exportation.

10. Les ressources prévues pour les investissements seront consacrées à la mécanisation continue de la production agricole, aux travaux d'irrigation et de bonification des terres, à la construction de bâtiments économiques, à l'achat de bâtiments de bétail, à l'édification pour le finissage et le stockage des produits agricoles, à la construction de voies d'accès, à l'achat de terres, à la création d'établissements scientifiques et autres établissements agricoles, à la pêche de mer et d'eau douce.

11. Grâce aux investissements en question, l'agriculture de la Yougoslavie doit améliorer sensiblement son équipement; elle devra pouvoir disposer à la fin de 1965 de 70.000 tracteurs, contre 36.000 à la fin de 1960, et de 9.000 combines céréalières, contre 4.000 en 1960. Les machines disponibles permettront, en 1965, d'accomplir mécaniquement la culture fondamentale et la moisson sur 2,5 à 3 millions de ha des domaines agricoles socialistes (ou en coopération).

De plus, on donnera la plus grande extension aux bâtiments économiques destinés au bétail, au développement des basses-cours, au développement intensif des cultures potagères, de même qu'aux bâtiments pour le finissage et le stockage des produits agricoles.

Les ressources destinées aux travaux de bonification seront consacrés par priorité à la poursuite des travaux sur le système hydraulique Danube—Tisza—Danube, aux travaux de bonification des terres à effectuer en RP de Macédoine ainsi que dans la Région autonome de Kossovo-Metohija, ainsi qu'à des travaux entrepris en vertu d'emprunts conclus antérieurement. Au cours de cette période, il faudra également investir des ressources dans les travaux de bonification des terres à effectuer sur la Save, la Neretva et la Morava, en premier lieu sur les portions de ces fleuves où se trouvent situés des domaines agricoles socialistes (ou bien: où l'on pourra créer des grands domaines agricoles socialistes) et où les travaux en question amélioreront — et stabiliseront — immédiatement la production agricole. A cette fin, on devra promulguer une loi relative au financement des



travaux de bonification à effectuer dans les régions de la Save, de la Neretva et de la Morava.

Pour pouvoir sauvegarder et améliorer la fertilité des terres, ainsi que la stabilité de la production agricole, et aussi pour protéger les agglomérations et ouvrages économiques contre l'action nocive des eaux, on devra investir plus intensément dans l'économie hydraulique au cours de la période à venir.

12. Pour pouvoir assurer un développement plus efficace de l'agriculture, on devra investir des ressources bien plus considérables que par le passé dans d'autres secteurs économiques qui se rattachent par des liens étroits à la production agricole. On prévoit qu'à cette fin seront investis au cours de la période à venir: 140 milliards de dinars dans l'industrie alimentaire; 44 milliards dans la production d'industrie chimique destinée à la satisfaction des besoins de l'agriculture; 12 milliards dans l'industrie des machines agricoles; 58 milliards dans le commerce des produits agricoles; 20 milliards dans la construction de routes secondaires qui doivent servir directement à l'agriculture. On devra synchroniser, quant au volume et à la dynamique, les investissements entre les différentes branches de la production agricole; on devra, de même, synchroniser les investissements dans l'agriculture et ceux à effectuer dans les secteurs et branches dont dépendront le développement efficace aussi bien que l'utilisation rationnelle de la production agricole.

13. Au cours du développement à venir de l'agriculture, l'effort à accomplir devra tendre à cet objectif que l'accroissement de la production — et la modification de sa structure — se fassent au meilleur compte, de telle sorte que les résultats économiques les plus favorables soient obtenus par les domaines agricoles socialistes ainsi que par la coopération. A cet égard, il faudra améliorer la situation économique des organisations agricoles par une amélioration graduelle du rapport entre les prix des produits agricoles et ceux des produits industriels, réduire la disparité de ces prix et améliorer les conditions du crédit, tout en suscitant des conditions plus stables à l'activité des organisations agricoles.

## **Chapitre XIII**

### **EXPLOITATION FORESTIERE**

1. Au cours de la période à venir, le développement de l'économie forestière doit s'orienter vers:

a) le renforcement continu du fonds forestier de base et, dans ce cadre-là, une utilisation maxima des réserves de coupe, accom-

pagnée d'une amélioration de la stabilité biologique et de la valeur économique des forêts, ce qui doit permettre une utilisation durable et rationnelle au cours des périodes ultérieures également;

b) l'équipement technique continu de la production au moyen d'une mécanisation des travaux d'exploitation, de la culture et de la protection des forêts, ainsi que de la construction de communications forestières

c) l'application la plus étendue des méthodes modernes de traitement et de protection de forêts conservées en bon état, de la bonification des forêts dégradées et des maquis, et de l'introduction des arbres à croissance rapide dans les forêts existantes;

d) l'éducation de nouvelles cultures forestières et plantations intensives;

e) la stabilisation organisationnelle des domaines forestiers et leur passage au statut d'organisations économiques à autogestion ouvrière.

2. La période à venir sera celle d'une extension graduelle de l'exploitation des forêts, ainsi que de l'accroissement de la production forestière. Les besoins du secteur social de l'économie seront couverts par l'accroissement d'une production qui ira se fixer, en 1965, autour de 10.297 m<sup>3</sup> de bois technique-industriel, contre 7.642 mille m<sup>3</sup> en 1960. Grâce à l'orientation de l'industrie du bois vers la transformation du bois feuilli dans la production de sciages, de plaques et de cellulose, à une utilisation accrue des bois de petites dimensions et de déchets, à une utilisation plus rationnelle ainsi qu'à la substitution du bois dans le Bâtiment et les mines, à la substitution au bois de chauffage d'autres sources d'énergie calorifique, — les besoins en bois technique-industriel devront être couverts par la coupe de 22.500 mille m<sup>3</sup> en 1965, contre 19.500 mille m<sup>3</sup> en 1960.

Dans le cadre général du volume prévu de la production de bois technique-industriel, il faudra mettre en oeuvre une structure de production qui sera adaptée au développement de la transformation industrielle du bois, en ce qui concerne notamment les quantités de cylindrés de conifères et d'arbres feuillis destinés au sciage et à l'écorçage.

La satisfaction des besoins du pays mise à part, la production devra assurer une exportation de produits forestiers qui se chiffrera par un montant égal à celui de 1960; elle devra, de même, permettre une exportation accrue des produits de la transformation primaire et finale du bois.

3. Si l'on veut permettre une exploitation durable des forêts, ainsi qu'un accroissement progressif de la production forestière à



l'avenir, on devra amorcer durant la période 1961—1965 la reconstruction et l'amélioration de l'état — du fonds forestier. A cet égard, on accordera une attention toute particulière: à l'organisation d'une base technique moderne de la production, de même qu'à la construction de voies de communication forestières; à l'application de méthodes modernes du culture et de traitement des forêts conservées en bon état, de même qu'à la bonification intensive des forêts dégradées et des maquis, à l'éducation de nouvelles cultures forestières et plantations d'arbres à croissance rapide (avec application des moyens de l'agrotechnique moderne).

Dans le cadre général des travaux de réboisement prévus, on devra reboiser tout particulièrement aux fins de défense contre l'érosion et les torrents.

4. Les objectifs et tâches que l'on se propose d'atteindre dans l'exploitation forestière imposent la nécessité d'investir en ce domaine 75 milliards de dinars au cours de la période 1961—1965, soit 15 milliards par an en moyenne, contre 8,5 milliards par an durant la période 1957—1960. Les ressources en question seront dépensées suivant les conditions et besoins locaux. Dans les régions à forêts non-ouvertes ou insuffisamment ouvertes (forêts de conifères surtout), on affectera les dites ressources, par priorité, à la construction de communications forestières afin de pouvoir obtenir une répartition équitable des coupes, ainsi qu'une utilisation rationnelle du bois. Dans les régions se prêtant à la culture de forêts à fort rendement, les ressources seront consacrées en premier lieu aux plantations à long terme et autres formules intensives de production du bois. Les ressources nécessaires aux plantations à long terme et autres formules intensives de production du bois seront procurées par le produit des coupes sur les terrains à transformer en plantations à long terme et forêts intensives.

5. Dans le cadre général du développement de la chasse, on devra s'occuper d'améliorer les conditions d'élevage et de protection du gibier.

6. L'exécution des tâches proposées à l'économie forestière au cours de la période à venir nécessitera la formation accélérée de cadres d'ingénieurs et de techniciens suivant le principe de la spécialisation. On accordera une attention toute spéciale à la formation de cadres de travailleurs forestiers permanents.

7. Il faudra continuer de s'occuper de développer l'activité scientifique et de recherches, afin de pouvoir assimiler notamment la technologie de la croissance des forêts et d'augmenter le rendement, et aussi afin de pouvoir appliquer les moyens de travail mécanisés dans

l'utilisation rationnelle du bois une fois coupé et d'accroître la productivité du travail.

8. Pour pouvoir utiliser complètement et rationnellement les possibilités d'exploitation des forêts, et étendre les mesures de reconstruction et de développement du fonds forestier aux bois de propriétaires individuels, il faudra intégrer le plus largement ces bois-là au secteur social de production grâce à la coopération entre leurs propriétaires d'une part et, de l'autre, les coopératives et organisations économiques, les droits de contrôle des comités populaires vis-à-vis des bois en question ne cessant de se renforcer dans le même temps.

## **C h a p i t r e   X I V**

### **BATIMENT**

1. Les investissements intensifs à effectuer dans l'économie, le standard social et, tout particulièrement, la construction de logements, confronteront le Bâtiment avec des tâches considérables durant les cinq prochaines années. Ces tâches ont trait au volume des travaux de construction, qui sera sensiblement accru, aussi bien qu'à la rationalité du processus de construction lui-même. L'exécution du vaste programme réclamera donc un Bâtiment bien plus efficace que jusqu'à présent, le raccourcissement des délais et la réduction des frais de construction. Etant donnée l'ampleur de ces tâches, il faudra procéder à la reconstruction de fond en comble ainsi qu'à la modernisation du Bâtiment, à l'élévation de son niveau technique grâce à l'adoption de la mécanisation et, plus généralement, des moyens du travail modernes.

2. Il faudra, en même temps, orienter le développement du Bâtiment vers l'utilisation croissante des réserves internes, l'amélioration accélérée de l'organisation du travail, une spécialisation et une coopération plus grandes, une application plus manifeste de la standardisation — et de la typisation — des éléments et matériaux de construction, etc., de même que vers une adoption renforcée du système de la construction renforcée.

3. Dans le domaine des études et des projets, on tendra vers les solutions-types toutes les fois qu'il s'agira de construction massive, car ce n'est qu'ainsi qu'on permet une plus grande productivité de la construction, une construction plus rapide et meilleur marché, ainsi que l'application des solutions techniques les plus rationnelles, tant au point de vue de l'utilisation des éléments et constructions qu'à celui de l'organisation du Bâtiment elle-même.



4. On prévoit qu'au cours de la période 1961—1965 le volume des travaux de construction, exprimé en produit social, augmentera au taux moyen de 13,3% par an, ce qui revient à dire qu'en 1965 il sera supérieur de 86,8% à celui de 1960, présentant le tableau ci-dessous:

|                                        | index<br>1965/1960 | taux de croissance<br>annuelle moyens au<br>cours de la période<br>1961—1965 |
|----------------------------------------|--------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| constructions élevées au-dessus du sol | 190,2              | 13,6                                                                         |
| sur ce total:                          |                    |                                                                              |
| ouvrages économiques                   | 198,9              | 14,7                                                                         |
| ouvrages non-économiques               | 186,6              | 13,3                                                                         |
| basses constructions                   | 165,5              | 10,6                                                                         |
| sur ce total:                          |                    |                                                                              |
| hydro-constructions                    | 153,8              | 9,0                                                                          |
| routes et voies ferrées                | 163,0              | 10,3                                                                         |
| travaux de prospection minière         | 204,0              | 15,3                                                                         |
| autres basses constructions            | 166,7              | 10,8                                                                         |

5. Si l'on veut procurer l'accroissement prévu du volume des travaux de construction, il faudra:

a) que l'on investisse dans le Bâtiment 174 milliards de dinars durant la période quinquennale toute entière, soit 35 milliards par an en moyenne contre 15,3 milliards au cours de la période précédente. De cette manière, les investissements dans le Bâtiment devront figurer avec le taux d'investissements le plus élevé que celui des autres investissements économiques ou non-économiques, ceci afin de stimuler — et de permettre — une modernisation accélérée du Bâtiment et, par le fait même, de rendre plus efficace le secteur des investissements tout entier. Les investissements doivent être orientés, en premier lieu, vers l'accroissement de la mécanisation des entreprises de constructions, si bien qu'en 1965 leur degré d'équipement mécanique à l'unité de production des matériaux de 30% à 1960, année de base;

b) que la productivité du travail dans le Bâtiment soit augmentée grâce à un meilleur équipement technique, de même que par une amélioration de la structure de qualifications de la main d'oeuvre, l'adoption de méthodes de construction nouvelles et une meilleure organisation du travail. L'action de ces différents facteurs doit accroître la productivité du travail dans le Bâtiment de 9% par an en moyenne.

6. Le développement du Bâtiment devra reposer sur une production des matériaux de construction et autres éléments, sur la modernisation de la production de briques et de béton pré-contraint, sur une production de plus massive de corps légers et de matériaux de construction légers, etc. Il faudra, de même, s'assurer les quantités nécessaires de ciment de haute qualité et de fer à béton, ainsi que des autres matériaux de reproduction du Bâtiment. Pour pouvoir atteindre ces objectifs, il faudra procéder aux investissements nécessaires dans la production industrielle. Il faudra, de même, développer la production et élargir l'assortiment des produits destinés au Bâtiment dans autres branches industrielles, et notamment dans la sidérurgie, les minéraux, la transformation des métaux, l'industrie du bois, l'industrie chimique et celle de la papeterie.

## C h a p i t r e X V

### TRANSPORTS

1. L'accroissement de la production industrielle et agricole, du commerce intérieur et des échanges internationaux, de la consommation personnelle etc. exigera des transports qu'ils permettent à l'économie — et à la population — d'utiliser plus largement leurs services. C'est pourquoi le développement des transports durant la période 1961—1965 sera orienté vers une satisfaction plus complète des besoins économiques et sociaux en services de transport, l'élimination graduelle des disproportions entre les différentes branches des transports, la rationalisation du mouvement des marchandises, l'amélioration de la qualité des services, etc. La qualité des services devra se traduire par des transports plus rapides et plus réguliers, une sécurité et un confort accrus des services et des liaisons, etc.

Dans le cadre général de ces besoins, on prévoit qu'en 1965 le volume physique des transports augmentera de 62% par rapport à 1960, soit au taux annuel moyen de 10%.

2. Pour pouvoir satisfaire les besoins en question, on prévoit la reconstruction et la modernisation des transports, ainsi que la poursuite de l'édification du réseau des communications. Ces mesures permettront d'accroître la capacité des transports et de satisfaire plus efficacement les besoins en service de transport, dans les régions économiquement évoluées aussi bien que dans celles insuffisamment développées. L'édification du réseau des communications, la reconstruction et l'élargissement de la capacité des moyens de base ainsi que d'autres mesures encore amélioreront les conditions d'utilisation de la capacité des transports et rendront ces derniers plus économiques.



L'accroissement de la rentabilité contribuera au raffermissement — et à l'extension — de la base matérielle des organisations économiques, de même qu'à la mise en oeuvre d'une autogestion ouvrière pleine et entière dans les transports.

3. Pour pouvoir accomplir les tâches en question, on prévoit en particulier durant la période à venir :

a) la reconstruction des principales voies ferrées et de celles qui sont surchargées afin de leur permettre de supporter de plus fortes pressions et de plus grandes vitesses; les constructions, normalisation et électrification des voies ferrées; le règlement du problème des transports ferroviaires dans les bassins industriels, ainsi que la reconstruction et l'agrandissement des noeuds et stations ferroviaires;

b) l'adjonction au parc des wagons de marchandises et de voyageurs de voitures d'une plus grande capacité, d'un plus grand confort et d'une plus grande vitesse; la substitution de la traction électrique et la traction Diesel à la traction à vapeur (en fait, l'achat de locomotives électriques et de locomotives Diesel, ainsi que des véhicules à moteur); un équipement de signalisation et de télé-commande entièrement moderne;

c) la construction, la reconstruction et la modernisation du réseau routier, et notamment des routes magistrales du réseau routier fondamental; une extension considérable du parc de véhicules des transports routiers, ainsi que des services, stations, etc., nécessaires au transport de marchandises et de voyageurs;

d) l'élargissement des quais, rades et ports fluviaux par voie de reconstructions ou de constructions nouvelles; l'accroissement de la capacité des machines servant au chargement, déchargements et transbordement de marchandises, ainsi que des entrepôts des rades, ports, stations de chemin de fer et autres lieux propres à la manipulation des marchandises; l'agrandissement du parc navigable dans les transports maritimes et fluviaux, avec mise en oeuvre des conditions de traction et d'organisation des transports entièrement moderne;

e) la construction d'aérodromes et l'accroissement du parc d'avions des transports aériens;

f) l'extension et la modernisation des liaisons télégraphiques-téléphoniques grâce à la construction de lignes de câbles et d'ondes ultra-courtes, de même qu'à un équipement de P. T. T. entièrement moderne;

g) la mécanisation des travaux, ainsi que l'entretien des moyens de base dans les différentes branches de transports.

4. Le stade de développement des transports actuellement atteint, les changements intervenus dans la structure économique du pays, les

économies à réaliser dans les transports considérés dans leur ensemble aussi bien que dans les différentes branches de transports, la volonté de mieux satisfaire — quantitativement et qualitativement parlant — la demande en services de transports, tout cela un rythme d'accroissement du volume des services qui différera de branche des transports à branche des transports.

A cet égard, on prévoit comme suit les taux de croissance du volume physique des services de transports (par branches de transports):

|                             | index<br>1965/1960 | taux de croissance<br>annuelle moyens au<br>cours de la période<br>1961—1965 |
|-----------------------------|--------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| transports globaux          | 162                | 10,1                                                                         |
| transports de marchandises  | 163                | 10,3                                                                         |
| transport de voyageurs      | 151                | 8,6                                                                          |
| P. T. T.                    | 175                | 11,8                                                                         |
| réparti comme suit:         |                    |                                                                              |
| transports ferroviaires     | 145                | 7,8                                                                          |
| transports maritimes        | 153                | 8,9                                                                          |
| transports fluviaux         | 236                | 18,8                                                                         |
| transports aériens          | 289                | 23,7                                                                         |
| transports routiers publics | 253                | 20,4                                                                         |

On prévoit, par rapport à la dynamique actuelle, un essor plus rapide des transports ferroviaires, qui a retardé sur l'ensemble jusqu'à présent (il s'agit de retard par rapport aux autres branches des transports aussi bien qu'en ce qui concerne la couverture des besoins en transports). Les transports ferroviaires demeurent les porteurs principaux du transport de voyageurs et de marchandises à l'intérieur du pays: c'est la branche qui se prête le mieux au transport massif sur de grandes distances. On prévoit, de même, un essor rapide des transports aériens et des P. T. T., dont les possibilités ont été inférieures à la demande de services durant la période écoulée.

Le développement continu des transports maritimes s'adapte au développement économique général, aux échanges de marchandises entre la Yougoslavie et les autres pays, ainsi qu'aux possibilités effectives de participation de la marine marchande yougoslave au marché maritime mondial libre.

Les transports routiers et fluviaux connaîtront une croissance relativement plus lente qu'au cours de la période écoulée. Toutefois,



leur développement sera, durant la période à venir aussi bien que par le passé, manifestement plus rapide que la croissance générale des transports.

5. On estime que d'ici à 1965, le personnel employé dans les transports augmentera en nombre de 24%, soit de 4,4% par an en moyenne. L'augmentation de personnes employées de l'ordre de 60.000, et surtout les modifications à intervenir dans la structure de qualification du personnel en relation avec la technologie nouvelle et l'élévation générale du niveau de l'organisation, réclameront de nouveaux efforts dans le domaine de la formation des cadres. A cette fin, il faudra renforcer et étendre les centres de formation de cadres actuellement existants, ce qui nécessitera un engagement matériel maximum des organisations économiques de transport. On devra, en particulier, centrer les efforts sur la formation d'experts des transports, et notamment d'ingénieurs et d'économistes, ainsi que sur l'organisation — et le développement — de l'activité scientifique et de recherches (étude de l'économie comparée des branches de transports, etc.).

La modernisation des moyens, une organisation plus rationnelle du travail et une meilleure utilisation des capacités de production, ainsi que l'habilitation technique continue des cadres, tout cela fera qu'au cours de la période 1961—1965 la productivité du travail croîtra plus rapidement que durant la période quadriennale précédente. On estime que, dans la période à venir, la productivité du travail croîtra au taux de 7,5% par an.

6. Au cours de la période 1961—1965, et dans le cadre général du règlement des problèmes de l'harmonisation des prix dans l'économie, du développement continu du système de l'autogestion ouvrière dans les différentes branches des transports, de l'instauration de rapports économiques rationnels entre les transports et leurs bénéficiaires, de même qu'entre les différentes branches de transports, on poursuivra l'oeuvre de modification systématique et graduelle des tarifs et de régularisation du marché des transports.

On devra tendre, avec cette régularisation, à ce que les différentes branches des transports oeuvrent — et se développent — suivant leurs particularités économiques, techniques et d'exploitation, et en harmonie avec les besoins économiques et sociaux en services de transports.

7. Il faudra, pour assurer le développement des transports ainsi que le volume des services de transports, investir de 1961 à 1965 près de 965 milliards de dinars dans les moyens de base. On prévoit la croissance suivante, ainsi que la répartition approximative suivante des investissements entre les différentes branches des transports:

(en milliards de dinars)

|                              | 1960  | 1965  | index<br>1965/1960 | totaux<br>1961—1965 | structure<br>% |
|------------------------------|-------|-------|--------------------|---------------------|----------------|
| transports globaux           | 145,0 | 233,0 | 161                | 965,0               | 100,0          |
| réparti comme suit:          |       |       |                    |                     |                |
| transports ferro-<br>viaires | 57,8  | 118,1 | 204                | 437,0               | 43,0           |
| transports mari-<br>times    | 19,5  | 26,2  | 134                | 117,5               | 12,1           |
| transports flu-<br>viaux     | 7,3   | 10,5  | 144                | 50,0                | 5,2            |
| transports aériens           | 2,6   | 2,0   | 77                 | 15,0                | 1,6            |
| transports routiers          | 49,7  | 62,7  | 126                | 283,5               | 29,3           |
| P. T. T.                     | 8,1   | 13,5  | 167                | 62,0                | 6,5            |

Les différences de croissance des investissements dans les fonds de base entre les branches de transport permettent un développement plus harmonieux des transports. Elles permettent également à quelques-unes des branches de transports, et notamment aux transports ferroviaires et aux P. T. T., de combler leur retard actuel.

Les investissements seront, par leur structure, orientés primordiallement vers le développement des capacités qui permettront l'exécution du volume prévu des transports et liaisons au cours de la période 1961—1965, avec amélioration de la qualité des transports et de leurs services. Ils devront, ensuite, assurer le développement continu des transports après 1965, conformément aux nécessités d'un développement économique durable du pays, pour ce qui concerne notamment la construction de voies ferrées et de routes.

8. En ce qui concerne la construction du réseau ferroviaire, on prévoit l'achèvement des voies ferrées d'ores et déjà commencés, à savoir: Sarajevo-Ploče, Knin-Zadar et Metohija-Prizren (longueur globale: 338 kms). On commencera les ouvrages principaux sur la voie Beograd-Bar; on poursuivra avec intensité les autres travaux, ce qui permettra d'achever cette ligne-là, après 1965, dans les plus brefs délais. On prévoit, da même, l'inauguration des travaux de construction de la ligne Gostivar-Ohrid (en relation avec les besoins qui naîtront de la construction d'une nouvelle aciérie à Skoplje), la con-



struction d'une seconde voie sur la ligne Lapovo-Niš, ainsi que la normalisation de la ligne Nikšić-Titograd. Il faudra, enfin, dresser les plans et accomplir les préparatifs nécessaires en vue de la construction de la ligne Bor-Majdanpek.

Pour ce qui est du réseau routier fondamental, dont la construction est financée à partir du Fonds d'investissements général, on achèvera la magistrale "Fraternité et Unité" de Beograd à Đevđelija, la grande route touristique de l'Adriatique depuis Zadar jusqu'à Ivangrad et depuis Kosovska Mitrovica jusqu'à Skoplje, ainsi qu'une route automobile allant de Metković à l'autoroute Beograd-Zagreb. Au cours de la période 1961—1965, 1.130 kms de chaussée moderne seront construits sur les trajets en question. On construira, pour couvrir les besoins de la flotte marchande yougoslave, des navires nouveaux d'un tonnage global de 322.000 tonneaux de jauge brute. Grâce à cet apport nouveau, la flotte marchande yougoslave disposera, à la fin de ladite période, d'un tonnage global de 945.000 tonneaux de jauge brute.

Dans les transports fluviaux, la capacité de transports de marchandises sera augmentée de près de 37.000 CV et de 260.000 tonnes de charge de surface de chargement. Si bien qu'en 1965 la flotte fluviale disposera d'un tonnage de 655.000 tonnes.

Dans les P. T. T. on prévoit l'édification — et l'extension — de liaisons télégraphiques et téléphoniques modernes, de même qu'un accroissement de 150.900 raccordements téléphoniques modernes.

9. On prévoit, dans l'exécution du Plan, une initiative plus grande des collectifs de travail dans le domaine des transports, qui devront reposer sur le développement continu — et la mise au point — du système d'autogestion ouvrière. L'accroissement de la productivité du travail, les changements à intervenir dans les tarifs des transports, les mesures destinées à réglementer le marché des transports, tout cela contribuera à améliorer la situation économique des entreprises de transports et à augmenter leurs fonds d'investissements. Cela permettra, en même temps, de réduire la participation relative de la Fédération au financement de l'édification des capacités de transport.

## **Chapitre XVI**

### **COMMERCE, HOTELLERIE ET TOURISME**

#### **I. Commerce**

1. Dans les prévisions du développement du commerce on est parti de ceci qu'il faudra, au cours de la période à venir, combler graduellement son retard par rapport à la production ainsi qu'aux

autres activités sociales, afin que le commerce puisse remplir sa fonction à la satisfaction pleine et entière des consommateurs. L'accroissement de la production, ainsi que des différentes formes de consommation, entraînera une augmentation considérable du trafic des marchandises dans la totalité des branches de l'activité commerciale, un équipement et une expansion adéquats. On estime que le commerce de détail augmentera de 12% par an en moyenne, et le commerce de gros de 11,5%.

2. Pour pouvoir atteindre les objectifs susmentionnés et obtenir les meilleurs résultats dans le trafic des marchandises, il faudra accélérer durant la période à venir la modernisation des capacités commerciales actuellement existantes, ainsi que l'édification de capacités nouvelles. Ce sont, en premier lieu, les organes locaux qui devront orienter leurs efforts dans ce sens. A cet égard, il faudra consacrer une attention toute particulière au commerce de détail, afin de lui permettre d'offrir des services plus modernes, plus efficaces et de meilleure qualité à la population.

3. Aux fins d'un équipement technique accéléré du commerce, on prévoit — pour la période 1961—1965 — des investissements de l'ordre de 200 milliards de dinars, soit 40 milliards par an en moyenne. Les ressources en question seront affectées, suivant les circonstances locales spécifiques, à la construction d'entrepôts destinés au stockage et à la conservation de marchandises, et notamment des produits agricoles et alimentaires, à l'édification de magasins de vente au détail modernes et qui se prêteront aux formules de services modernes dans les villes et centres industriels, ainsi qu'à la reconstruction de magasins de détail actuellement existants (avec équipement et moyens techniques qui permettront de moderniser le commerce).

4. Afin de pouvoir atteindre le volume de ressources nécessaire à l'extension — et à la modernisation — des objectifs du commerce intérieur, il faudra procéder aux changements qui s'imposent dans le système de répartition, et notamment assurer des ressources adéquates dans les fonds d'organisations économiques commerciales, ainsi que dans les fonds d'investissements sociaux de la commune, de l'arrondissement et de la république populaire.

## **II. Hôtellerie et tourisme**

1. Le développement de l'hôtellerie doit avoir pour objectif essentiel l'extension — et la modernisation — des capacités d'hôtellerie et autres capacités destinés à l'alimentation sociale, ainsi que des capacités de logement dans les villes, centres industriels et lieux de tourisme, afin que les besoins de la population en services d'alimen-



tation et de logement hors ménage soient satisfaits dans les meilleures conditions.

2. On accordera des soins tout particuliers au développement du tourisme yougoslave, ainsi qu'à la qualité de ses services. On s'efforcera de susciter les conditions fondamentales nécessaires à son développement rapide continu et, surtout, de développer la construction d'ouvrages économiques destinés au logement, à l'alimentation et aux loisirs. On compte sur une participation plus grande des communes, et aussi des entreprises économiques (toutes les fois qu'il s'agira d'organiser les loisirs de leurs ouvriers et employés), dans le domaine de la construction accélérée des hôtels, maisons de repos et centres de villégiature.

3. En raison de l'importance sans cesse croissante du tourisme étranger, il faudra s'efforcer — au cours de la période à venir — de créer la base matérielle nécessaire à l'accroissement accéléré du trafic touristique étranger, source considérable de recettes en devises. A cet égard, les communes devront centrer leur attention sur l'amélioration des conditions locales de développement du tourisme étranger, ce qui sera obtenu par la reconstruction, la construction et la construction nouvelle des ouvrages communaux nécessaires dans les lieux touristiques les plus importants.

4. Pour pouvoir assurer le développement continu de l'hôtellerie et du tourisme, on prévoit qu'il faudra investir durant la période 1961—1965 près de 90 milliards de dinars, soit 18 milliards par an en moyenne. Grâce à ces investissements, l'hôtellerie et le tourisme doivent pouvoir augmenter leur capacité de logement de 47.000 lits nouveaux, ce qui représente 75% de l'actuelle capacité de logement globale de l'hôtellerie.

Dans le cadre général des ressources globalement prévues, on estime que 50 milliards de dinars seront investis dans l'expansion — et la modernisation — du réseau d'hôtellerie, ainsi que dans les objectifs de tourisme complémentaires dans les lieux et régions présentant de l'importance pour le développement du tourisme étranger. Si bien qu'il existe des possibilités réelles qu'au cours des cinq prochaines années les recettes en devises à provenir du trafic touristique étranger augmentent de 20% par an en moyenne.

5. Pour pouvoir tirer les meilleurs résultats des investissements à effectuer, on devra s'efforcer de susciter, grâce à des modifications à apporter au système de répartition, les conditions matérielles nécessaires à un auto-financement entier de l'hôtellerie et du tourisme.

## Chapitre XVII

### ARTISANAT ET SERVICES

1. Parallèlement au développement de l'économie, à l'accroissement de la consommation personnelle et à l'amélioration du niveau de vie, on devra élargir le domaine des services de production et services personnels. L'augmentation de la construction des logements, la mécanisation de l'agriculture, l'essor de la circulation automobile, l'extension prise par les marchés de biens de consommation durables réclameront tout spécialement le développement accéléré de ce secteur économique-là. Pour que les besoins puissent être satisfaits, on devra développer considérablement le réseau des services de réparation et d'entretien (ateliers de remonte), ainsi que les services d'aide aux ménages; on devra, de même, créer de nombreuses entreprises petites et moyennes de services.

Il faudra, à cet égard, changer la base technique désuète des activités de services, la faire reposer désormais sur des fondements plus modernes, tout en s'efforçant de transformer graduellement le secteur de l'artisanat en une industrie qui offrira des services de production et des services personnels. Le développement de l'artisanat et des services dépendra, pour une très large part, de la politique des comités populaires communaux, qui devront consacrer tous leurs efforts — et leurs ressources — au développement de ces activités, en harmonie avec les besoins des citoyens et de l'économie aussi bien que de leurs possibilités. Une pareille évolution est d'autant plus nécessaire que, s'il continue de retarder, le secteur des services pourra entraver sérieusement l'essor économique, ainsi que l'élévation du niveau de vie.

2. Les services artisanaux devront prendre la place qui leur revient dans l'élévation du niveau de vie de la population. Il faudra organiser un vaste réseau d'ateliers artisanaux, ainsi que d'ateliers de services d'aide aux ménages, afin d'éliminer le déficit qui se fait sentir actuellement à cet égard.

Au cours de la période 1961—1965, il faudra développer également l'artisanat de production, activité complémentaire de la grosse industrie. En plus de la coopération, l'artisanat de production devra pouvoir assumer la fonction de producteur d'objets de consommation limitée et de large assortiment, de marchandises de consommation courante surtout. On devra, de même, consacrer les plus grands soins à l'Art national, afin de pouvoir obtenir la plus grande diversité des produits de consommation personnelle. L'accroissement continu des travaux de construction, ainsi que des moyens d'entretien du fonds de logement, devra s'accompagner d'un développement adéquat des



métiers de construction. On devra, en particulier, développer les métiers de production dans les régions sous-développées, où l'on peut obtenir des résultats remarquables avec des investissements réduits et transformer — par un développement continu — les entreprises artisanales en petites industries.

3. On prévoit que, durant la période à venir, la production de biens et de services par l'artisanat *lato sensu* augmentera de 12,3% par an en moyenne. Le volume de l'artisanat de services doit s'accroître de 15%; celui de l'artisanat de construction de 13,5%, et celui de l'artisanat de production de 11%. On s'attend à un accroissement particulièrement rapide de la production et des services dans le secteur social de l'artisanat, dont la production doit augmenter de 121% d'ici à 1965, soit de 17,2% par an en moyenne.

4. On estime que, pour pouvoir obtenir le volume prévu de la production et des services, il faudra investir de 1961 à 1965 près de 70 milliards de dinars; les investissements annuels moyens devront doubler par rapport à la période précédente. A cette fin, il faudra permettre aux organisations artisanales, ainsi qu'aux comités populaires, une formation de ressources d'investissements qui assurera les investissements prévus au cours de la période quinquennale suivante.

5. Il faudra que, grâce à un meilleur équipement technique, la productivité du travail dans l'artisanat augmente au taux annuel moyen de 6%, et que la structure de qualifications des travailleurs de l'artisanat soit améliorée grâce à une extension des écoles et cours de formation professionnelle actuellement existants et à l'inauguration d'écoles et cours nouveaux, et aussi — et surtout — au moyen des méthodes de formation professionnelle accomplies au poste de travail.

## QUATRIEME PARTIE

### L'EXECUTION DU PLAN DE DEVELOPPEMENT

#### Chapitre XVIII

#### LE DEVELOPPEMENT DES RAPPORTS SOCIAUX SOCIALISTES

1. Le développement continu des rapports de production socialistes, ainsi que le développement — et l'extension — de la gestion ouvrière dans les entreprises et de l'autogestion dans les communes, les institutions et les organisations sociales, voilà les conditions nécessaires du plan de développement. Il faudra tout faire, dans l'ensemble du système de mesures et d'institutions, pour que les organes

d'autogestion décident le plus complètement, et le plus directement, au sujet des ressources et de leur emploi, de la reproduction élargie, de la consommation personnelle et du standard social. Ils accroîtront, de la sorte, la responsabilité des travailleurs et de leurs organes, les encourageront à développer la production et à améliorer les conditions d'existence de la population.

2. Au cours de la mise au point continue du système économique reposant sur les principes d'autogestion et de réglage planifié du développement économique, il faudra tout particulièrement, au cours de la période à venir :

a) rechercher la solution dans un mécanisme de répartition entre la communauté et l'entreprise qui stimulera puissamment le développement continu de l'initiative des collectifs de travail pour une efficacité plus grande de la gestion. Grâce à des instruments de répartition adéquats, agir dans le sens d'une atténuation des inégalités de conditions de fonctionnement des entreprises relevant d'activités économiques différentes, d'une utilisation plus rationnelle des ressources sociales investies, ainsi que d'une plus grande économie du travail vivant. Lier dans une mesure plus grande que par le passé la situation matérielle de la commune, ainsi que sa part dans le revenu global, aux résultats obtenus par les collectifs de travail aussi bien qu'au niveau de productivité atteint sur son territoire;

b) tout faire pour que les moyens de reproduction élargie à la disposition de la Fédération soient orientés le plus possible vers la construction d'objectifs de base, ainsi que vers l'aide au développement des régions moins développées du pays. Et qu'ils soient orientés vers d'autres constructions au cas où les ressources des entreprises, des communes et des républiques populaires fédérées ne suffisent pas au développement proportionnel de tel ou tel branche ou secteur économique. Parallèlement, il faudra accroître, dans la répartition fondamentale, les ressources des entreprises, des communes et des républiques populaires fédérées, ainsi que leur engagement dans l'édification économique et le développement des services du standard social;

c) l'orientation planifiée des ressources devra se faire le plus possible par des mesures et instruments économiques. A cet égard, il faudra continuer d'éliminer les méthodes administratives de réglage, telles que l'interdiction des dépenses, le blocage des ressources, etc. Il faudra, grâce à une participation accrue des entreprises, des communes et des républiques populaires fédérées à la répartition, renforcer la responsabilité des organes d'autogestion pour une dépense plus rationnelle des ressources sociales;



d) pour pouvoir obtenir un développement harmonieux des forces de production et renforcer en même temps la décentralisation dans la répartition, encourager la coopération — et l'association — des entreprises sur une base d'affaires, afin d'accroître la productivité du travail, la mise au point technique de la production, et surtout pour faciliter l'association de leurs ressources aux fins de satisfaction des besoins communs en construction et de développement de la production et d'une meilleure utilisation des moyens de roulement;

e) adapter le plus possible le mécanisme bancaire et de crédit au système économique et à ses institutions fondamentales, afin qu'il fournisse la possibilité d'une utilisation plus efficace de la politique de crédit dans le sens d'une orientation — et d'une association — des ressources en dehors de toute contrainte administrative. A cet égard, il faudra surtout, et bien plus que jusqu'à présent, orienter les organisations économiques de telle sorte qu'elles créent à partir de leurs fonds propres les moyens de roulement nécessaires à l'accroissement de la production et du trafic. Conformément à cette orientation générale, il faudra étudier et prendre les mesures nécessaires pour mobiliser les portions immobiles des moyens des fonds de roulement;

f) pour pouvoir atténuer et faire disparaître les disparités sans cause dans l'économie de certaines branches de la production, on devra s'efforcer de faire disparaître durant la période à venir les trop grandes disparités de prix. Là où les prix sont plafonnés, il faudra procéder à leur révision, la tendance général consistant à les adapter au niveau général des prix. S'il s'agit de disparités qui se sont formées librement sur le marché, s'efforcer — grâce à une politique d'investissements et de production judicieuse — de faire disparaître les déséquilibres trop soulignés entre l'offre et la demande, d'atténuer par suite les trop grandes différences de prix et d'éliminer les gains injustifiés obtenus par certains collectifs de travail (gains ne provenant point de leur dévouement au travail);

g) dans le domaine du commerce extérieur et des affaires avec l'étranger, il faudra éliminer les trop fortes réglementations, celles qui ne sont pas adaptées au système économique considéré dans son ensemble. Tout en tenant compte des besoins du commerce extérieur, ainsi que du développement perspectif de l'importation et de l'exportation, et tout en considérant les différences objectivement nécessaires qui se présentent dans les différents secteurs de production entre prix intérieurs et prix mondiaux, il faudra supprimer le régime des coefficients, en d'autres termes celui des cours différents, et remplacer ce régime-là par l'institution de douanes et autres instruments destinés à faire disparaître les différences de cours à l'exportation et

à l'importation. Il faudra, en particulier, s'efforcer de faire disparaître le régime de la répartition administrative des devises.

3. Il faudra continuer de développer le système de rémunération aux fins de l'application la plus rigoureuse du principe socialiste de rémunération selon le travail fourni. C'est pourquoi il faudra subordonner étroitement les revenus personnels des travailleurs au succès obtenu par les organisations économiques. La stricte application de ce principe doit constituer un stimulant important de la productivité de travail.

4. Dans l'agriculture, où c'est toujours le mode de production individuelle qui prédomine, il faudra orienter la part d'accumulation adéquate vers le processus de la reproduction élargie socialiste, au moyen des domaines agricoles socialistes, des coopératives agricoles, des entreprises industrielles et commerciales. Grâce à des formes — et à des méthodes — d'intégration des investissements de ressources sociales par les organisations et institutions socialistes, répandre et renforcer les rapports sociaux socialistes. Il faudra, à cette fin, développer les formes les plus adéquates — et les plus efficaces — d'association entre production individuelle et production socialiste à travers les différentes formules de coopération à la production et aux échanges.

Il faudra, dans les autres secteurs économiques à moyens de production privés également, développer les liens entre production sociale et production individuelle grâce aux différentes formules de coopération et d'association, et propager sur ces bases-là le mode de production socialiste, ainsi que les rapports sociaux socialistes.

5. Pour que l'initiative et la responsabilité des organes de gestion sociale soient renforcés, il faudra consolider le plus possible les droits des organisations économiques et des communes à la gestion des moyens matériels et des fonds (afin que leur indépendance — et leur responsabilité — puissent se développer).

6. Afin que les communes puissent accomplir avec succès les tâches que le présent plan de développement leur impose, leur base matérielle et leur indépendance financière seront accrues. Il faudra, en particulier, donner tout son développement au système de financement des services sociaux durant la période à venir.

7. Les organes de la communauté sociale, et notamment les communes, organisations coopératives et autres organisations à self-gouvernement devront s'efforcer d'adapter, en usant de leur influence, l'activité des organisations économiques à l'accomplissement des tâches du présent Plan. A cet égard, il faudra centrer l'effort à fournir sur l'accroissement de la productivité du travail, sur les économies à réaliser, ainsi que sur l'emploi rationnel des ressources.



## Chapitre XIX

### LE PLAN DE PERSPECTIVE ET LES PLANS COURANTS EN VUE DE L'EXECUTION DU PRESENT PLAN DE DEVELOPPEMENT

1. La Fédération, les républiques populaires fédérées et autres unités politico-territoriales devront, par leurs plans sociaux, lois, décisions et autres dispositions, ainsi que par la gestion des fonds sociaux et l'adoption des mesures qu'elles seront autorisées à adopter, accomplir les fins essentielles du présent Plan de développement.

Les organisations économiques devront, par leur activité économique toute entière, accomplir les fins et tâches du présent Plan et s'en tenir à son orientation générale.

2. Afin de pouvoir exécuter le présent Plan, la Fédération promulguera en plus de lois et autres prescriptions, des plans sociaux annuels à raison d'un plan pour chaque année du calendrier.

3. Les républiques populaires et autres unités politico-territoriales adopteront, aux fins d'application du présent Plan de développement, de leur plans de perspective et des programmes et plans annuels de la Fédération, leurs plans sociaux annuels, grâce auxquels elles répartiront les ressources qui leur appartiennent et assureront l'accomplissement des plans sociaux annuels de la Fédération.

4. Les organisations économiques déploieront leur activité économique en se basant sur leurs plans économiques autonomes.

Les associations dites „d'affaires“, communautés d'organisations économiques et unions de coopératives coordonneront les travaux d'élaboration des plans des organisations économiques relevant de leur activité.

Les chambres professionnelles, associations économiques et autres organisations à self-gouvernement aideront les organisations économiques à élaborer leurs plans; ils attireront leur attention sur les fins et tâches proposées par le présent Plan, de même que sur les possibilités de sa mise en oeuvre.

5. Les plans des républiques populaires ainsi que des autres unités politico-territoriales devront s'adapter à l'orientation générale du présent Plan de développement, ainsi qu'aux plans annuels de la Fédération.

6. Le Conseil exécutif fédéral informera régulièrement l'Assemblée populaire fédérale de l'exécution du présent Plan de développement, ainsi que des plans sociaux annuels et des mesures qu'il entreprendra. Il proposera l'adoption des lois et autres mesures aux fins de leur exécution.

## SOMMAIRE

|                                                                                      | Page |
|--------------------------------------------------------------------------------------|------|
| EXPOSE DU MEMBRE DU CONSEIL EXECUTIF FEDERAL<br>AVDO HUMO — — — — —                  | 3    |
| PLAN SOCIAL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA<br>YUGOSLAVIE DE 1961 à 1965 — — — — — | 41   |
| INTRODUCTION — — — — —                                                               | 43   |
| PREMIERE PARTIE                                                                      |      |
| Chapitre I — Les objectifs économique-politiques — —                                 | 58   |
| DEUXIEME PARTIE                                                                      |      |
| L'ORIENTATION FONDAMENTALE DE DEVELOPPEMENT<br>ECONOMIQUE                            |      |
| Chapitre II — Produit social et revenu national — — —                                | 62   |
| Chapitre III — Investissements — — — — —                                             | 67   |
| Chapitre IV — Consommation personnelle et standard<br>social — — — — —               | 74   |
| Chapitre V — Organes d'Etat et défense nationale — — —                               | 80   |
| Chapitre VI — Réserves sociales — — — — —                                            | 81   |
| Chapitre VII — Rapports économiques avec l'étranger — —                              | 82   |
| Chapitre VIII — Le développement régional — — — — —                                  | 85   |
| Chapitre IX — Plein emploi, cadres et productivité — — —                             | 90   |
| Chapitre X — Activité scientifique et de recherches — —                              | 96   |
| TROISIEME PARTIE — DEVELOPPEMENT DES SECTEURS<br>ECONOMIQUES                         |      |
| Chapitre XI — Industrie — — — — —                                                    | 98   |
| Chapitre XII — Agriculture — — — — —                                                 | 107  |
| Chapitre XIII — Exploitation forestière — — — — —                                    | 112  |



|                                                     | Page |
|-----------------------------------------------------|------|
| Chapitre XIV — Bâtiment — — — — —                   | 115  |
| Chapitre XV — Transports — — — — —                  | 117  |
| Chapitre XVI — Commerce, Hotellerie et Tourisme — — | 122  |
| Chapitre XVII — Artisanat et Services — — — — —     | 125  |

## QUATRIEME PARTIE — L'EXECUTION DU PLAN DE DEVELOPPEMENT

|                                                                                                                              |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Chapitre XVIII — Le développement des rapports sociaux socialistes — — — — —                                                 | 126 |
| Chapitre XIX — Le Plan de perspective et les plans courants en vue de l'exécution du présent plan de développement — — — — — | 130 |

